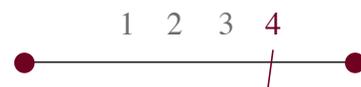


ÉCOLE  
NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LYON



2022

*Rapport  
de gestion*



ENS DE LYON

## SOMMAIRE

<b>Préambule</b> .....	<b>2</b>
1. Données principales de l'exécution budgétaire 2022 .....	6
1.1. Synthèse .....	6
1.2. Recettes .....	7
1.3. Dépenses .....	8
2. Recettes et dépenses globalisées 2022 .....	16
2.1. Recettes globalisées .....	16
2.2. Dépenses globalisées .....	23
3. Recettes et dépenses fléchées 2022 .....	46
3.1. Recettes fléchées .....	46
3.2. Dépenses fléchées .....	47
4. Equilibres financiers de l'établissement .....	50
4.1. Le solde budgétaire .....	51
4.2. La trésorerie .....	52
4.3. Les ratios en comptabilité budgétaire .....	53
4.4. Le résultat .....	55
4.5. La capacité d'autofinancement .....	57
4.6. Le fonds de roulement .....	58
4.7. Les ratios en comptabilité générale .....	59
5. Annexes réglementaires .....	61
5.1. Annexe 1 : tableau des emplois .....	61
5.2. Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires .....	62
5.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine .....	65
5.4. Annexe 4 : tableau des équilibres financiers .....	71
5.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers .....	74
5.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale .....	77
5.7. Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie .....	80
5.8. Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées .....	81
5.9. Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles .....	82
5.10. Annexe 9 bis : tableau de suivi des opérations immobilières .....	84
5.11. Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles .....	85
5.12. Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche .....	86
5.13. Tableau de synthèse budgétaire et comptable .....	87
5.14. Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP) .....	88
5.15. Projet annuel de performance (PAP) .....	91
<b>Glossaire</b> .....	<b>93</b>

## Préambule

Le rapport de gestion est un document réglementaire élaboré par l'ordonnateur. Il complète les données du compte financier afin d'apporter aux administrateurs un éclairage sur les questions budgétaires. Il présente une analyse précise de l'année budgétaire N-1. Le rapport de gestion vient par conséquent clore l'exercice 2022, initié au moment du débat d'orientation budgétaire (DOB), et ouvrir la réflexion sur les budgets des années à venir de l'ENS de Lyon. Ce rapport de gestion conserve la forme adoptée l'an dernier. L'analyse est axée principalement sur l'exécution budgétaire des recettes et des dépenses de l'exercice, en miroir des rapports de présentation du budget initial et du budget rectificatif.

L'ENS de Lyon est sous administration provisoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022 jusqu'à la nomination d'un(e) nouveau(elle) président(e).

L'année 2022 a été marquée par la reprise vigoureuse des activités de formation et de recherche, suite à la période de crise sanitaire. Cette année a ainsi été la source de nombreuses réussites et récompenses pour l'établissement. Plusieurs titres de **Docteur Honoris Causa**, distinctions décernées à des personnalités étrangères éminentes, ont été remis par l'ENS de Lyon dont à Dennis Meadows, précurseur de la modélisation écologique ou à Abhijit Banerjee, prix Nobel d'économie. Francis Albarède, professeur émérite en sciences de l'Univers et ancien directeur du laboratoire de géologie, a été élu membre de l'**Académie des Sciences**.

Une formation de 1<sup>er</sup> cycle, inédite et en 3 ans, a débuté à la rentrée universitaire. Il s'agit du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures **CPES Sciences et Société** qui permet la délivrance d'un diplôme valant grade licence. Deux classes de 25 élèves suivent respectivement depuis septembre, au Lycée du Parc, un parcours Sciences (mathématiques, informatique, approche des sciences de l'environnement) et un parcours Economie et Société, ainsi qu'un tronc commun pluridisciplinaire. Elles effectueront ensuite la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année de leur cursus à l'ENS de Lyon. Ce nouveau parcours respecte l'engagement d'une plus grande ouverture vers la diversité des publics avec notamment une attention spécifique à l'admission de boursiers.

L'ENS de Lyon développe une politique engagée en faveur de la **transition écologique** qui se structure autour de plusieurs axes dont une démarche afin d'obtenir la labellisation DDDS (développement durable et responsabilité sociétale) de l'enseignement supérieur. Un plan de sobriété énergétique a été élaboré pour inscrire les activités de l'École dans une démarche durable et responsable. Une journée sur la recherche menée à l'ENS de Lyon sur la transition écologique a été organisée par le Conseil scientifique.

A l'instar de nombreux établissements universitaires, plusieurs facteurs conjoncturels ont entraîné un déficit du résultat comptable de plus de 800k€ et un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,2M€. Parmi ces facteurs, on note la flambée des prix de l'énergie suite au conflit en Ukraine, une forte inflation, des hausses successives du SMIC ou encore la revalorisation de 3,5% du point d'indice sans compensation du MESR.

Les hausses successives du **SMIC** ont eu un effet financier significatif sur les dépenses de masse salariale (+1M€) et ont concerné essentiellement les rémunérations des élèves normaliens. Le MESR n'avait pas mesuré ni anticipé cet enjeu, et n'avait prévu aucun financement de cette mesure. Suite à de nombreux échanges entre les 4 ENS et le ministère, une compensation partielle de 400k€ a finalement été reçue en décembre. Le reste à charge atteint 600k€ pour l'établissement.

Le **point d'indice** a été revalorisé de 3,5% à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022 et représente une charge supplémentaire de 1,57M€, intégrée au budget 2022 via un BR spécifique, sans subvention du MESR. La compensation financière de l'État ne débute qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Comme cela avait été anticipé dès le budget rectificatif par l'économe de flux, les **dépenses d'énergie** telles que l'électricité, le chauffage, le gaz et l'eau ont globalement bondi de +42% par rapport à l'année précédente au regard de la hausse des prix. Ces dépenses se révèlent néanmoins un peu moins élevées que prévues, notamment grâce aux actions mises en place par l'établissement pour contenir les consommations et aux conditions météorologiques : mise en route plus tardive du chauffage, limitation des températures à 19°C, remplacement d'un système de refroidissement par un groupe froid moins consommateur... En octobre, le MESR a annoncé la mise en place d'un **fonds de compensation** du surcoût énergétique afin que les établissements aient une visibilité renforcée sur leurs moyens financiers et préservent au mieux leurs capacités financières. Lors de la notification définitive de la subvention pour charges de service public (SCSP) datée du 21 décembre, l'ENS de Lyon a reçu 1,24M€ au titre de ce fonds de compensation. Cela permet de couvrir la hausse constatée des dépenses et ainsi de limiter la dégradation du niveau du fonds de roulement, qui devra à nouveau être mis à contribution en 2023 pour financer la hausse des prix de l'énergie.

La notification définitive de la SCSP intègre également un soutien du ministère, demandé à plusieurs reprises par l'ENS de Lyon, au titre de la compensation du reste à charge pour l'**organisation des concours d'entrée** à hauteur de 500k€. Elle vient s'ajouter à la participation de 498k€ perçue chaque année et qui n'avait jamais été revalorisée jusque-là.

Dans le cadre de la phase 2 du **dialogue stratégique et de gestion** avec le MESR destinée à « accompagner les établissements vers une optimisation de leurs moyens afin de déployer leur stratégie », l'ENS de Lyon a obtenu dès l'été 80k€ en soutien d'actions de transformation structurelle destinées à dégager des marges de manœuvre. Quant à la phase du dialogue stratégique consacrée aux projets stratégiques, des financements ont été obtenus pour un projet de sécurité informatique (180k€) et pour un projet de recherche consacré à l'installation de nouveaux équipements et l'intégration d'une nouvelle équipe au laboratoire de chimie (250k€).

La SCSP reçue en 2022 intègre à nouveau les dispositions de la Loi de Programmation de la Recherche (**LPR**), qui attribue des moyens supplémentaires pour les laboratoires : +10% en 2021, +15% en 2022 et +20% en 2023.

Des **colloques** d'envergure internationale ont pu être organisés en 2022 après les annulations ou reports subis en 2020 et 2021, comme par exemple le congrès de l'International Mineralogical Association (IMA). Quant aux **mobilités étudiantes**, elles ont redémarré avec un effet de rattrapage des années précédentes là-aussi, ce qui a été observé notamment par

le volume des inscriptions pour passer le Cambridge C1 Advanced, qui est un examen international certifiant un niveau élevé de langue anglaise.

Le nouveau **bâtiment M8**, dont le maître d'ouvrage était la métropole de Lyon, a été intégré dans le patrimoine de l'ENS de Lyon en 2022. Les travaux visant à refaire l'**étanchéité de la BDL** sur le site Descartes ont été amorcés en 2022 et vont se poursuivre et s'achever en 2023. Les 600k€ de crédits prévus au budget rectificatif pour engager les premières études relatives aux travaux de réhabilitation de la **résidence** étudiante Bonnamour n'ont pas été consommés, seuls 22k€ ont été utilisés afin de choisir un assistant à la maîtrise d'ouvrage.

L'établissement a poursuivi la mise à jour et le suivi au fil de l'eau de l'**inventaire physique** des biens détenus : 99% de cet inventaire est désormais à jour. Quant au **contrat de partenariat**, l'ensemble des impacts sur le loyer des travaux supplémentaires réalisés entre 2017 et 2021 ont été régularisés, tout comme les révisions de prix.

Les **notifications de la SCSP** et les modalités de calcul de certaines compensations financières sont transmises très tardivement par le MESR. Elles ne permettent pas à l'établissement de pouvoir inscrire dans ses prévisions budgétaires des financements importants dont il ne prend connaissance qu'à l'automne voire en décembre. Cela a été le cas avec des recettes non prévues versées en décembre pour un montant de 2,1M€ dont 1,2M€ du fonds de compensation énergétique.

De nombreux échanges, amorcés en 2021, ont continué en 2022 entre les ENS et la DGESIP au sujet du calcul des moyens alloués pour compenser les revalorisations salariales successives des **contrats doctoraux** effectives au 1<sup>er</sup> septembre 2021 puis au 1<sup>er</sup> septembre 2022. Les autorisations d'engagement prévues pour les versements CDSN aux partenaires pour la promotion 2021 avaient été reprogrammés sur l'exercice 2022 mais n'ont pas pu être totalement engagés en raison des incertitudes liées à la subvention du MESR suite à ces revalorisations. De plus, les engagements relatifs à la promotion 2022 ont été très faibles et nécessiteront une nouvelle fois une reprogrammation sur l'exercice suivant.

L'**amphithéâtre Mérieux**, qui devait accueillir un grand nombre d'évènement en 2023, a subi un incendie le 25 décembre. La remise en état va entraîner une indisponibilité des locaux au moins jusqu'à l'été 2023 et des travaux qui devront être budgétés sur l'exercice 2023.

En conclusion, cette année 2022 est marquée par :

- Une reprise vigoureuse des activités de formation et de recherche
- Une augmentation significative des dépenses d'énergie par rapport à l'année dernière
- Des mesures réglementaires de masse salariale non compensées pour plus de 2M€ (SMIC, hausse du point d'indice)
- Une sous-exécution importante en AE d'investissement et bien supérieure aux années précédentes, notamment dans le domaine des travaux immobiliers (1.8M€) et des contrats de recherche (1.4M€)
- Une sous-exécution en AE de fonctionnement qui s'explique principalement par un envoi tardif des conventions des CDSN suite aux nombreux échanges avec le MESR (9.5M€)

- Des recettes non prévues au BR 2022 et lors de la prévision d'atterrissage 2022 (présenté au CA de décembre pour le BI 2023), connues le 21 décembre pour 0.9M€ (concours : 500k€ et SMIC : 400k€)
- Un résultat déficitaire constaté pour la première fois au niveau de l'Ecole (-800k€) et qui reste assez proche de la prévision d'atterrissage 2022 (-1.5M€) présentée en décembre dernier,
- Des indicateurs financiers moins élevés que l'année dernière au niveau de la CAF et un prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 1.2M€
- Une trésorerie de 34M€ supérieure à celle constatée lors de la clôture des comptes 2021.

# 1. Données principales de l'exécution budgétaire 2022

## 1.1. Synthèse

### RECETTES 2022

Recettes en encaissements	
Recettes globalisées	132 048 338 €
Recettes fléchées	10 433 861 €
<b>TOTAL</b>	<b>142 482 199 €</b>

<b>Solde budgétaire</b>	<b>668 203 €</b>
-------------------------	------------------

Détail recettes globalisées	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	123 139 733 €
Recettes propres générées par l'établissement	5 045 282 €
Recettes globalisées pré-affectées	3 863 324 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>132 048 338 €</b>

<b>Solde budgétaire globalisé</b>	<b>-107 576 €</b>
-----------------------------------	-------------------

Détail recettes fléchées	
ANR PIA	3 113 141 €
ANR hors PIA	3 939 722 €
Union européenne	1 021 973 €
Région	256 547 €
Autres*	2 102 478 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>10 433 861 €</b>

<b>Solde budgétaire fléché</b>	<b>775 779 €</b>
--------------------------------	------------------

### DÉPENSES 2022

Dépenses en crédits de paiement (CP)	
Dépenses de masse salariale	105 347 247 €
Dépenses de fonctionnement	31 785 073 €
Dépenses d'investissement	4 681 677 €
<b>TOTAL</b>	<b>141 813 997 €</b>

Dépenses globalisées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement
Masse salariale Etat + versements CDSN	98 025 504 €	9 038 498 €	
Dépenses courantes de l'établissement		10 392 072 €	
Fonctionnement des services		6 308 069 €	
Investissements Direction du patrimoine			1 625 218 €
Autres dépenses	2 042 631 €	3 405 279 €	1 318 643 €
<b>TOTAL dépenses globalisées</b>	<b>100 068 135 €</b>	<b>29 143 918 €</b>	<b>2 943 861 €</b>

Dépenses fléchées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement
ANR PIA	620 211 €	123 838 €	37 343 €
ANR hors PIA	1 766 714 €	885 247 €	378 428 €
Union européenne	1 046 635 €	612 954 €	581 497 €
Région	323 586 €	329 133 €	27 960 €
Autres	1 521 965 €	689 983 €	712 587 €
<b>TOTAL dépenses fléchées</b>	<b>5 279 112 €</b>	<b>2 641 155 €</b>	<b>1 737 815 €</b>

\* Autres = fondations, subventions publiques, crédits IUF, contrats et prestations de recherche

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les crédits de paiement. Le solde budgétaire globalisé est négatif (-107,6k€), les encaissements ont été légèrement inférieurs aux dépenses, alors que le solde budgétaire fléché est positif.

## 1.2. Recettes

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Recettes en encaissements		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Ecart Exé 2022/ BR 2022	Taux d'exé. 2022	Rappel taux d'exé. 2021
Recettes globalisées	ENS de Lyon	126 353 388 €	127 903 401 €	130 503 828 €	131 336 983 €	130 979 427 €	-357 556 €		
	BDL	994 051 €	1 063 791 €	1 068 976 €	1 067 379 €	1 068 911 €	1 532 €		
	<b>TOTAL</b>	127 347 439 €	128 967 192 €	131 572 804 €	132 404 362 €	132 048 338 €	-356 024 €	99,7%	100,3%
Recettes fléchées	ENS de Lyon	9 976 001 €	10 945 374 €	9 681 618 €	11 454 759 €	10 423 861 €	-1 030 898 €		
	BDL	0 €	0 €	10 000 €	0 €	10 000 €	10 000 €		
	<b>TOTAL</b>	9 976 001 €	10 945 374 €	9 691 618 €	11 454 759 €	10 433 861 €	-1 020 898 €	91,1%	78,5%
<b>TOTAL recettes en encaissements</b>		137 323 440 €	139 912 566 €	141 264 422 €	143 859 121 €	142 482 199 €	-1 376 922 €	99,0%	98,1%

Tableau 1 – Recettes en encaissements

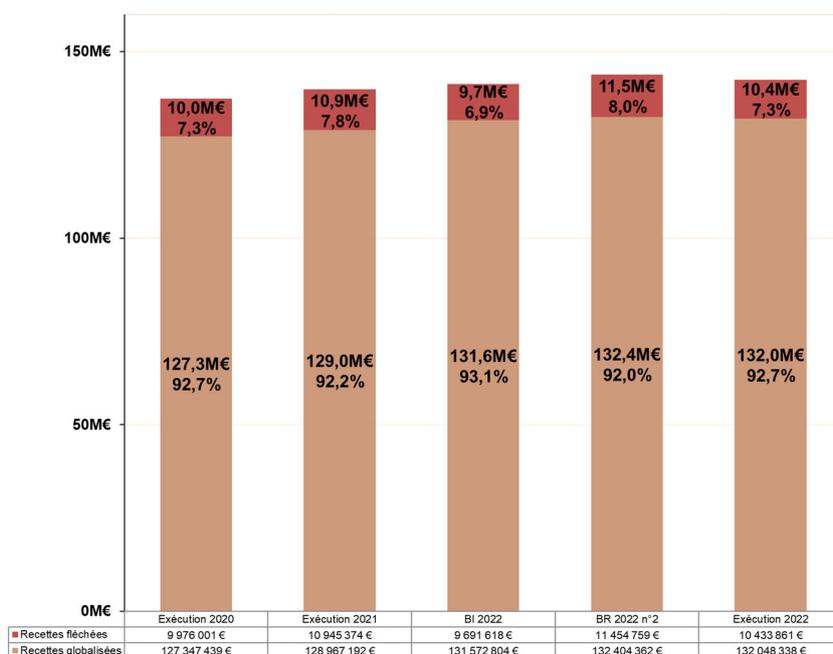


Figure 1 – Evolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2020

Les recettes encaissées s'élèvent à 142,48M€ en 2022. Les recettes globalisées atteignent 132,05M€ (détail globalisé en 2.1), soit un montant inférieur de 0,36M€ (-0,3%) au regard des prévisions du budget rectificatif et en forte hausse de +3,08M€ par rapport à l'année 2021 (+3,3M€ de subvention pour charges de service public, +200k€ de recettes propres et -422k€ de recettes globalisées pré-affectées). Pour les recettes fléchées, 10,43M€ ont été encaissés, soit -1,02M€ (-8,9%) par rapport aux prévisions et en baisse de 500k€ en comparaison de l'exercice 2021 (détail fléché en 3.1).

### 1.3. Dépenses

Dépenses		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Exé 2022/ BR 2022	Taux d'exécution 2022	Rappel taux d'exécution 2021
Autorisations d'engagement (AE)	ENS de Lyon	131 529 701 €	132 327 709 €	150 914 609 €	165 434 154 €	146 704 538 €	-18 729 616 €		
	BDL	1 007 701 €	1 096 313 €	1 159 735 €	1 113 665 €	1 106 260 €	-7 405 €		
	<b>TOTAL AE</b>	<b>132 537 402 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>166 547 819 €</b>	<b>147 810 798 €</b>	<b>-18 737 021 €</b>	<b>88,7%</b>	<b>93,3%</b>
Crédits de paiement (CP)	ENS de Lyon	132 750 644 €	134 782 457 €	146 680 702 €	154 289 558 €	140 708 436 €	-13 581 122 €		
	BDL	1 017 111 €	1 078 555 €	1 074 735 €	1 116 322 €	1 105 561 €	-10 761 €		
	<b>TOTAL CP</b>	<b>133 767 755 €</b>	<b>135 861 012 €</b>	<b>147 755 437 €</b>	<b>155 405 880 €</b>	<b>141 813 997 €</b>	<b>-13 591 883 €</b>	<b>91,3%</b>	<b>95,2%</b>

Tableau 2 – Montants des AE et CP consommés et taux d'exécution

#### 1.3.1. Autorisations d'engagements

##### De quoi parle-t-on ?

Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Exé 2022/ BR 2022	Taux d'exécution 2022	Rappel taux d'exécution 2021
Masse salariale	ENS de Lyon	98 928 905 €	99 931 030 €	103 088 350 €	106 673 179 €	105 285 765 €	-1 387 414 €		
	BDL	23 072 €	42 992 €	21 000 €	64 500 €	58 104 €	-6 396 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>98 951 977 €</b>	<b>99 974 022 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>106 737 679 €</b>	<b>105 343 869 €</b>	<b>-1 393 810 €</b>	<b>98,7%</b>	<b>99,1%</b>
Fonctionnement	ENS de Lyon	27 254 838 €	24 751 802 €	33 722 163 €	47 123 535 €	33 109 688 €	-14 013 847 €		
	BDL	975 851 €	1 003 181 €	1 123 735 €	1 021 235 €	1 020 589 €	-646 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>28 230 688 €</b>	<b>25 754 983 €</b>	<b>34 845 898 €</b>	<b>48 144 770 €</b>	<b>34 130 277 €</b>	<b>-14 014 493 €</b>	<b>70,9%</b>	<b>75,6%</b>
Investissement	ENS de Lyon	5 345 959 €	7 644 877 €	14 104 096 €	11 637 440 €	8 309 085 €	-3 328 355 €		
	BDL	8 779 €	50 139 €	15 000 €	27 930 €	27 567 €	-363 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>5 354 737 €</b>	<b>7 695 016 €</b>	<b>14 119 096 €</b>	<b>11 665 370 €</b>	<b>8 336 652 €</b>	<b>-3 328 718 €</b>	<b>71,5%</b>	<b>95,1%</b>
<b>TOTAL autorisations d'engagement</b>		<b>132 537 403 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>166 547 819 €</b>	<b>147 810 798 €</b>	<b>-18 737 021 €</b>	<b>88,7%</b>	<b>93,3%</b>

Tableau 3 – Autorisations d'engagement par masse inscrites de 2020 à 2022

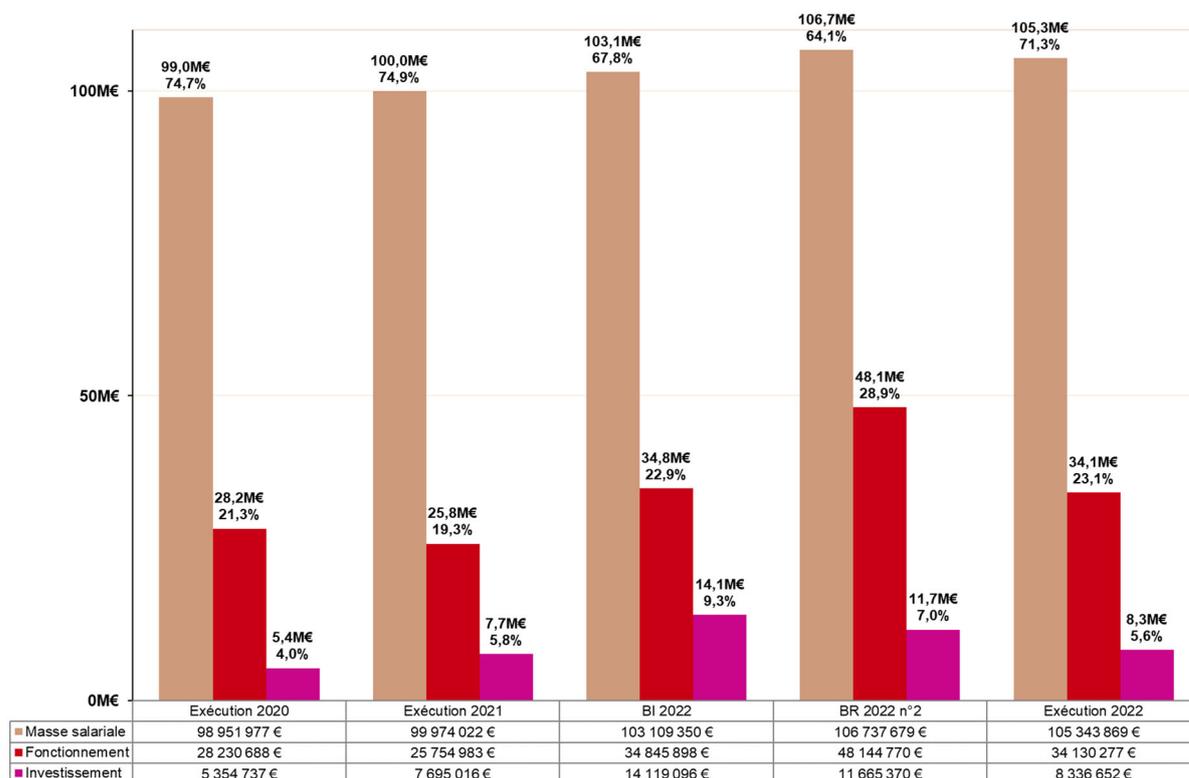


Figure 2 – Evolution des autorisations d'engagement de 2020 à 2022

En 2022, seules 88,7% des engagements prévus au BR (en AE) ont été réalisés. Ce taux est plus faible que les années précédentes, en 2021 : 93,3% avaient été réalisées. La sous-exécution des engagements est plus importante sur les crédits de fonctionnement et d'investissement, dont les taux d'exécution sont respectivement de 70,9% et 71,5% (en 2021, taux d'exécution de 75,6% en fonctionnement et 95,1% en investissement).

La forte sous-exécution constatée en AE de fonctionnement (70,9%) s'explique, comme en 2021, par une sous-consommation des crédits ouverts pour les promotions de contractuels doctorants spécifiques normaliens (CDSN). Les conventions de reversement avec les établissements partenaires pour la promotion 2022-2025 n'ont pas pu être toutes signées faisant suite aux longues discussions avec le MESR pour s'accorder sur la subvention versée, sur les 9,3ME d'AE ouverts pour cette promotion, seuls 2ME ont été engagés. Pour la promotion 2021-2024, 11,95ME ont été reprogrammés, et seulement 9,8ME ont été réellement engagés. En 2022, on note une forte sous-exécution des AE de fonctionnement du loyer de contrat de partenariat, seuls 111k€ ont été engagés sur les 1,382ME ouverts. Ces engagements seront reprogrammés en 2023. Enfin, 66,8% des AE de fonctionnement ouvertes sur des crédits fléchés ont été exécutés.

AE de fonctionnement	Exécution 2020	Exécution 2021	Prévision du BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022	
Reversements partenaires CDSN	8 263 416 €	4 254 432 €	21 296 658 €	11 800 151 €	-9 496 507 €	55,4%
Contrats fléchés	2 106 142 €	2 143 565 €	4 115 485 €	2 750 026 €	-1 365 459 €	66,8%
Loyer du contrat de partenariat	2 038 917 €	2 215 562 €	1 382 000 €	111 361 €	-1 270 639 €	8,1%
Fluides	2 752 808 €	3 258 709 €	5 526 040 €	4 635 120 €	-890 920 €	83,9%
Autres dépenses de l'établissement	13 069 406 €	13 882 715 €	15 824 587 €	14 833 619 €	-990 968 €	93,7%
<b>Total</b>	<b>28 230 688 €</b>	<b>25 754 983 €</b>	<b>48 144 770 €</b>	<b>34 130 277 €</b>	<b>-14 014 493 €</b>	<b>70,9%</b>

En ce qui concerne les AE d'investissement, le taux d'exécution atteint 71,5%, 8,3M€ ont été engagés sur les 11,7M€ ouverts en budget rectificatif, soit une sous-exécution de 3,3M€ principalement due à des activités liées aux bâtiments (1,8M€ sur les 3,3M€ soit 55%) et 1,1M€ sur des crédits fléchés

Concernant le bâti, 2,3M€ ont été engagés sur les 4,2M€ ouverts au BR à la direction du patrimoine. Sur les 1,8M€ non engagés, 1,3M€ concernent des programmes pluriannuels d'investissement (cf tableau ci-dessous) : 22k€ ont été engagés sur 603k€ ouverts pour la réhabilitation de la résidence Descartes, 164k€ ont été engagés sur 274k€ ouverts pour la réhabilitation des amphithéâtres et salles de cours, 297k€ ont été consommés sur les 523k€ ouverts pour les travaux d'étanchéité et la réhabilitation de la BDL, et 22k€ ont été consommés pour l'aménagement du sous-sol du M6.

AE d'investissement	Exécution 2020	Exécution 2021	Projets 2022	Prévision du BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022	
Projets Direction du Patrimoine	1 537 997 €	1 530 385 €	DirPat : Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	603 554 €	22 290 €	-581 264 €	-1 796 855 € 56,7%
			DirPat : Travaux réhabilitation amphithéâtres et salles de cours	274 000 €	163 732 €	-110 268 €	
			DirPat : Travaux étanchéité et réhabilitation BDL	523 000 €	297 130 €	-225 870 €	
			DirPat : Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes	450 000 €	22 400 €	-427 600 €	
			DirPat hors PPI	2 302 506 €	1 850 654 €	-451 853 €	
Contrats fléchés	1 019 350 €	2 023 057 €		4 417 815 €	3 309 542 €	-1 108 274 €	74,9%
VPR	2 263 806 €	2 700 499 €		1 556 298 €	1 580 355 €	24 057 €	101,5%
Autres dépenses de l'établissement	533 585 €	1 441 075 €		1 538 197 €	1 090 550 €	-447 647 €	70,9%
<b>Total</b>	<b>5 354 737 €</b>	<b>7 695 016 €</b>		<b>11 665 370 €</b>	<b>8 336 652 €</b>	<b>-3 328 719 €</b>	<b>71,5%</b>

### Exécution des AE allouées sur moyens établissement en budget rectificatif 2022 par centre de responsabilité budgétaire (CRB) :

		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Taux d'exé. 2022	Taux d'exé. 2021	Ecart 2021/2022
Présidence	Fonctionnement	598 777 €	628 866 €	799 700 €	932 801 €	807 010 €	86,5%	81,4%	-125 791 €
	Investissement	22 238 €	38 393 €	20 000 €	10 000 €	16 985 €	169,8%	84,2%	6 985 €
	<b>Sous-total Présidence</b>	<b>621 015 €</b>	<b>667 259 €</b>	<b>819 700 €</b>	<b>942 801 €</b>	<b>823 994 €</b>	<b>87,4%</b>	<b>81,6%</b>	<b>-118 807 €</b>
VPR	Fonctionnement / Perso.	1 656 430 €	1 422 953 €	1 690 400 €	1 716 400 €	1 660 512 €	96,7%	83,5%	-55 888 €
	Investissement	1 366 177 €	1 460 124 €	1 068 600 €	1 064 600 €	1 146 570 €	107,7%	122,0%	81 970 €
	<b>Sous-total VPR</b>	<b>3 022 607 €</b>	<b>2 883 077 €</b>	<b>2 759 000 €</b>	<b>2 781 000 €</b>	<b>2 807 083 €</b>	<b>100,9%</b>	<b>99,4%</b>	<b>26 083 €</b>
VPE	Fonctionnement / Perso.	851 230 €	1 807 747 €	2 032 820 €	2 112 480 €	1 875 939 €	88,8%	92,7%	-236 541 €
	Investissement	111 539 €	124 828 €	137 300 €	93 000 €	98 603 €	106,0%	97,1%	5 603 €
	<b>Sous-total VPE</b>	<b>962 769 €</b>	<b>1 932 575 €</b>	<b>2 170 120 €</b>	<b>2 205 480 €</b>	<b>1 974 541 €</b>	<b>89,5%</b>	<b>93,0%</b>	<b>-230 939 €</b>
BDL	Fonctionnement / Perso.	918 784 €	1 042 802 €	1 127 235 €	1 042 235 €	1 038 460 €	99,6%	99,4%	-3 775 €
	Investissement	- €	50 139 €	15 000 €	27 930 €	27 567 €	98,7%	93,3%	-363 €
	<b>Sous-total BDL</b>	<b>918 784 €</b>	<b>1 092 941 €</b>	<b>1 142 235 €</b>	<b>1 070 165 €</b>	<b>1 066 026 €</b>	<b>99,6%</b>	<b>99,1%</b>	<b>-4 139 €</b>
IFE	Fonctionnement	125 760 €	157 913 €	170 000 €	170 000 €	169 859 €	99,9%	79,0%	-141 €
	Investissement	9 485 €	17 874 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	100,0%	178,7%	0 €
	<b>Sous-total IFE</b>	<b>135 245 €</b>	<b>175 787 €</b>	<b>177 000 €</b>	<b>177 000 €</b>	<b>176 859 €</b>	<b>99,9%</b>	<b>83,7%</b>	<b>-141 €</b>
DGS	Fonctionnement	10 852 773 €	12 300 035 €	9 952 300 €	14 011 697 €	11 747 610 €	83,8%	122,8%	-2 264 087 €
	Investissement	1 200 999 €	2 878 463 €	6 324 112 €	5 153 727 €	3 258 495 €	63,2%	94,9%	-1 895 232 €
	<b>Sous-total DGS</b>	<b>12 053 772 €</b>	<b>15 178 498 €</b>	<b>16 276 412 €</b>	<b>19 165 424 €</b>	<b>15 006 105 €</b>	<b>78,3%</b>	<b>116,3%</b>	<b>-4 159 319 €</b>
TOTAL	Fonctionnement	15 003 754 €	17 360 316 €	15 772 455 €	19 985 613 €	17 299 389 €	86,6%	110,7%	-2 686 224 €
	Investissement	2 710 438 €	4 569 821 €	7 572 012 €	6 356 257 €	4 555 220 €	71,7%	102,3%	-1 801 037 €
	<b>TOTAL</b>	<b>17 714 192 €</b>	<b>21 930 137 €</b>	<b>23 344 467 €</b>	<b>26 341 870 €</b>	<b>21 854 609 €</b>	<b>83,0%</b>	<b>108,8%</b>	<b>-4 487 261 €</b>

83% des moyens financiers alloués aux CRB ont été engagés en 2022. La sur-exécution des crédits d'investissement à la Présidence, VPE, et VPR s'explique par des redéploiements de fin d'année.

### 1.3.2. Crédits de paiement

#### De quoi parle-t-on ?

Les crédits de paiement (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Exé 2022/ BR 2022	Taux d'exécution 2022	Rappel taux d'exécution 2021
Masse salariale	ENS de Lyon	98 874 667 €	99 943 481 €	103 088 350 €	106 673 179 €	105 289 143 €	-1 384 036 €		
	BDL	23 072 €	42 992 €	21 000 €	64 500 €	58 104 €	-6 396 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>98 897 740 €</b>	<b>99 986 473 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>106 737 679 €</b>	<b>105 347 247 €</b>	<b>-1 390 432 €</b>	98,7%	99,1%
Fonctionnement	ENS de Lyon	28 826 934 €	28 053 651 €	31 928 964 €	36 696 260 €	30 766 836 €	-5 929 424 €		
	BDL	971 223 €	988 079 €	1 038 735 €	1 021 235 €	1 018 236 €	-2 999 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>29 798 156 €</b>	<b>29 041 730 €</b>	<b>32 967 699 €</b>	<b>37 717 495 €</b>	<b>31 785 073 €</b>	<b>-5 932 422 €</b>	84,3%	87,9%
Investissement	ENS de Lyon	5 049 043 €	6 785 325 €	11 663 388 €	10 920 119 €	4 652 456 €	-6 267 663 €		
	BDL	22 816 €	47 483 €	15 000 €	30 587 €	29 220 €	-1 367 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>5 071 859 €</b>	<b>6 832 808 €</b>	<b>11 678 388 €</b>	<b>10 950 706 €</b>	<b>4 681 677 €</b>	<b>-6 269 029 €</b>	42,8%	77,5%
<b>TOTAL crédits de paiement</b>		<b>133 767 755 €</b>	<b>135 861 012 €</b>	<b>147 755 437 €</b>	<b>155 405 880 €</b>	<b>141 813 997 €</b>	<b>-13 591 883 €</b>	91,3%	95,2%

Tableau 4 – Crédits de paiement par masse inscrites de 2020 à 2022

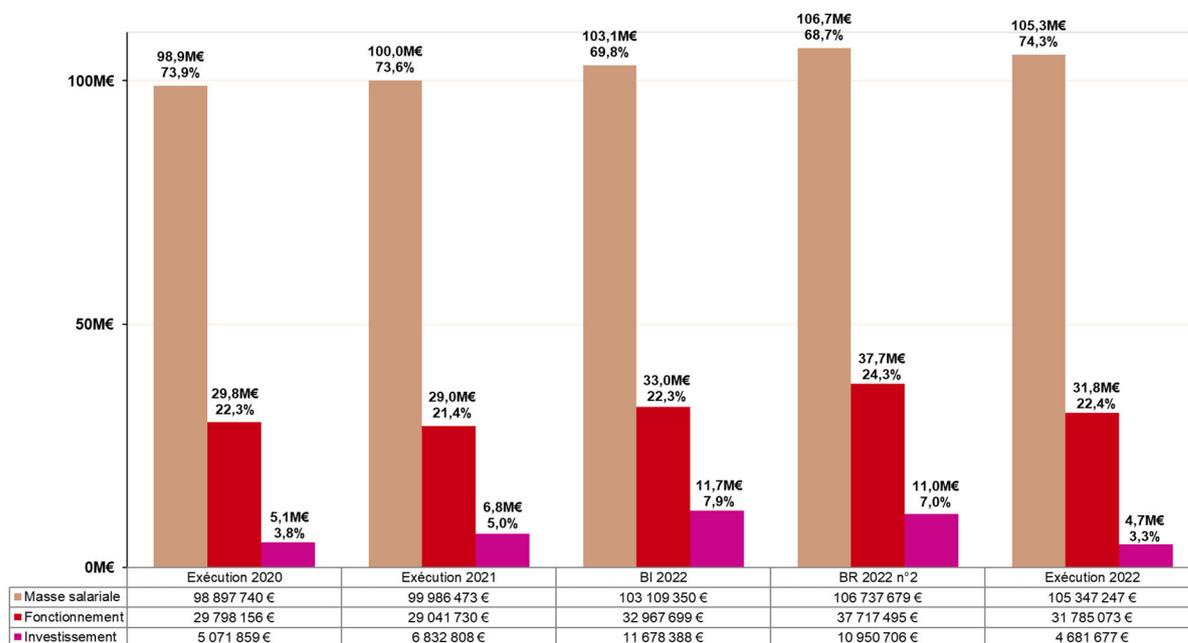


Figure 3 – Evolution des crédits de paiement de 2020 à 2022

91,3% des dépenses prévues au budget rectificatif en crédits de paiement (CP) ont été réalisées (95,2% en 2021). En fonctionnement, le taux d'exécution des CP est de 84,3% en 2022 (87,9% en 2021). En investissement, ce taux atteint 42,8% par rapport aux prévisions du BR (77,5% en 2021).

La masse salariale consommée mobilise 74,3% des CP 2022, le fonctionnement 22,4%, et l'investissement 3,3%.

En volume, les CP consommés sont en hausse de 5,95M€ par rapport à l'exécution de l'année 2021 : +5,36M€ pour la masse salariale, +2,7M€ pour le fonctionnement, et -2,15M€ pour l'investissement.

CP de fonctionnement	Exécution 2020	Exécution 2021	Prévision du BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022	
Reversements partenaires CDSN	4 868 092 €	10 058 681 €	11 456 687 €	9 038 498 €	-2 418 189 €	78,9%
Contrats fléchés	2 166 489 €	2 049 716 €	4 228 755 €	2 641 155 €	-1 587 600 €	62,5%
Loyer du contrat de partenariat	921 537 €	926 112 €	1 600 000 €	1 455 203 €	-144 797 €	91,0%
Fluides	2 752 808 €	3 258 709 €	5 526 040 €	4 635 120 €	-890 920 €	83,9%
Autres dépenses de l'établissement	19 089 230 €	12 748 512 €	14 906 013 €	14 015 097 €	-890 916 €	94,0%
<b>Total</b>	<b>29 798 156 €</b>	<b>29 041 730 €</b>	<b>37 717 495 €</b>	<b>31 785 073 €</b>	<b>-5 932 422 €</b>	<b>84,3%</b>

Comme pour les AE de fonctionnement, les crédits consommés pour les reversements aux partenaires CDSN ont été inférieurs à la prévision du budget rectificatif. 78,9% des crédits ouverts ont été décaissés pour les reversements CDSN. 60,3% des crédits fléchés ont été consommés.

S'agissant des CP d'investissement, 6,3M€ n'ont pas été consommés. Cette sous-exécution est répartie sur plusieurs services de l'école. 2M€ n'ont pas été consommés à la Direction du Patrimoine (direction qui a décaissé 1,6M€ sur les 3,7M€ ouverts en BR) dont 1,2M€ concernent des programmes pluriannuels d'investissement : seuls 3k€ ont été consommés sur 300k€ ouverts pour la réhabilitation de la résidence Descartes, 98k€ l'ont été sur 274k€ ouverts pour la réhabilitation des amphis et salles de cours, 44k€ l'ont été sur les 453k€ ouverts pour les travaux d'étanchéité et la réhabilitation de la BDL, et 22k€ l'ont été pour l'aménagement du sous-sol du M6. 2,4M€ n'ont pas été consommés sur des crédits fléchés. Seule la moitié des CP d'investissement ouverts à la VPR ont été consommés : tous les engagements ont été réalisés, comme vu au paragraphe précédent, mais des volumes importants de paiement (CP) auront lieu en 2023 du fait de délais de livraison très longs qui n'ont pas pu se faire sur l'exercice 2022.

CP d'investissement	Exécution 2020	Exécution 2021	Projets 2022	Prévision du BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022	
Projets Direction du Patrimoine	1 400 251 €	1 535 782 €	DirPat : Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	300 000 €	3 300 €	-296 700 €	-2 024 792 € 44,5%
			DirPat : Travaux réhabilitation amphis et salles de cours	274 000 €	98 412 €	-175 588 €	
			DirPat : Travaux étanchéité et réhabilitation BDL	453 000 €	43 591 €	-409 409 €	
			DirPat : Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes	300 000 €	22 400 €	-277 600 €	
			DirPat hors PPI	2 323 010 €	1 457 515 €	-865 495 €	
Contrats fléchés	1 020 677 €	1 312 502 €		4 128 813 €	1 737 815 €	-2 390 997 €	42,1%
VPR	2 073 731 €	2 687 463 €		1 635 890 €	831 600 €	-804 290 €	50,8%
Autres dépenses de l'établissement	577 200 €	1 297 062 €		1 535 993 €	487 045 €	-1 048 949 €	31,7%
<b>Total</b>	<b>5 071 859 €</b>	<b>6 832 809 €</b>		<b>10 950 706 €</b>	<b>4 681 677 €</b>	<b>-6 269 029 €</b>	<b>42,8%</b>

### Exécution des CP allouées sur moyens établissement en budget rectificatif 2022 par centre de responsabilités budgétaires (CRB) :

		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Taux d'exé. 2022	Taux d'exé. 2021	Ecart 2021/2022
Présidence	Fonctionnement	604 809 €	623 127 €	799 700 €	932 801 €	778 946 €	83,5%	80,7%	155 819 €
	Investissement	22 238 €	37 397 €	20 000 €	10 000 €	17 981 €	179,8%	82,0%	-19 416 €
	<b>Sous-total Présidence</b>	<b>627 047 €</b>	<b>660 524 €</b>	<b>819 700 €</b>	<b>942 801 €</b>	<b>796 927 €</b>	<b>84,5%</b>	<b>80,8%</b>	<b>136 403 €</b>
VPR	Fonctionnement / Perso.	1 610 233 €	1 363 047 €	1 690 400 €	1 716 400 €	1 579 924 €	92,0%	80,0%	216 877 €
	Investissement	1 279 697 €	1 395 308 €	1 068 600 €	1 064 600 €	471 364 €	44,3%	116,6%	-923 944 €
	<b>Sous-total VPR</b>	<b>2 889 930 €</b>	<b>2 758 355 €</b>	<b>2 759 000 €</b>	<b>2 781 000 €</b>	<b>2 051 288 €</b>	<b>73,8%</b>	<b>95,1%</b>	<b>-707 067 €</b>
VPE	Fonctionnement / Perso.	792 035 €	1 539 812 €	2 057 820 €	2 112 480 €	1 992 354 €	94,3%	79,0%	452 542 €
	Investissement	105 005 €	127 517 €	77 100 €	93 000 €	86 781 €	93,3%	102,2%	-40 736 €
	<b>Sous-total VPE</b>	<b>897 040 €</b>	<b>1 667 329 €</b>	<b>2 134 920 €</b>	<b>2 205 480 €</b>	<b>2 079 135 €</b>	<b>94,3%</b>	<b>80,4%</b>	<b>411 806 €</b>
BDL	Fonctionnement / Perso.	908 907 €	1 027 700 €	1 045 735 €	1 045 735 €	1 040 988 €	99,5%	97,7%	13 288 €
	Investissement	- €	47 483 €	15 000 €	30 587 €	29 220 €	95,5%	88,3%	-18 263 €
	<b>Sous-total BDL</b>	<b>908 907 €</b>	<b>1 075 183 €</b>	<b>1 060 735 €</b>	<b>1 076 322 €</b>	<b>1 070 208 €</b>	<b>99,4%</b>	<b>97,2%</b>	<b>-4 975 €</b>
IFE	Fonctionnement	120 565 €	155 222 €	170 000 €	170 000 €	161 982 €	95,3%	77,6%	6 760 €
	Investissement	9 485 €	17 700 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	100,0%	177,0%	-10 700 €
	<b>Sous-total IFE</b>	<b>130 050 €</b>	<b>172 922 €</b>	<b>177 000 €</b>	<b>177 000 €</b>	<b>168 982 €</b>	<b>95,5%</b>	<b>82,3%</b>	<b>-3 940 €</b>
DGS	Fonctionnement	9 663 226 €	10 710 797 €	10 681 800 €	13 649 897 €	12 411 524 €	90,9%	96,1%	1 700 727 €
	Investissement	1 123 102 €	2 725 519 €	6 324 112 €	4 350 677 €	1 965 712 €	45,2%	76,9%	-759 807 €
	<b>Sous-total DGS</b>	<b>10 786 328 €</b>	<b>13 436 316 €</b>	<b>17 005 912 €</b>	<b>18 000 574 €</b>	<b>14 377 236 €</b>	<b>79,9%</b>	<b>91,5%</b>	<b>940 920 €</b>
TOTAL	Fonctionnement	13 699 775 €	15 419 705 €	16 445 455 €	19 627 313 €	17 965 718 €	91,5%	91,6%	2 546 013 €
	Investissement	2 539 527 €	4 350 924 €	7 511 812 €	5 555 864 €	2 578 058 €	46,4%	87,5%	-1 772 866 €
	<b>TOTAL</b>	<b>16 239 302 €</b>	<b>19 770 629 €</b>	<b>23 957 267 €</b>	<b>25 183 177 €</b>	<b>20 543 777 €</b>	<b>81,6%</b>	<b>90,7%</b>	<b>773 148 €</b>

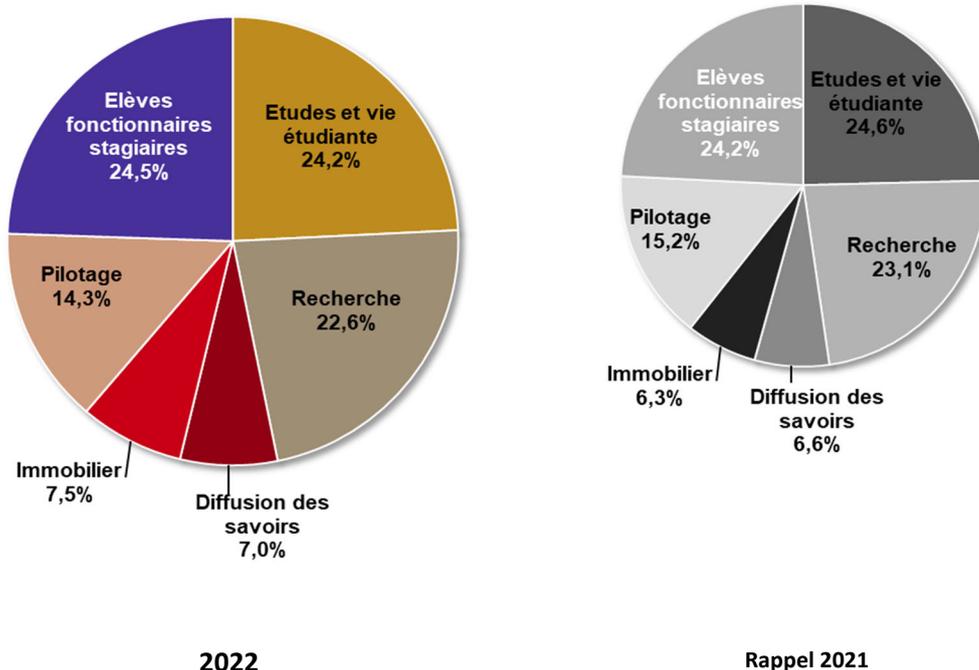
81,6% des moyens financiers alloués aux CRB ont été dépensés en 2022 (90,7% en 2021). La sur-exécution des crédits d'investissement à la Présidence s'explique par une allocation de moyens supplémentaires permettant la réalisation de dépenses pour une station de réparation de vélos.

### 1.3.3. Répartition des crédits de paiement par destination LOLF

#### De quoi parle-t-on ?

Les actions de la loi organique relative aux lois de finance (LOLF) précisent la destination des crédits consommés.

Découpage indicatif du programme relatif aux formations supérieures et recherche universitaire, elles permettent de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales.



**Figure 4 – Répartition 2022 des crédits de paiement par destination**

La répartition des crédits de paiement par destination reste sensiblement la même d'année en année. En 2022, 24,5% des dépenses concernaient les élèves fonctionnaires stagiaires (24,2% en 2021), 24,2% les études et la vie étudiante (24,6% en 2021), et 22,6% la recherche (23,1% en 2021). Les dépenses de pilotage ont concerné 14,3% des crédits de paiement en 2022 (15,2% en 2021).

## 2. Recettes et dépenses globalisées 2022

### 2.1. Recettes globalisées

#### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie

Les recettes globalisées encaissées par l'Ecole en 2022 ont été de **132 048 338€**, soit 92,7% des recettes totales de l'établissement.

Recettes globalisées	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Subvention pour charges de services public - SCSP	118 673 852 €	119 839 800 €	121 225 528 €	121 345 874 €	123 139 733 €	1 793 859 €
Recettes propres générées par l'établissement	5 224 856 €	4 841 686 €	6 253 765 €	6 814 679 €	5 045 282 €	- 1 769 398 €
Recettes globalisées pré-affectées	3 448 731 €	4 285 706 €	4 093 511 €	4 243 809 €	3 863 324 €	- 380 485 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>127 347 439 €</b>	<b>128 967 192 €</b>	<b>131 572 804 €</b>	<b>132 404 362 €</b>	<b>132 048 338 €</b>	<b>-356 024 €</b>

## 2.1.1. La subvention pour charges de services public (SCSP)

Subvention pour charges de service public	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Ecart Exé/BR
<b>Dotation de masse salariale</b>	<b>106 332 129 €</b>	<b>107 703 748 €</b>	<b>107 619 708 €</b>	<b>107 571 230 €</b>	<b>-48 478 €</b>
Masse salariale	88 643 591 €	88 791 574 €	88 773 335 €	89 401 871 €	628 536 €
Contrats doctoraux spécifiques normaux - CDSN	13 499 640 €	13 499 640 €	13 499 640 €	13 499 640 €	0 €
Contrats doctoraux ordinaires sur appels d'offre - CDO	1 876 292 €	1 734 400 €	1 734 400 €	1 734 400 €	0 €
Compensation indemnité CSG	481 078 €	481 078 €	481 078 €	481 078 €	0 €
Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Compensation PERSEE	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	0 €
Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux CDSN +CDO	71 907 €	1 101 988 €	831 616 €	218 115 €	-613 501 €
Compensation LPR - loi de programmation de la recherche	365 597 €	505 195 €	679 054 €	574 329 €	-104 725 €
Compensation protection sociale complémentaire	0 €	355 681 €	382 123 €	123 388 €	-258 735 €
Compensation hausse SMC 2021 et 2022 pour les élèves-fonctionnaires	0 €	238 556 €	0 €	400 000 €	400 000 €
Compensation prime inflation	0 €	0 €	160 300 €	160 300 €	0 €
Egalité des chances - part des boursiers dans les filières sélectives	200 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Recrutement psychologues - crise sanitaire COVID 19	111 918 €	0 €	111 918 €	14 549 €	-97 369 €
Nouveau référentiel des rémunérations des médecins du travail	29 539 €	0 €	29 539 €	0 €	-29 539 €
Compensation révision IFSE	72 905 €	72 905 €	72 905 €	80 305 €	7 400 €
Actions spécifiques : compensations IUF	71 472 €	72 999 €	72 999 €	80 849 €	7 850 €
Plan bibliothèques ouvertes + (PBO +)	23 256 €	74 419 €	74 419 €	74 419 €	0 €
Compensation prolongation contrats doctoraux crise sanitaire	216 823 €	131 304 €	112 373 €	112 373 €	0 €
Compensation PPCR 2021 et 2022	43 950 €	52 358 €	52 358 €	8 408 €	-43 950 €
Compensation indemnité télétravail	0 €	36 651 €	36 651 €	0 €	-36 651 €
Compensation congé pour projet pédagogique	15 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €	-10 000 €
Compensation congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) - SHS	10 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	0 €
Financement DSG volet 2 - projets stratégiques RI	80 000 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €
DSG 2 - Soutien d'actions de transformation structurelle	0 €	0 €	0 €	80 000 €	80 000 €
Dispositif apprentissage	18 743 €	0 €	0 €	21 206 €	21 206 €
Compensation tutorat étudiant crise sanitaire COVID 19	418 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Etudiants ukrainiens - places supplémentaires en FLE	0 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>13 627 671 €</b>	<b>13 638 030 €</b>	<b>13 842 416 €</b>	<b>15 752 253 €</b>	<b>1 909 837 €</b>
Dotation globalisée de fonctionnement	12 212 816 €	12 212 816 €	12 212 816 €	12 382 716 €	169 900 €
Egalité des chances - diversité et réussite étudiante - part des boursiers dans les filières sélectives	0 €	266 666 €	66 666 €	66 666 €	0 €
Egalité des chances - CPES Bachelor sciences et société rentrée 2022	0 €	0 €	128 000 €	128 000 €	0 €
LPR 2021 et 2022 - dotation au démarrage et moyens aux laboratoires	182 400 €	273 600 €	273 600 €	117 499 €	-156 101 €
Actions spécifiques : soutien Ministère surcoût énergétique	0 €	0 €	0 €	1 244 187 €	1 244 187 €
Actions spécifiques : participation concours communs	498 983 €	498 983 €	498 983 €	498 983 €	0 €
Actions spécifiques : soutien Ministère du reste à charge pour l'organisation du concours	0 €	0 €	0 €	500 000 €	500 000 €
Actions spécifiques : IUF crédits scientifiques	120 000 €	116 250 €	116 250 €	123 750 €	7 500 €
Financement DSG - projet stratégique RI	200 000 €	0 €	250 000 €	250 000 €	0 €
Financement DSG - projet stratégique hors RI	200 000 €	100 000 €	180 000 €	180 000 €	0 €
Actions spécifiques : mission d'étude structuration de l'édition scientifique publique française	72 000 €	72 000 €	6 000 €	0 €	-6 000 €
Opérations immobilières - dotation sûreté	50 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	0 €
AMI Emergence - projet EPATE	0 €	0 €	0 €	60 000 €	60 000 €
Actions spécifiques : crise sanitaire COVID19 - autotests	67 189 €	0 €	0 €	29 145 €	29 145 €
Actions spécifiques : dotation Persée	50 000 €	50 000 €	72 000 €	72 000 €	0 €
Actions spécifiques : migration plateforme du portail Persée	0 €	0 €	0 €	50 000 €	50 000 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP	11 870 €	25 000 €	15 000 €	15 584 €	584 €
Actions spécifiques : concours ITRF	4 898 €	5 000 €	5 000 €	4 622 €	-378 €
Aides spécifiques aux étudiants en situation de handicap	5 000 €	5 000 €	5 000 €	16 000 €	11 000 €
Aides spécifiques : subvention appel à projets VSS	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aides spécifiques : dispositif d'apprentissage	14 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Groupe de commandes 2019-2022 avec Elsevier - contribution 2022	-77 285 €	-77 285 €	-76 899 €	-76 899 €	0 €
<b>Total subvention pour charges de service public</b>	<b>119 959 800 €</b>	<b>121 341 778 €</b>	<b>121 462 124 €</b>	<b>123 323 483 €</b>	<b>1 861 359 €</b>

Le montant définitif de la subvention pour charges de service public (SCSP) a été notifié le 21 décembre 2022, à hauteur de 123 323 483€. La SCSP 2022 est ainsi supérieure de 1,86M€ en comparaison des prévisions faites lors du budget rectificatif à l'appui des informations connues. On note la difficulté d'anticiper ces recettes dans les actes budgétaires car des versements conséquents non-prévus sont réalisés par le MESR en fin de gestion. Cette incidence de 1,86M€ impacte directement le résultat de l'école et la sincérité de la prévision ne peut être remise en cause. Dans le tableau ci-dessus sont indiqués 123 750€ de crédits scientifiques IUF qui sont inscrits parmi les recettes fléchées comme on l'observe dans l'annexe n°3 recensant les recettes par origine.

### **Dotation de masse salariale**

La dotation de masse salariale représente 87% de la SCSP 2022. Elle s'établit ainsi à 107 571 230€, soit un volume supérieur de 0,48M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

L'Ecole n'a pas eu de compensation concernant la hausse du point d'indice qui a contraint la masse salariale Etat à hauteur de 1,57M€.

13,7M€ ont été perçus au titre des contractuels doctorants CDSN, dont 218k€ au titre de la revalorisation réglementaire du salaire des contractuels doctorants.

L'établissement a perçu 400k€ de compensation partielle liée à la hausse du SMIC pour les élèves fonctionnaires qui a eu lieu à l'automne 2021 puis en 2022. Cette recette n'était pas prévue au budget rectificatif, mais fait suite aux nombreuses discussions qui ont eu lieu entre le MESR et les quatre ENS (Ulm, Saclay, Rennes, et Lyon). En revanche, la revalorisation du SMIC impactant la masse salariale des contractuels et titulaires n'a pas été compensée.

Le remboursement aux agents dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'un forfait lié à la complémentaire santé a été compensé à hauteur de 123k€. Cette recette est inférieure de 259k€ par rapport à la prévision du budget rectificatif : le ministère contribue au réel sur cette dépense.

574k€ ont été versés au titre de la refonte indemnitaire pour les enseignants-chercheurs et les BIATSS dans le cadre de la loi de programmation de la recherche 2021-2022.

195k€ ont été perçus au titre du programme d'égalité des chances. Ce financement rassemble deux dispositifs à l'ENS, un dont le but est de favoriser la part des boursiers dans les formations sélectives de l'Ecole (67k€), et une nouvelle formation « Cycle pluridisciplinaire de l'enseignement supérieur (CPES) Sciences et Société » qui est un nouveau cycle pluridisciplinaire d'études supérieures permettant la délivrance d'un diplôme de niveau licence mis en place à la rentrée de septembre 2022 (128k€).

80k€ ont été obtenus au titre de la phase 2 du dialogue stratégique de gestion (DSG), ils correspondent au soutien d'actions de transformation structurelle destinées à dégager des marges de manœuvre.

74k€ ont été perçus par l'Ecole dans le cadre du plan « Bibliothèques ouvertes + », plan qui vise à augmenter les plages horaires d'ouverture des bibliothèques au service de la réussite étudiante.

21k€ ont été perçus pour la mise en place du dispositif de recrutement des apprentis 2022.

14,5k€ ont été versés à l'Ecole en remboursement des consultations de psychologues mises en place pour les étudiants dans le cadre de la crise sanitaire.

### **Dotation de fonctionnement**

La dotation de fonctionnement s'élève à 15 752 253€, soit +1,9M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

1,24M€ ont été obtenus le 21 décembre au titre du fonds de compensation du surcoût énergétique auquel fait face notre établissement suite à l'inflation des prix de l'énergie.

500k€ ont également été perçus en décembre au titre d'une compensation du reste à charge pour l'organisation des concours d'entrée à l'ENS. Le montant initial reçu de 499k€ depuis plus de dix années n'a jamais été revalorisé. Cette compensation a été obtenue suite à des échanges avec le MESR concernant le reste à charge de l'établissement.

L'ENS a continué à bénéficier en 2022 de crédits de fonctionnement dans le cadre du dialogue stratégique de gestion (DSG) avec le ministère. L'ENS de Lyon a obtenu 250k€ pour le projet de recherche nommé Chimie, transdisciplinarité et Société et 180k€ pour un projet relatif à la sécurité informatique.

117k€ ont été versés au titre de la mise en place de la loi de programmation de la recherche (LPR), deuxième année de versement de cette dotation à l'école. L'objectif étant pour le ministère d'augmenter les moyens de base alloués aux laboratoires (+10% en 2021, +15% en 2022 et +25% à l'horizon 2023), et d'aider les nouveaux maîtres de conférences à amorcer leur projet de recherche (10k€ maximum).

60k€, non prévus en budget rectificatif, ont été perçus suite à l'obtention d'un appel à projet dont le but est de repérer, soutenir et essaimer les actions en émergence en matière de formation dans les établissements d'enseignement supérieur (appel à manifestation d'intérêt Emergence – projet Epate).

16k€ ont également été perçus pour l'accueil d'étudiants en situation de handicap (+11k€ par rapport au BR).

## Crise sanitaire

Il faut noter que 156 067€, en crédits de masse salariale et de fonctionnement, ont été encaissés par l'Ecole au titre de la compensation des dépenses réelles afférentes aux mesures sociales liées à la crise sanitaire : prolongation des contrats doctoraux (112k€), accompagnement psychologique des étudiants (14,5k€), autotests COVID (29k€).

### Principaux postes d'évolution de la SCSP de 2021 à 2022 :

Principales évolutions de la SCSP 2022 par rapport à 2021	Montant supplémentaire
Fonds de compensation surcoût énergétique	1 244 187 €
Organisation concours d'entrée	500 000 €
Compensation hausse du SMIC élèves-fonctionnaires	400 000 €
Mesures LPR 2022	203 833 €
Indemnité inflation	160 300 €
Mesures sociales crise sanitaire : accompagnement psychologique des étudiants, prolongation contrats doctoraux...)	156 067 €
protection sociale complémentaire	123 388 €
DSG 2 - Soutien d'actions de transformation structurelle	80 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 867 775 €</b>

## 2.1.2. Les recettes propres

L'établissement génère tous les ans des recettes propres. Elles s'établissent à hauteur de 8,9 M€ dont 3,86M€ sont pré-affectées (2.1.2.2) et 5,05M€ sont décrites ci-dessous (2.1.2.1).

### 2.1.2.1. Les recettes propres globalisées (générées par l'établissement)

L'ENS de Lyon génère tous les ans des recettes propres liées à son cycle d'exploitation et qui sont pilotées principalement par les services centraux (loyers des résidences étudiantes, refacturation des charges liées à l'exploitation des bâtiments occupés par les restaurants CROUS, location de l'amphithéâtre Charles Mérieux, formation continue...).

L'ENS de Lyon a généré **5M€** de recettes propres en 2022.

Recettes générées par l'établissement	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 298 360 €	1 541 358 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 568 160 €	-31 840 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	831 482 €	712 499 €	1 085 916 €	1 406 711 €	966 234 €	-440 477 €
Droits de scolarité	722 461 €	651 181 €	660 000 €	660 000 €	582 548 €	-77 452 €
Engagement décennal	563 169 €	700 626 €	500 000 €	500 000 €	559 487 €	59 487 €
Convention UdL participation déménagement M8	0 €	0 €	0 €	447 884 €	0 €	-447 884 €
Recettes de la VPE	207 094 €	108 774 €	208 716 €	199 145 €	225 228 €	26 083 €
Refacturations restaurants CROUS	105 180 €	66 245 €	200 000 €	250 000 €	239 727 €	-10 273 €
Indemnisation assurance pour sinistres, litiges...	270 141 €	46 899 €	200 000 €	200 000 €	92 314 €	-107 686 €
CVEC	136 758 €	141 031 €	140 000 €	140 000 €	105 427 €	-34 573 €
Appel à projets Résilience plan de relance	0 €	0 €	0 €	138 500 €	0 €	-138 500 €
Location de salles / amphis	42 534 €	40 150 €	100 000 €	100 000 €	114 515 €	14 515 €
Recettes de la BDL	106 473 €	94 872 €	93 800 €	106 250 €	108 336 €	2 086 €
Autres recettes Présidence et DGS	29 978 €	99 886 €	87 333 €	126 489 €	208 095 €	81 606 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	83 747 €	63 031 €	84 000 €	88 000 €	48 629 €	-39 371 €
Autres recettes diverses (formation continue, MMI, hébergement IEA...)	827 479 €	575 135 €	1 294 000 €	851 700 €	226 581 €	-625 119 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 224 856 €</b>	<b>4 841 686 €</b>	<b>6 253 765 €</b>	<b>6 814 679 €</b>	<b>5 045 282 €</b>	<b>-1 769 398 €</b>

Les loyers des résidences représentent 31,1% des recettes propres générées par l'établissement soit 1,57M€. Elles sont un peu moins importantes que celles prévues en budget rectificatif (-32k€) et proches de celles perçues en 2021. En 2020, les recettes perçues au titre des loyers des résidences avaient été beaucoup moins importantes (-270k€) car l'Ecole avait dû fermer à cause de la crise sanitaire.

Les recettes liées aux conventions de mise à disposition de personnel et les trop-perçus et indus sur rémunérations représentent 20,2% des recettes globalisées, soit 1M€. Ces recettes sont inférieures de 440k€ par rapport à la prévision, certaines recettes prévues seront encaissées en début d'année 2023 et ont été enregistrées en produits à recevoir.

Les encaissements relatifs aux ruptures d'engagement décennal perçus en 2022 s'établissent à 560k€, soit 60k€ supérieures à la prévision du budget rectificatif, ils représentent 11,1% des recettes propres générées par l'établissement.

La vice-présidence aux études génère principalement des recettes liées à l'organisation des concours d'entrée (banque d'épreuves, copies de concours), ainsi que la recette de taxe d'apprentissage, celles-ci ont été légèrement supérieures à la prévision du budget rectificatif. 77k€ ont été perçus en 2022 pour la taxe d'apprentissage, cette recette est en hausse par rapport à 2021, 15,7k€ avaient été encaissés.

Les autres recettes de la Présidence et de la DGS concernent des refacturations diverses, les recettes de badges, les stands de rentrée, le versement d'indemnité dans le cadre de contentieux. Celles-ci ont été supérieures à la prévision du budget rectificatif, +81,6k€, pour 47k€ liés à des encaissements des exercices précédents perçus en début d'année 2022.

La recette pour la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) a été inférieure à la prévision du budget rectificatif : 105k€ ont été encaissés, au lieu des 140k€ prévus car une nouvelle modalité de versement de cette contribution a été mise en place en 2022. L'école ne perçoit plus d'acompte sur l'année universitaire à venir en fin d'exercice, mais en début d'exercice suivant. Il s'agit d'un décalage de flux et non d'une baisse de la contribution.

114,5k€ ont été encaissés pour des locations de salles et amphis en 2022. Cette recette est supérieure de 14,5k€ par rapport à la prévision du budget rectificatif et en forte hausse par rapport à 2020 et 2021. En effet, les derniers exercices avaient fortement été impactés par la crise sanitaire.

Parmi les autres encaissements, l'ENS de Lyon a perçu une recette d'indemnisation d'assurance à hauteur de 92k€ faisant suite à des sinistres : 72k€ pour des dégâts des eaux suite à des orages à la bibliothèque et 20k€ de réparations suite à un incendie en amphi.

Les recettes générées par les refacturations d'hébergement du CROUS ont été supérieures à celles de l'an dernier. En effet, il y a eu 18 mois de facturation suite à un rattrapage des loyers 2021 qui a été opéré. L'encaissement a donc été plus important en 2022, il retrouvera un niveau moindre en 2023.

En ce qui concerne les recettes provenant des emplacements d'antennes des opérateurs de téléphonie, la recette a été inférieure de 39k€ par rapport à la prévision, un opérateur dont la convention est en cours de renouvellement n'ayant pas encore payé au titre de 2021/2022.

### 2.1.2.2. Les recettes globalisées pré-affectées

Les recettes globalisées pré-affectées correspondent à des recettes globalisées dont l'usage ou l'affectation est prédéterminée. Celles-ci ont été de 3,9M€ en 2022 (4,28M€ en 2021).

Recettes globalisées pré-affectées	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	1 527 679 €	1 978 711 €	1 438 607 €	1 973 201 €	1 844 215 €	-128 986 €
Colloques organisés via cellule congrès		52 695 €	883 863 €	384 972 €	118 895 €	-266 077 €
Préciput ANR	518 056 €	741 685 €	728 759 €	920 709 €	953 591 €	32 882 €
Fonds recherche : contributions des EPST (CNRS, INRIA...)	850 103 €	1 016 003 €	727 000 €	579 971 €	547 337 €	-32 635 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	191 962 €	185 497 €	190 000 €	190 000 €	229 173 €	39 173 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	104 444 €	122 891 €	90 899 €	121 456 €	79 363 €	-42 093 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances...	98 560 €	92 725 €	24 823 €	46 407 €	45 407 €	-1 000 €
Institut Français de l'Education	157 927 €	95 500 €	9 560 €	27 093 €	45 343 €	18 250 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 448 731 €</b>	<b>4 285 706 €</b>	<b>4 093 511 €</b>	<b>4 243 809 €</b>	<b>3 863 324 €</b>	<b>-380 485 €</b>

91% des recettes globalisées pré-affectées prévues en budget rectificatif 2022 ont été réalisées. Les recettes des colloques de la cellule congrès, entité créée en fin d'année 2019, ont été inférieures à la prévision du BR (-266k€), et par conséquent également les dépenses.

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalisent des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Ils ont généré 1,8M€ en 2022, soit 47,7% des recettes globalisées pré-affectées.

Les recettes du préciput ANR et les contributions des EPST ont respectivement représenté 24,7% et 15% des recettes globalisées pré-affectées, pour un total de 1,5M€. Ces ressources constituent l'essentiel des ressources du fonds recherche de l'établissement.

## 2.2. Dépenses globalisées

### 2.2.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement globalisées 2022 s'élèvent à 29,1M€ de crédits de paiement. Pour rappel, les CP correspondent aux décaissements réalisés sur l'année. Au budget rectificatif, 33,5M€ de CP avaient été prévus. 87% des crédits votés ont donc été consommés.

Ce tableau présente la répartition des dépenses de fonctionnement globalisées selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement en AE	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	8 263 416 €	4 254 432 €	12 472 341 €	21 351 201 €	11 800 151 €	-9 551 050 €
Dépenses courantes de l'établissement	8 664 109 €	9 461 384 €	8 089 000 €	11 566 040 €	9 657 797 €	-1 908 243 €
Fonctionnement des structures	6 205 565 €	6 407 230 €	6 718 009 €	7 192 212 €	6 240 361 €	-951 851 €
Colloques	10 616 €	285 471 €	906 363 €	209 110 €	308 006 €	98 896 €
Documentation BDL	774 915 €	807 368 €	803 830 €	803 830 €	825 862 €	22 032 €
Reversements RH (mises à disposition)	1 014 546 €	715 789 €	453 000 €	509 212 €	445 961 €	-63 251 €
Projets SI	362 713 €	412 225 €	237 000 €	351 963 €	206 093 €	-145 870 €
Projets financés par fonds recherche	828 666 €	1 267 519 €	1 780 359 €	2 045 717 €	1 896 019 €	-149 698 €
<b>TOTAL (AE)</b>	<b>26 124 547 €</b>	<b>23 611 418 €</b>	<b>31 459 902 €</b>	<b>44 029 285 €</b>	<b>31 380 251 €</b>	<b>-12 649 034 €</b>

Dépenses globalisées : fonctionnement en CP	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	4 868 092 €	7 712 650 €	10 658 918 €	11 511 230 €	9 038 498 €	-2 472 732 €
Dépenses courantes de l'établissement	7 621 907 €	8 216 406 €	8 931 500 €	11 398 540 €	10 392 072 €	-1 006 468 €
Fonctionnement des structures	12 023 867 €	8 048 011 €	5 727 009 €	6 598 646 €	6 308 069 €	-290 577 €
Colloques	10 616 €	28 551 €	906 363 €	480 159 €	255 250 €	-224 909 €
Documentation BDL	776 560 €	807 502 €	803 830 €	803 830 €	808 090 €	4 260 €
Reversements RH (mises à disposition)	1 109 070 €	552 943 €	352 000 €	403 655 €	466 902 €	63 247 €
Projets SI	396 626 €	377 396 €	237 000 €	266 963 €	146 862 €	-120 101 €
Projets financés par fonds recherche	824 929 €	1 140 995 €	1 780 359 €	2 045 717 €	1 728 175 €	-317 542 €
<b>TOTAL (CP)</b>	<b>27 631 667 €</b>	<b>26 884 455 €</b>	<b>29 396 979 €</b>	<b>33 508 740 €</b>	<b>29 143 918 €</b>	<b>-4 364 822 €</b>

79% des CP ouverts en budget rectificatif pour les versements CDSN aux établissements d'accueil ont été exécutés. Les 2,4M€ non exécutés correspondent aux CP ouverts pour les promotions 2021-2024 (2M€) et 2022-2025 (0,4M€) dont les engagements n'ont pu être effectués du fait de la difficulté pour l'Ecole de signer les conventions avec les partenaires. Voir paragraphe 1.3 sur les AE.

Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des versements pour l'ensemble de la période	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement					
			AE consommées en 2019	AE consommées en 2020	AE consommées en 2021	AE consommées en 2022	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2019	CP consommés en 2020	CP consommés en 2021	CP consommés en 2022	TOTAL CP par cohorte
Cohorte 2019-2022	129	11 372 424 €	9 408 840 €	1 963 584 €			11 372 424 €	600 006 €	4 370 360 €	3 752 172 €	2 590 796 €	11 313 334 €
Cohorte 2020-2023	129	10 554 264 €		6 299 832 €	4 254 432 €		10 554 264 €		497 732 €	3 960 478 €	3 418 092 €	7 876 302 €
Cohorte 2021-2024	132	11 953 038 €			0 €	9 779 759 €	9 779 759 €			0 €	2 950 529 €	2 950 529 €
Cohorte 2022-2025	140	12 857 040 €				2 020 392 €	2 020 392 €				79 081 €	79 081 €
Total	530	46 736 766 €	9 408 840 €	8 263 416 €	4 254 432 €	11 800 151 €	33 726 839 €	600 006 €	4 868 092 €	7 712 650 €	9 038 498 €	22 219 246 €

**Les dépenses courantes** de l'établissement correspondent aux dépenses incompressibles, ce sont des dépenses de fonctionnement pour lesquelles l'Ecole est engagée vis-à-vis d'un tiers identifiable, comme par exemple : les fluides, les loyers, les marchés, les contrats de maintenance... avec un montant donné. 11,4M€ avaient été prévus au budget rectificatif pour les dépenses courantes de l'Ecole. Ce sont 10,4M€ qui ont été dépensés soit 91% de la prévision du BR.

Dépenses courantes de l'établissement en AE	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	2 752 808 €	3 258 709 €	3 975 000 €	5 526 040 €	4 635 120 €	-890 920 €
Frais de maintenance	1 249 660 €	1 268 539 €	1 156 850 €	1 437 850 €	1 527 214 €	89 364 €
Loyer contrat de partenariat	2 038 917 €	2 215 562 €	0 €	1 382 000 €	111 361 €	-1 270 639 €
Gardiennage	925 240 €	949 623 €	956 150 €	956 150 €	1 085 386 €	129 236 €
Nettoyage et entretien	764 395 €	810 283 €	800 000 €	840 000 €	839 503 €	-497 €
Autres loyers	668 935 €	656 186 €	650 000 €	680 000 €	717 759 €	37 759 €
Accueil physique et téléphonique	111 098 €	114 667 €	111 000 €	111 000 €	113 625 €	2 625 €
Environnement et gestion des déchets	69 871 €	112 267 €	110 000 €	110 000 €	109 927 €	-73 €
Marchés transversaux	83 185 €	75 549 €	330 000 €	523 000 €	517 902 €	-5 098 €
<b>TOTAL (AE)</b>	<b>8 664 109 €</b>	<b>9 461 384 €</b>	<b>8 089 000 €</b>	<b>11 566 040 €</b>	<b>9 657 797 €</b>	<b>-1 908 243 €</b>

Dépenses courantes de l'établissement en CP	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	2 752 808 €	3 258 709 €	3 975 000 €	5 526 040 €	4 635 120 €	-890 920 €
Frais de maintenance	1 243 496 €	1 300 016 €	1 146 850 €	1 437 850 €	1 443 391 €	5 541 €
Loyer contrat de partenariat	921 537 €	926 112 €	1 100 000 €	1 600 000 €	1 455 203 €	-144 797 €
Gardiennage	1 007 499 €	947 531 €	956 150 €	956 150 €	974 103 €	17 953 €
Nettoyage et entretien	743 240 €	817 576 €	800 000 €	840 000 €	848 778 €	8 778 €
Autres loyers	666 376 €	646 634 €	650 000 €	680 000 €	701 511 €	21 511 €
Accueil physique et téléphonique	115 215 €	111 734 €	111 000 €	111 000 €	114 011 €	3 011 €
Environnement et gestion des déchets	65 123 €	109 401 €	110 000 €	110 000 €	101 348 €	-8 652 €
Marchés transversaux	106 613 €	98 693 €	82 500 €	137 500 €	118 608 €	-18 892 €
<b>TOTAL (CP)</b>	<b>7 621 907 €</b>	<b>8 216 406 €</b>	<b>8 931 500 €</b>	<b>11 398 540 €</b>	<b>10 392 072 €</b>	<b>-1 006 468 €</b>

Les dépenses de fluides en crédits de paiement : électricité, chauffage, gaz, et eau, sont de 4,6M€ en 2022. Le budget fluides a subi une hausse importante, en comparaison de 2021 où 3,26M€ avaient été exécutés. Cette hausse de 42% s'explique par l'explosion des prix de l'énergie en 2022 qui a contraint fortement le budget de l'établissement et se poursuit en 2023. Cette hausse est néanmoins moins importante que la prévision du budget rectificatif (sous-consommation de 0,89M€) car l'établissement a réussi à contenir les volumes de consommation. Concernant le chauffage, la mise en route du chauffage a été plus tardive et les températures ont été plafonnées à 19 degrés en 2022. La consommation d'eau a été également plus faible en volume (10 000m<sup>3</sup> en moins par rapport à 2021), l'arrêté préfectoral de sécheresse empêchant l'arrosage est tombé plus tôt que prévu, et au laboratoire de physique les équipements scientifiques sont désormais refroidis par un groupe froid et non plus par un système de refroidissement par eau de ville.

Les frais de maintenance concernent les maintenances obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI, et également par le service Sécurité. En 2022, les dépenses de maintenance s'établissent à 1,4M€ (maintenance des logiciels de la suite cocktail, maintenances des systèmes de sécurité incendie, maintenance préventive des bâtiments...). 51,6% des dépenses de maintenance sont réalisées par la direction du patrimoine (745k€), 33,1% par la DSI, et 15,3% par le service Sécurité. L'exécution des frais de maintenance a été conforme à la prévision faite au budget rectificatif.

Les crédits de gardiennage s'élèvent à 974k€ en 2022. Le marché de gardiennage représente 93,2% de la dépense, les 6,8% restant correspondent à des prestations supplémentaires à la demande. L'exécution des crédits dédiés au gardiennage a également été conforme à la prévision du budget rectificatif, 98% des crédits ouverts ont été utilisés.

Les crédits consacrés aux dépenses de nettoyage atteignent 849k€ en 2022, soit +8,7k€ par rapport aux prévisions. En 2021, les dépenses de nettoyage étaient de 818k€. Des dépenses de nettoyage supplémentaires ont été réalisées en raison de l'ouverture en année pleine du nouveau bâtiment M8. 92% des dépenses de nettoyage correspondent au marché passé avec le prestataire de nettoyage des surfaces. Les 8% restant correspondent à des prestations supplémentaires particulières (désinfections, dératisations, désinsectisations), et à l'achat de matériels et de produits d'entretien. 99% des crédits de nettoyage ouverts en BR ont été exécutés.

Les « autres loyers » correspondent au loyer de la résidence étudiante Descartes pour 561k€ (convention qui nous lie à la société ALLIADE pour la construction de la résidence Bonnamour), au loyer des locaux occupés place de l'École pour 122k€, et à la taxe foncière pour 18k€.

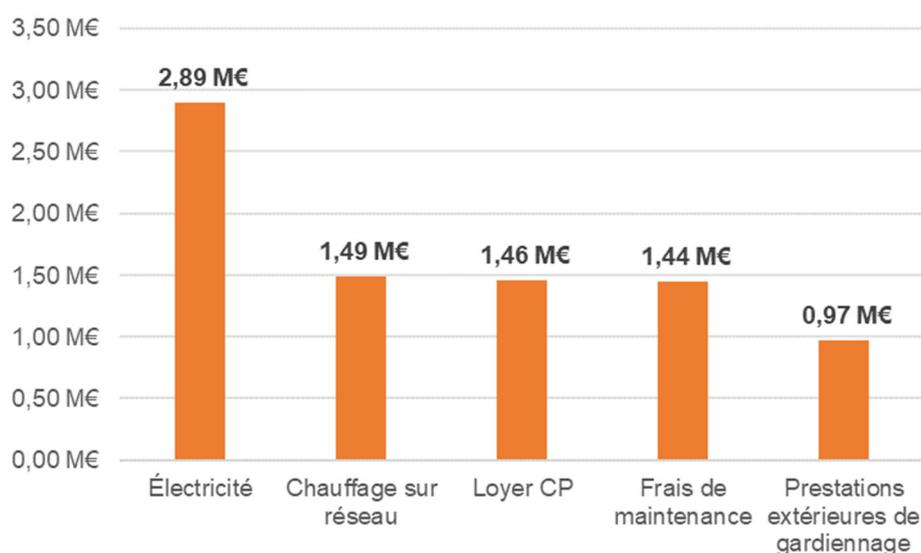
**Les services de l'école ont exécuté 6,3M€ pour leur fonctionnement** : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche etc. 95,6% du budget ouvert pour le fonctionnement des services a été décaissé.

**Les achats de la BDL** consacrés à la documentation ont été de 808k€. La documentation électronique représente 47% des achats documentaires, la documentation monographique

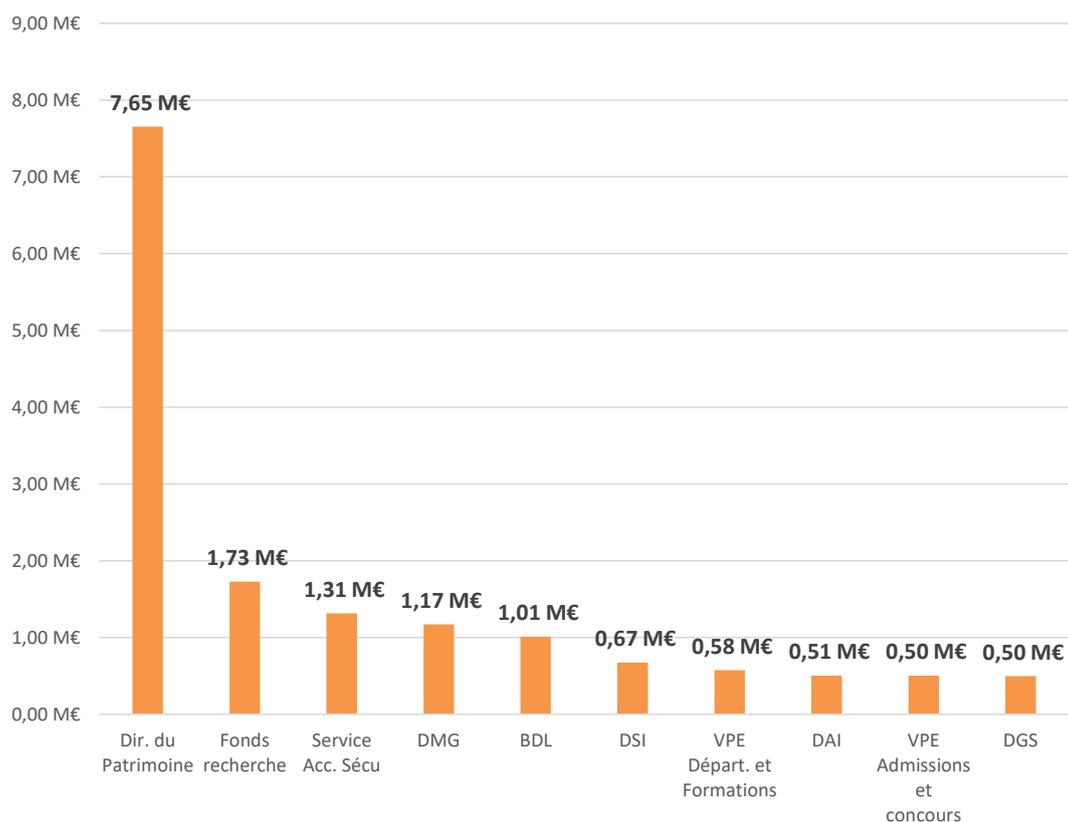
(livres anciens, livres français et en langues étrangères) représente 30% de ces achats et les périodiques (abonnements) représentent 23% de ces achats.

**La DSI** a exécuté 147k€ pour des projets de système d'information : renforcement de la sécurité informatique, refonte de la téléphonie fixe, refonte du WIFI (notamment via l'achat de 135 bornes WIFI), projet LyRES (Lyon Recherche Enseignement Supérieur : réseau métropolitain pour interconnecter les 22 établissements universitaires lyonnais)...

En 2022, les cinq plus grosses dépenses de fonctionnement au niveau de l'établissement concernent les dépenses d'électricité, de chauffage, le loyer du contrat de partenariat, les frais de maintenance, et les prestations de gardiennage. Ces dépenses représentent 28% des dépenses globalisées de l'Ecole en 2022.



Le graphique ci-dessous représente la consommation en crédits de fonctionnement globalisés des dix services de l'école qui ont le plus consommés de crédits de fonctionnement (hors versements CDSN). Si on ne prend pas en compte les versements CDSN, la Direction du Patrimoine est la direction qui consomme le plus de crédits de fonctionnement car elle prend en charge les 4 premiers postes de dépenses en fonctionnement : dépenses d'énergie, loyers, frais de maintenance.



## 2.2.2. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement globalisées 2022 s'élèvent, en crédits de paiement, à 2,94M€. Au budget rectificatif, 6,8M€ de CP avaient été inscrits. Exécution faible des CP cette année, 43,2% des crédits votés au BR ont été consommés.

Ce tableau présente la répartition des dépenses d'investissement globalisées par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements en AE	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	1 499 634 €	1 530 385 €	5 239 112 €	4 153 060 €	2 323 536 €	-1 829 524 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i>	57 322 €	12 960 €	1 397 940 €	1 616 886 €	968 208 €	-648 678 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i>	351 956 €	356 247 €	1 305 000 €	544 000 €	312 374 €	-231 626 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i>	822 146 €	517 145 €	1 931 172 €	1 186 120 €	597 056 €	-589 064 €
<i>dont autres travaux et aménagements</i>	268 210 €	644 033 €	605 000 €	806 054 €	445 899 €	-360 155 €
Investissements Recherche via le PPI et dotation	795 334 €	984 030 €	1 068 600 €	1 064 600 €	1 033 520 €	-31 080 €
Direction des systèmes d'informations	296 275 €	935 212 €	886 000 €	798 267 €	711 029 €	-87 239 €
Fonds recherche	437 525 €	679 744 €	321 400 €	240 900 €	243 536 €	2 636 €
Laboratoires sur recettes préaffectées (prestations, refacturations...)	996 023 €	1 036 725 €	609 828 €	650 798 €	335 837 €	-314 961 €
Accueil et sécurité	0 €	27 220 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gardiennage	0 €	35 637 €	105 000 €	105 000 €	97 820 €	-7 180 €
Investissements départements de formation et vie étudiante	154 432 €	124 828 €	137 300 €	93 000 €	98 603 €	5 603 €
ENS Médias	101 512 €	99 429 €	48 000 €	48 000 €	76 014 €	28 014 €
Direction des moyens généraux	1 588 €	90 924 €	32 000 €	32 000 €	41 714 €	9 714 €
DUNES	21 320 €	35 074 €	20 000 €	10 000 €	9 841 €	-159 €
Bibliothèque Diderot de Lyon	8 779 €	50 139 €	15 000 €	27 930 €	27 567 €	-363 €
Prévention et santé au travail	2 211 €	14 692 €	14 000 €	17 000 €	8 383 €	-8 617 €
Institut français de l'éducation	19 836 €	22 029 €	7 000 €	7 000 €	12 568 €	5 568 €
Présidence	919 €	5 891 €	0 €	0 €	7 144 €	7 144 €
<b>TOTAL (AE)</b>	<b>4 335 387 €</b>	<b>5 671 959 €</b>	<b>8 503 240 €</b>	<b>7 247 555 €</b>	<b>5 027 110 €</b>	<b>-2 220 445 €</b>
Dépenses globalisées : investissements en CP	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Exé 2022 / BR 2022
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	1 361 888 €	1 535 782 €	5 239 112 €	3 900 010 €	1 625 218 €	-2 274 792 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i>	49 635 €	20 393 €	1 397 940 €	883 332 €	295 850 €	-587 482 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i>	239 735 €	477 586 €	1 305 000 €	471 000 €	80 557 €	-390 443 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i>	729 991 €	478 568 €	1 931 172 €	1 494 292 €	641 382 €	-852 910 €
<i>dont autres travaux et aménagements</i>	342 528 €	559 235 €	605 000 €	1 051 386 €	607 430 €	-443 956 €
Investissements Recherche via le PPI et dotation	714 603 €	1 013 151 €	1 063 600 €	1 063 600 €	458 437 €	-605 163 €
Direction des systèmes d'informations	310 428 €	940 776 €	886 000 €	798 267 €	81 235 €	-717 032 €
Fonds recherche	293 897 €	582 200 €	321 400 €	240 900 €	197 796 €	-43 104 €
Laboratoires sur recettes préaffectées (prestations, refacturations...)	1 030 170 €	1 092 112 €	231 818 €	331 390 €	175 366 €	-156 024 €
Accueil et sécurité	6 580 €	18 989 €	105 000 €	105 000 €	8 231 €	-96 769 €
Gardiennage	0 €	35 637 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissements départements de formation et vie étudiante	147 755 €	125 808 €	77 100 €	93 000 €	86 781 €	-6 219 €
ENS Médias	101 512 €	44 107 €	48 000 €	98 000 €	124 743 €	26 743 €
Direction des moyens généraux	11 615 €	13 127 €	32 000 €	127 139 €	117 903 €	-9 236 €
DUNES	21 320 €	34 077 €	20 000 €	10 000 €	10 837 €	837 €
Bibliothèque Diderot de Lyon	22 816 €	47 483 €	15 000 €	30 587 €	29 220 €	-1 367 €
Prévention et santé au travail	7 843 €	16 039 €	14 000 €	17 000 €	8 383 €	-8 617 €
Institut français de l'éducation	19 836 €	17 700 €	7 000 €	7 000 €	12 568 €	5 568 €
Présidence	919 €	3 319 €	0 €	0 €	7 144 €	7 144 €
<b>TOTAL (CP)</b>	<b>4 051 182 €</b>	<b>5 520 307 €</b>	<b>8 060 030 €</b>	<b>6 821 893 €</b>	<b>2 943 861 €</b>	<b>-3 878 032 €</b>

Les activités opérées par la direction du patrimoine consomment une part importante de CP d'investissement en 2022 (55,2% des investissements globalisés de l'Ecole). Cela correspond à des projets conséquents de rénovation des installations de l'établissement. Les CP d'investissement réalisés par la direction du patrimoine (1,6M€) se décomposent ainsi :

- 367k€ ont été exécutés pour l'aménagement des locaux, dont 157k€ concernent des aménagements de locaux dédiés à la recherche
- 231k€ pour la mise en place d'une gestion technique centralisée (GTC = système permettant de gérer toutes les installations techniques d'un lot, éclairage, chauffage, climatisation) au sein du bâtiment IGFL, et la modification de la GTC du site Descartes
- 222k€ pour le remplacement de luminaires permettant d'économiser rapidement de l'énergie
- 102k€ pour des travaux supplémentaires liés au contrat de partenariat / convention de refacturation Néolys

- 98k€ pour des travaux de réhabilitation de salles de cours
- 77k€ pour des aménagements au centre de langue (bâtiment LE)
- 62k€ pour la relocalisation du laboratoire Persée
- 62k€ pour les derniers déménagements du M8 et ultimes travaux d'aménagements au sein de ce même bâtiment

La direction du patrimoine n'a pas exécuté tous les crédits d'investissements votés au budget rectificatif : sous-consommation de 2,27M€. De gros engagements réalisés n'ont pas tous été payés du fait de décalages calendaires de travaux et/ou de paiements de factures. Ainsi, sur les 447k€ exécutés pour la rénovation de salles de TP d'enseignement sur le site Monod, seuls 1600€ ont été décaissés. Sur les 266k€ d'AE pour l'étanchéité de la BDL du site Descartes et la réfection intérieure des locaux endommagés par les intempéries que la BDL avait subi en 2021, seuls 28k€ ont été payés. De plus, des engagements prévus en 2022 n'ont pas été pris et n'ont donc pas généré les paiements inscrits en budget rectificatif.

81k€ ont été exécutés par la direction des systèmes d'information (DSI) sur les 798k€ ouverts en crédits de paiement. Comme pour la direction du patrimoine, de nombreux engagements passés en 2022 seront dénoués en début d'année 2023. Ce décalage est dû à des commandes tardives sur l'exercice : baies de stockage pour la recherche pour 400k€, serveurs pour 90k€, et engagement de 88k€ pour le recettage de l'application d'organisation des concours.

Seuls 8k€ ont été payés sur les crédits d'investissement engagés au service accueil et sécurité. Le service a commandé des équipements de vidéoprotection pour 98k€.

Les services de la formation et de la vie étudiante ont investi 87k€ en 2022, principalement en matériels informatiques (ordinateurs, écrans, vidéoprojecteurs) et en petits matériels scientifiques pour l'enseignement.

La BDL a acquis du matériel informatique pour 10k€, un système de comptage du nombre d'entrées pour 9k€, du matériel de manutention pour 5k€ et du mobilier de présentation d'ouvrages pour 5k€.

Les investissements réalisés par ENS Médias et DUNES concernent principalement du matériel informatique : renouvellement de postes de travail, tablettes, écrans, téléprompteur, caméra, barre multimédia, système de visio. A ENS Médias, des commandes pour des équipements de salles de cours ont été réalisées en fin d'année 2021, et ont été payées en début d'année 2022 (55k€), et 29k€ ont été ouverts en fin d'année suite à des redéploiements pour l'achat d'un traceur d'impression grand format, ce qui explique la sur-exécution des crédits de paiement en investissement.

La DMG a investi dans du mobilier et du matériel logistique et d'entretien des bâtiments. Les crédits de paiement consommés ont été plus importants que les autorisations d'engagement, en effet la DMG a commandé en fin d'année dernière deux véhicules électriques goupil pour 58,7k€ dont les CP ont été décaissés en début d'année 2022, une fois les goupils livrés.

Les laboratoires scientifiques ont effectué quelques gros investissements en 2022 :

- Le laboratoire Persée a acquis des serveurs pour 42k€
- Le centre international de recherche en infectiologie (CIRI) a investi dans une ultracentrifugeuse pour 40k€ et un luminomètre pour 38k€
- Le laboratoire de physique a acheté un système de lithographie pour 40k€
- Le laboratoire de chimie a acquis une centrifugeuse réfrigérée pour 30,5k€

### 2.2.3. Le fonds recherche

#### De quoi parle-t-on ?

Le fonds Recherche provient des prélèvements sur contrats et dotations des laboratoires, ainsi que de ressources propres afin de financer les appels à projets internes de l'École. Il participe également aux frais d'infrastructure.

En 2022, le fonds recherche est doté d'un montant de 2,6M€ (2,7M€ en 2021). 12 laboratoires y ont contribué pour plus de 15k€ chacun. Le premier contributeur est le laboratoire de physique (229k€), le deuxième l'institut de génomique fonctionnelle de Lyon (115k€), et le laboratoire de géologie de Lyon (94k€).

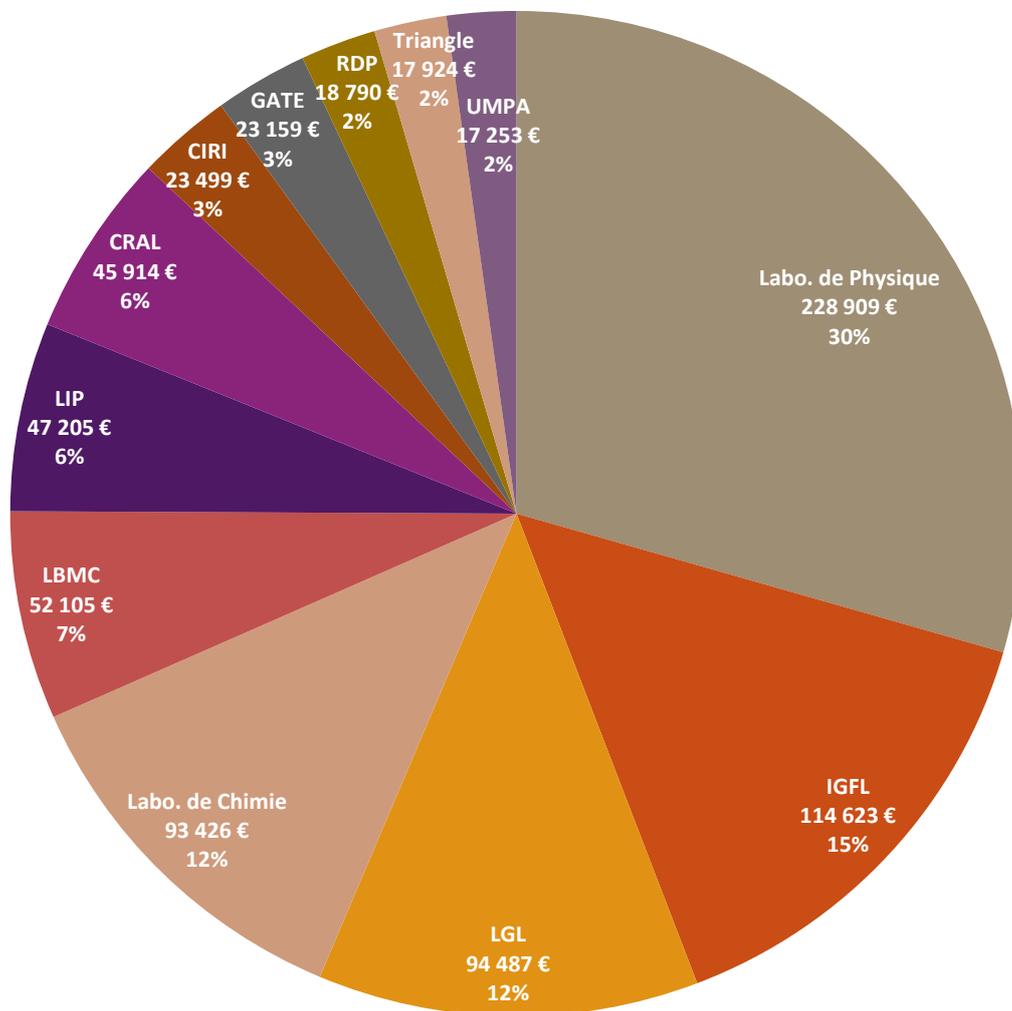


Figure 5 – Zoom sur les principaux laboratoires contributeurs du fonds recherche en 2022

12 laboratoires de l'école ont bénéficié pour plus de 30k€ du fonds recherche en 2022. Le fonds recherche sert à financer plusieurs natures de dépenses au profit des structures de recherche mais aussi de la VPR (dépenses de recherche mutualisées : liées à l'organisation du conseil scientifique, à la collecte des déchets, aux adhésions à des associations scientifiques, aux dépenses de masse salariale de la cellule valorisation, au laboratoire L3). Au total, 2,09M€ ont été dépensés sur le fonds recherche (en CP), dont 1,73M€ en fonctionnement, 198k€ en investissement et 167k€ en personnel. Il n'y a pas de lien entre les contributeurs et les bénéficiaires au fonds recherche, l'arbitrage se fait en fonction des projets déposés.

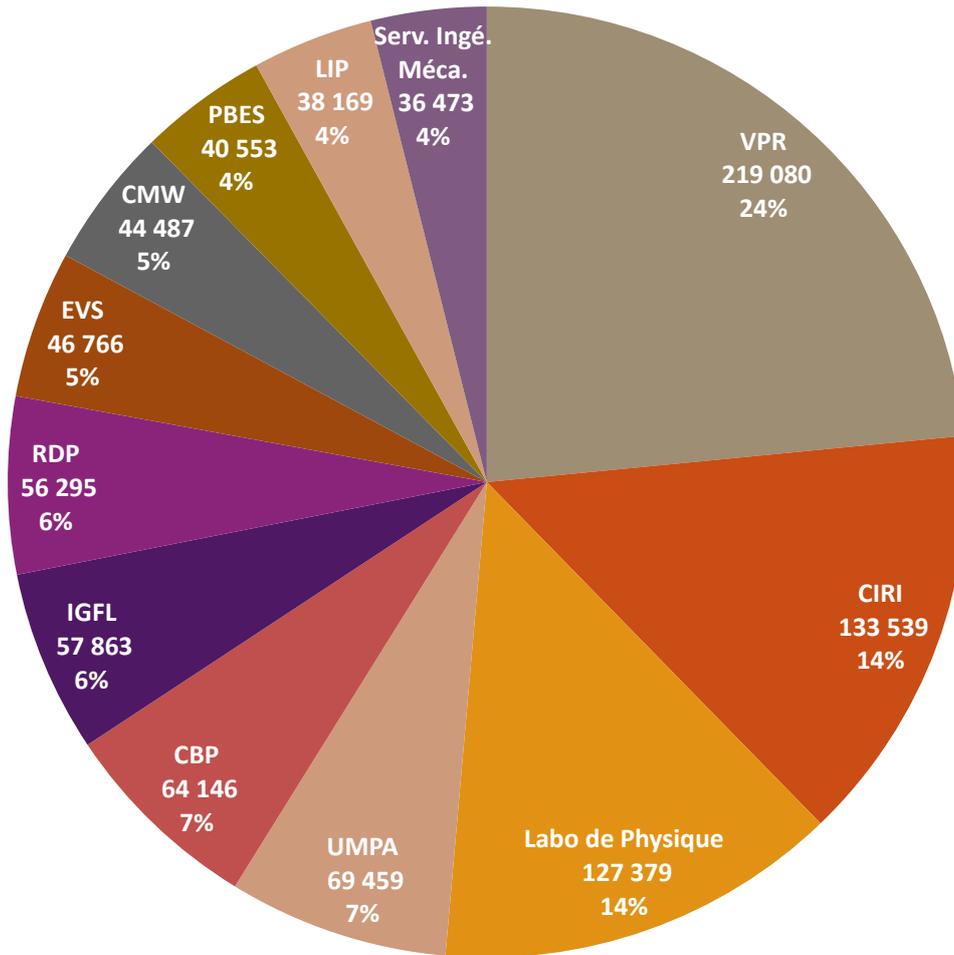


Figure 6 – Zoom sur les principaux bénéficiaires du fonds recherche en 2022, en CP consommés

## 2.2.4. Dépenses de masse salariale

### De quoi parle-t-on ?

Les dépenses de personnel : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires.

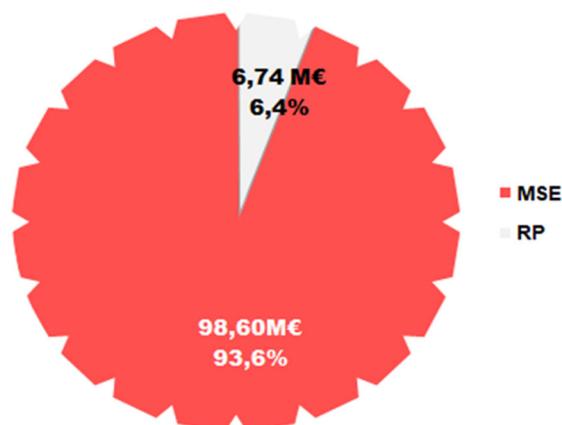


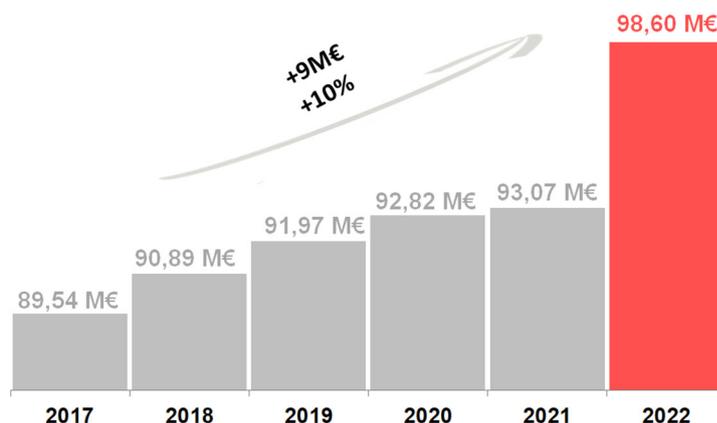
Figure 7 – Répartition de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Budget	2021	2022	Écart	
			€	%
MSE	93,07 M€	98,60 M€	0,25 M€	0,3%
RP	6,91 M€	6,74 M€	0,84 M€	13,8%
<b>Global</b>	<b>99,99 M€</b>	<b>105,35 M€</b>	<b>1,09 M€</b>	<b>1,1%</b>

Les dépenses de personnel réalisées au cours de l'année 2022 s'élèvent à **105 347 247 €** : **98,60M€** consommées sur le support budgétaire **État** et **6,74M€** sur **ressources propres**.

Taux d'exécution	2020	2021	2022
MSE	99,3%	99,8%	99,1%
RP	98,1%	91,1%	92,8%
<b>Global</b>	<b>99,2%</b>	<b>99,1%</b>	<b>98,7%</b>

Le taux d'exécution global de la masse salariale s'élève à **98,7%** (-0,4 point), dont **99,1%** sur Masse État (contre 99,8% en 2021 ; +0,7 point). Ce taux est mesuré en rapportant les dépenses réalisées à l'enveloppe limitative votée dans le cadre du budget rectificatif n°2 2022



Type	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Écarts	%
MSE - en M€	89,54	90,89	91,97	92,82	93,07	98,60	9,06	10,1%
ETPT	1809,2	1821,4	1843,5	1840,9	1824,3	1837,2	28,0	0,8%

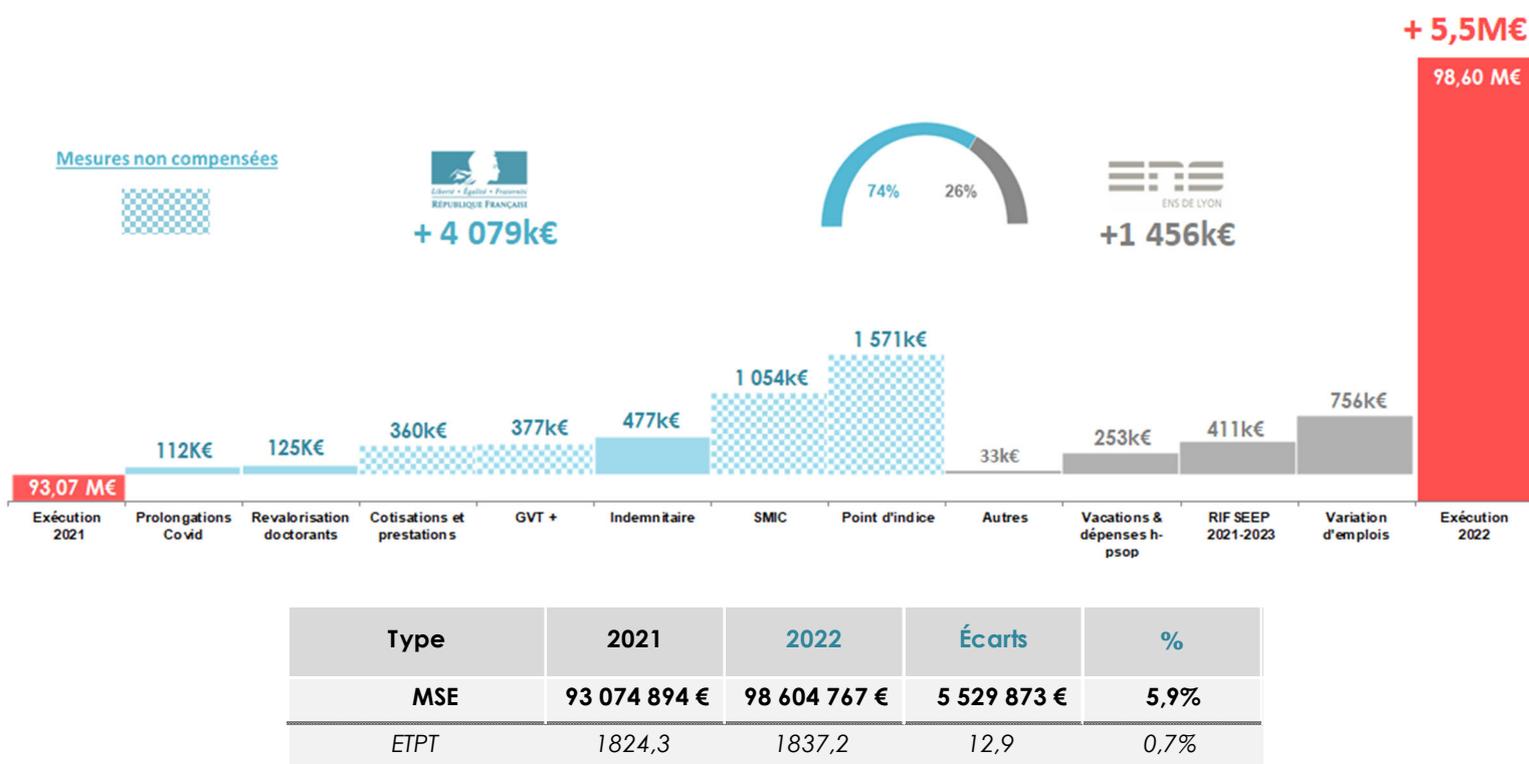
**Figure 8 - Evolution annuelle des dépenses salariales sur MSE – 2017 à 2022**

Au global, cette progression s'explique principalement par l'impact financier d'éléments tels que :

Type	Principaux dispositifs 2017 - 2021	€	
	Valeur du point	2,6M€	<b>+8M€</b>
	SMIC	1M€	
	PPCR	704k€	
	Intégration UMS PERSÉE	560k€	
	Compensation CSG	480k€	
	GVT+	350k€ / an	
	LPR - EC - Indemnitaire & repyramidage	443k€	
	LPR - Doctorants - Revalorisation	125k€	
	Cotisations sociales - VT	117k€	
	Protection sociale complémentaire	110k€	
	Prime de précarité	33k€	
	Forfait télétravail	40k€	
	Forfait mobilité durable	13k€	
		RIFSEEP	
Alignements primes AENES / ITRF		135k€	
Mesures de revalorisation salariale - contractuels		90k€	

**Plus de 87% des dépenses salariales supplémentaires depuis 2017 sur MSE sont issues de mesures gouvernementales.**

### 2.2.4.1. Principaux éléments de variation de la masse salariale Etat entre l'exécution 2021 et 2022



Entre les exercices 2021 et 2022, les coûts de rémunérations augmentent sensiblement : +5,5M€ (+6,9%).

La décomposition des dépenses prévisionnelles par facteurs d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif sur l'exercice 2022.

Ces différents éléments sont également regroupés par type, en distinguant les mesures réglementaires (obligatoires) des décisions de l'établissement.

➔ **Réglementaires : +4 079k€**

Facteurs d'évolution	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
Point d'indice	1 571 723 €	- €	1 571 723 €
SMIC	1 054 818 €	400 000 €	654 818 €
Indemnitaire	477 912 €	432 748 €	45 164 €
GVT +	377 347 €	- €	377 347 €
Cotisations et prestations	360 130 €	123 388 €	236 742 €
Revalorisation doctorants	125 020 €	116 192 €	8 828 €
Prolongations Covid	112 373 €	112 373 €	- €
<b>Total</b>	<b>4 079 322 €</b>	<b>1 184 701 €</b>	<b>2 894 621 €</b>



- **Revalorisation du point d'indice** : le décret n°2022-994 du 7 juillet 2022 porte une majoration à hauteur de 3,5% de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation. La valeur du point d'indice brut initialement de 4,686€ est portée à 4,85€. Cette revalorisation est effective à partir du 1er juillet 2022 et a été mise en paie fin juillet 2022 pour tous les agents concernés. La répercussion sur le budget de l'ENS de Lyon a été évaluée à 1 571 723€ pour les 6 mois de l'année 2022, représentant un total de 3,5M€ en année pleine. Ce dispositif est compensé à compter de 2023.
- **SMIC** : entre 2021 et 2022, le SMIC a connu 5 augmentations (+8%). Le SMIC brut mensuel est ainsi passé de 1 554,58€ à 1 678,95€. Cela représente à une hausse de 1 492€ brut par an.

Année	Date d'entrée en vigueur	SMIC brut	
		Horaire	Mensuel
2 021	01/01/2021	10,25 €	1 554,58 €
2 021	01/10/2021	10,48 €	1 589,47 €
2 022	01/01/2022	10,57 €	1 603,12 €
2 022	01/05/2022	10,85 €	1 645,58 €
2 022	01/08/2022	11,07 €	1 678,95 €

Ces hausses successives ont contraint la masse salariale de près de 1,05M€ sur 2022. L'État a partiellement compensé le surcoût pour les élèves-fonctionnaires à hauteur de 400k€. De plus, ce soutien financier partiel demeure ponctuel puisque ces recettes complémentaires issues de la subvention pour charges de service public sont inscrites en actions spécifiques. Ces dotations sont donc non pérennes à ce jour.

► **Indemnitaires**

Indemnitaires	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
LPR - régime indemnitaire EC	210 480 €	210 480 €	- €
Indemnité inflation	160 300 €	160 300 €	- €
LPR - RIPEC C3	66 000 €	53 560 €	12 440 €
Indemnité fin de contrat	32 724 €	- €	32 724 €
PPCR	8 408 €	8 408 €	- €
<b>Total</b>	<b>477 912 €</b>	<b>432 748 €</b>	<b>45 165 €</b>

**LPR - Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs :**

- **Refonte indemnitaire et repyramidage** : les mesures de revalorisations indemnitaires et statutaires et le repyramidage des enseignants s'élèvent à **+210k€**
- Mise en œuvre de la **Ripec C3** : **+66k€**

**L'indemnité inflation aide exceptionnelle de l'Etat** : 160k€ ont été versés en février 2022 pour ce dispositif ponctuel, intégralement compensé en recettes.

Le financement de **l'indemnité de fin de contrat** s'est élevé à 32k€.

Plus de 8k€ ont été consommés au titre de la poursuite des mesures de revalorisations salariales **protocole sur les parcours professionnels carrières et rémunérations (PPCR)**.

- **Glissement, vieillesse, technicité** est un enjeu majeur pour notre établissement. Le GVT positif correspond à l'augmentation mécanique de la masse salariale liée aux changements d'échelons, de grades ou de corps des agents titulaires. Le GVT négatif correspond à l'impact des flux d'entrées et de sorties des agents titulaires : le remplacement des agents en fin de carrière par des agents en début de carrière a généralement un effet financier négatif, ces derniers ayant des indices de rémunération plus faibles. Le GVT négatif est comptabilisé dans les flux de personnels.

En 2022, l'âge médian des personnels fonctionnaires est de 48 ans et plus d'un tiers des agents a plus de 56 ans. La structure de la pyramide des âges des personnels titulaires, en forme de champignon, permet à l'établissement de disposer de solides compétences et d'agents titulaires expérimentés mais en contrepartie entraîne des charges salariales et un GVT importants. Ainsi le GVT positif est valorisé à **377k€**, soit environ 0,4% de la dotation de masse salariale.

► **Cotisations et prestations : écart entre les dépenses 2021 et 2022**

Cotisations et prestations	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
Traitement Brut CLD	46 708 €	- €	46 708 €
Hausse des charges patronales - VT	117 864 €	- €	117 864 €
PSC	108 989 €	123 388 €	- 14 399 €
Forfait télétravail	40 261 €	- €	40 261 €
Remboursement Domicile / Travail	31 806 €	- €	31 806 €
Forfait mobilités durables	13 000 €	- €	13 000 €
Forfait social	1 502 €	- €	1 502 €
<b>Total</b>	<b>360 130 €</b>	<b>123 388 €</b>	<b>236 742 €</b>

**Traitement Brut CLD** : le versement de la rémunération du congé de longue durée du fonctionnaire a augmenté de **47k€** par rapport à l'exercice 2021.

**Charges patronales - Transport** : le taux du versement mobilité évolue (+0,15% dans l'agglomération lyonnaise) à compter du 1er juillet 2022, cette contribution employeur recouverte par les Urssaf est destinée à financer les transports en commun. L'impact de cette réévaluation est de **+118k€**.

**Protection sociale complémentaire (PSC)** : l'État a décidé d'aligner le système de prise en charge des frais de mutuelle dans la fonction publique, avec celui en place dans le secteur privé depuis 2016.

La transition vers le régime cible a débuté en janvier 2022 avec une prise en charge de la complémentaire santé à hauteur de 25%. Les agents éligibles ont bénéficié d'un forfait mensuel de 15€, correspondant au remboursement d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais de santé (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident). Pour 2022, **109k€** ont été consacré à ce dispositif. Ce dispositif est intégralement financé par l'État.

**Forfait télétravail** : la masse salariale dédiée à ce forfait versé trimestriellement atteint +40k€ sur 2022.

**Remboursement Domicile / Travail** : les frais liés aux trajets effectués entre le domicile et l'établissement sont partiellement pris en charge par l'ENS de Lyon. Ces crédits de personnels ont augmenté de **32k€** sur 2022.

**Forfait mobilités durables** : ce dispositif s'applique aux déplacements domicile-travail effectués à l'aide d'un mode de transport alternatif et durable impact la masse salariale à hauteur de **13k€**.

**Forfait social** : contribution patronale mise en place sur les contributions destinées au financement des prestations complémentaires de santé /prévoyance versées au bénéfice de leurs agents : **+1,5k€**.

- **LPR - revalorisation des contrats doctoraux** : les effets financiers de cette hausse sont valorisés à plus de **+125k€**, pour les cohortes **2021 (en 2/3 d'année)** et **2022 (en 1/3 d'année)**.

Par ailleurs, en moyenne, 7% du CTE demeure à la charge de l'établissement, soit 2 500€ par agent sur une année). Suite à cette revalorisation des contrats démarrés à partir de septembre 2021, le MESR a transmis aux ENS un montant erroné de la dotation annuelle par CDSN pour les cohortes 2021 et 2022, respectivement 28848€ et 30612€ contre 30184€ et 31948€, initialement prévus.

Pour la promotion 2021, l'ENS de Lyon a donc conclu des conventions de financement avec les établissements d'accueil contenant un montant supérieur (30184€) à la dotation versée par le MESR (28848€) soit un écart annuel de 1336€.

Un message est transmis à l'ensemble des établissements d'accueil pour rectifier ce montant par avenant.

- **Prolongations des contrats doctoraux et contrats de recherche** affectés par la pandémie de COVID-19 : 112 323€.

L'État participe à la prise en charge financière de ces prolongations.

➔ **A l'initiative de l'établissement : +1 456k€**

Facteurs d'évolution	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
Variation d'emplois	756 927 €	- €	756 927 €
RIFSEEP	411 474 €	230 543 €	180 931 €
Vacations & dépenses h-psop	253 822 €	- €	253 822 €
Autres	33 269 €	- €	33 269 €
<b>Total</b>	<b>1 455 492 €</b>	<b>230 543 €</b>	<b>1 224 949 €</b>

- **Variation d'emplois 2022** : correspond à la valorisation du coût ou du gain lié aux variations d'effectif sur l'exercice : **+757k€**.

Variations d'emplois	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
Schéma d'emplois 2022	312 928 €	- €	312 928 €
EAP - 2021 sur 2022	443 999 €	- €	443 999 €
<b>Total</b>	<b>756 927 €</b>	<b>- €</b>	<b>756 927 €</b>

En 2022, l'établissement compte plus de **13 ETPT** (emplois rémunérés) supplémentaires comparé à l'exercice précédent.

	Population	ETPT		Écart
		2021	2022	
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Élèves	885,6	891,1	5,5
	Titulaires	223,4	225,1	1,7
	Contractuels	45,8	43,7	- 2,1
	Doctorants	154,4	157,1	2,7
	<b>Sous total EC</b>	<b>1 309,2</b>	<b>1 317,0</b>	<b>7,8</b>
Biatss	Titulaires	418,9	411,9	- 6,9
	Contractuels	96,3	108,3	12,1
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>515,1</b>	<b>520,3</b>	<b>5,2</b>
	<b>Total</b>	<b>1 824,3</b>	<b>1 837,2</b>	<b>12,9</b>

L'impact financier de ces variations d'emplois est retranscrit par les flux de personnels recensés au cours de l'année 2022 (**+312k€** campagne d'emplois 2022, réintégration, retraites, détachements, mutations, disponibilités, recrutement...), ainsi que les extensions en année pleine 2021 (EAP), qui mesurent les effets financiers des mouvements RH 2021 sur l'exercice 2022 : **+443k€**.

Cela s'explique en partie par :

- Les entrées d'élèves fonctionnaires stagiaires en septembre 2021
- Les mouvements des personnels administratifs contractuels (remplacement, missions ponctuelles)

► **RIFSEEP - révision de l'IFSE : +411k€** ont été dédiés à la révision de la politique indemnitaire des personnels titulaires (revalorisation des montants de l'IFSE par groupe de fonction, valorisation en cas de changement de grade) et pour les personnels contractuels. Ce montant correspond à la revalorisation rétroactive de l'IFSE intégrant les coûts 2021 et 2022. L'Etat contribue à ce dispositif à hauteur de 230k€.

► La masse salariale consacrée aux **vacations et dépenses h-psop** augmentent sensiblement **+253k€**. Cette hausse s'explique principalement par :

- Les **vacations d'enseignement** augmentent de +144k€ (actualisation des paiements de prestations réalisées lors d'exercices antérieures).
- Dans le même temps, les **vacations administratives** augmentent de +156k€. Cette hausse est liée à l'extension des horaires de la bibliothèque Diderot qui a accru le recours aux emplois étudiants.
- Pour les **dépenses h-psop**, l'exercice 2022 est marqué par l'augmentation du prix des repas facturé par le CROUS à l'ENS de Lyon, qui a décidé transitoirement et ce jusqu'au 31 août 2022 de prendre à sa charge l'intégralité du surcoût du repas. A compter du 1er septembre 2022, l'ENS de Lyon a réactualisé sa politique de subvention des repas à l'attention de ses personnels.
- Le **Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE)** qui participe au financement de projets conduits par des étudiants de l'École a disposé de moyens supplémentaires : **+33k€**.

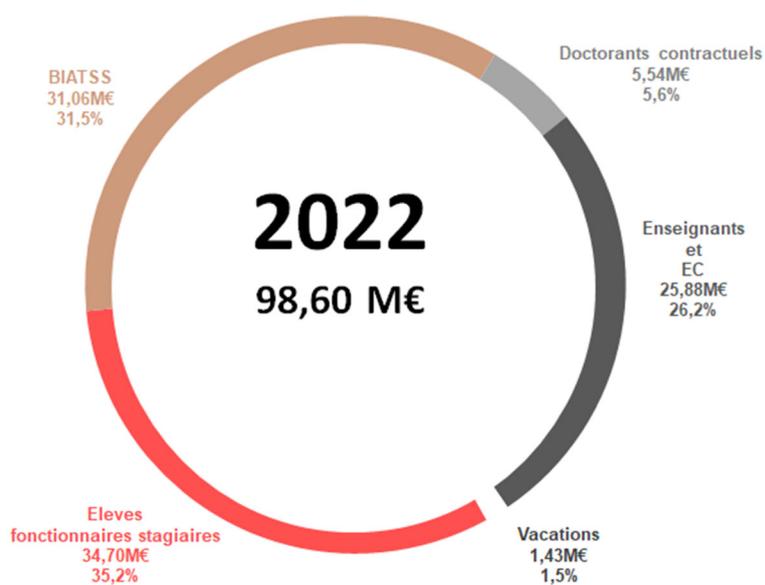
► **Autres**

Autres	2022		
	Dépenses	Recettes	Écart
ARE	17 621 €	- €	17 621 €
CET	15 648 €	- €	15 648 €
<b>Total</b>	<b>35 291 €</b>	<b>- €</b>	<b>33 269 €</b>

**L'allocation chômage d'aide au retour à l'emploi (ARE) : +18k€** consacrés à la prise en charge des ARE par le pôle emploi pour les anciens personnels de l'ENS de Lyon.

**Compte épargne-temps (CET) : +16k€** par rapport à 2021 correspondant à l'indemnisation forfaitaire des jours de CET (monétisation).

**2.2.4.2. Répartition globale de la masse salariale État par population et type de dépenses**



**Figure 9 - Répartition de la MSE 2022 par population – type de dépenses**

	Population Type de dépenses	Exécution €				Emplois - Effectifs	
		2021	2022	Écarts	%	ETPT	ETP 31/12
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Élèves	32 883 576	34 697 079	1 813 504	5,5%	5,5	4,0
	Titulaires	22 875 102	23 915 350	1 040 248	4,5%	1,7	- 1,2
	Contractuels	1 912 358	1 967 169	54 811	2,9%	- 2,1	4,5
	Doctorants	5 094 463	5 540 135	445 673	8,7%	2,7	- 4,0
	<b>Sous total EC</b>	<b>62 765 499</b>	<b>66 119 734</b>	<b>3 354 235</b>	<b>5,3%</b>	<b>7,8</b>	<b>3,3</b>
<b>Biatss</b>	Titulaires	25 112 538	26 291 339	1 178 801	4,7%	- 6,9	- 8,2
	Contractuels	4 021 616	4 764 631	743 015	18,5%	12,1	8,7
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>29 134 154</b>	<b>31 055 970</b>	<b>1 921 816</b>	<b>6,6%</b>	<b>5,2</b>	<b>0,5</b>
<b>Total Rémunérations</b>		<b>91 899 652</b>	<b>97 175 704</b>	<b>5 276 051</b>	<b>5,7%</b>	<b>12,9</b>	<b>3,8</b>
<b>Autres</b>	<b>Vacations</b>	<b>652 681</b>	<b>867 896</b>	<b>215 215</b>	<b>33,0%</b>		
	<b>H-psop</b>	<b>522 560</b>	<b>561 167</b>	<b>38 607</b>	<b>7,4%</b>		
	<b>Sous total Autres</b>	<b>1 175 241</b>	<b>1 429 063</b>	<b>253 822</b>	<b>21,6%</b>		
	<b>Total MSE</b>	<b>93 074 894</b>	<b>98 604 767</b>	<b>5 529 873</b>	<b>5,9%</b>		

La rémunération des **élèves fonctionnaires stagiaires** représente la part de masse salariale la plus importante du budget État (**35,3%**), avec plus de **34,69M€** consommés soit + **1,8M€** par rapport à 2021.

Cette hausse s'explique par les effets financiers des variations d'emplois (+217k€), mais surtout par l'impact du SMIC (+950k€) et du point d'indice (+600 k€).

Les crédits de personnels dédiés aux **enseignants-chercheurs et chercheurs** sont en hausse : +1M€, dont entre autres, 400k€ liés à la réévaluation du point d'indice, +270k€ des effets de la LPR (régime indemnitaire), +190k€ de GVT positif, et +150k€ à attribuer aux flux d'emplois.

**Pour les contractuels doctorants** les dépenses s'élèvent à **5,54M€** (soit près de 5,6% de la MSE) et sont également en hausse +445k€, en raison des variations d'ETPT (+100k€), des prolongations Covid 2019 (+112k€), de la revalorisation des rémunérations (+125k€), et de la hausse du point d'indice (+75k€).

Les dépenses de rémunération des **personnels administratifs** s'élèvent à **31,05M€**, soit 31,5% du montant global.

Ces dépenses sont en hausse **+1,92M€** comparées à 2021, dont, +470k€ lié à l'impact du point d'indice, +411k€ de revalorisation de l'IFSE, +190K€ de GVT positif, les variations d'emplois (+114€), +240k€ de cotisations et prestations sociales, +80k€ d'effets financiers du SMIC, indemnitaire de fin d'année substantiel **+390k€**, **+32k€** au titre de l'indemnité de fin de contrat.

Les dépenses de **vacations et h-psop** sont en hausse sensible : **+253k€ (+21,6%)** sur la MSE en 2022, provenant de paiements plus importants de vacances d'enseignement (+56k€), de vacances administratives (+156k€), de frais de restauration, et de dépenses relatives au FSDIE en augmentation.

### 2.2.4.3. Exécution de la masse salariale État comparée aux prévisions du budget rectificatif 2022

#### De quoi parle-t-on ?

Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

#### Répartition des dépenses de personnel 2022 par population

	Population Type de dépenses	Exécution €				ETPT
		BR 2022 n°2	2022	Écarts	%	
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Élèves	34 745 064	34 697 079	- 47 985	99,9%	- 0,2
	Titulaires	24 475 020	23 915 350	- 559 670	97,7%	- 3,6
	Contractuels	1 998 696	1 967 169	- 31 527	98,4%	- 4,4
	Doctorants	5 731 818	5 540 135	- 191 683	96,7%	- 9,9
	<b>Sous total EC</b>	<b>66 950 599</b>	<b>66 119 734</b>	<b>- 830 865</b>	<b>98,8%</b>	<b>- 18,1</b>
<b>Biatss</b>	Titulaires	26 246 082	26 291 339	45 257	100,2%	- 4,3
	Contractuels	4 850 593	4 764 631	- 85 962	98,2%	- 2,2
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>31 096 675</b>	<b>31 055 970</b>	<b>- 40 705</b>	<b>99,9%</b>	<b>- 6,5</b>
<b>Total Rémunérations</b>		<b>98 047 274</b>	<b>97 175 704</b>	<b>- 871 570</b>	<b>99,1%</b>	<b>- 24,6</b>
<b>Autres</b>	<b>Vacations</b>	<b>842 739</b>	<b>867 896</b>	<b>25 157</b>	<b>103,0%</b>	
	<b>H-psop</b>	<b>581 231</b>	<b>561 167</b>	<b>- 20 064</b>	<b>96,5%</b>	
	<b>Sous total Autres</b>	<b>1 423 970</b>	<b>1 429 063</b>	<b>5 093</b>	<b>100,4%</b>	
	<b>Total MSE</b>	<b>99 471 244</b>	<b>98 604 767</b>	<b>- 866 477</b>	<b>99,1%</b>	

Taux d'exécution	2019	2020	2021	2022
MSE	99,2%	99,3%	99,8%	99,1%

Le taux d'exécution budgétaire est de 99,1% sur la MSE : 866k€ de crédits ouverts n'ont pas été consommés.

Type	Facteurs d'évolution	Écart	Solde +/-
<b>Global</b>	Protection sociale complémentaire	- 273 700 €	- 1 218 345 €
EC Tit	Flux de personnels - E/S prévisionnelles	- 271 124 €	
<b>Global</b>	Point d'indice	- 195 586 €	
Cdoctorants	Flux de personnels - E/S prévisionnelles	- 159 401 €	
Biatss cont	Flux de personnels - E/S prévisionnelles	- 116 197 €	
Biatss tit	Flux de personnels - E/S prévisionnelles	- 102 087 €	
EC Tit	Régime indemnitaire EC	- 65 000 €	
<b>Autres</b>	FSDIE	- 20 250 €	
Élèves	Remboursement transport	- 15 000 €	
Biatss tit	CIA	231 000 €	
Biatss contractuels	Intéressement	70 000 €	
Biatss tit	Vac° Administrative & Ensgnt	25 157 €	
Biatss tit	Rupture Co	20 100 €	
Biatss tit	CET	10 000 €	
Cdoctorants	ARE	7 554 €	
<b>Autres</b>	Prolongation Covid19	1 316 €	
	<b>Total</b>	- 853 218 €	- 853 218 €

Cette sous consommation des crédits se concentre principalement sur :

**Flux de personnels** : entrées et sorties non prévues lors de la phase de budgétisation du BR 2022.

C'est ainsi 648k€ de dépenses salariales qui ont été sous exécutées par des départs d'agents en mutations ou disponibilités, de décalages de recrutements (contractuels Biatss), mais aussi de la cohorte de contractuels doctorants 2022-2025 moins importante que prévu (-12).

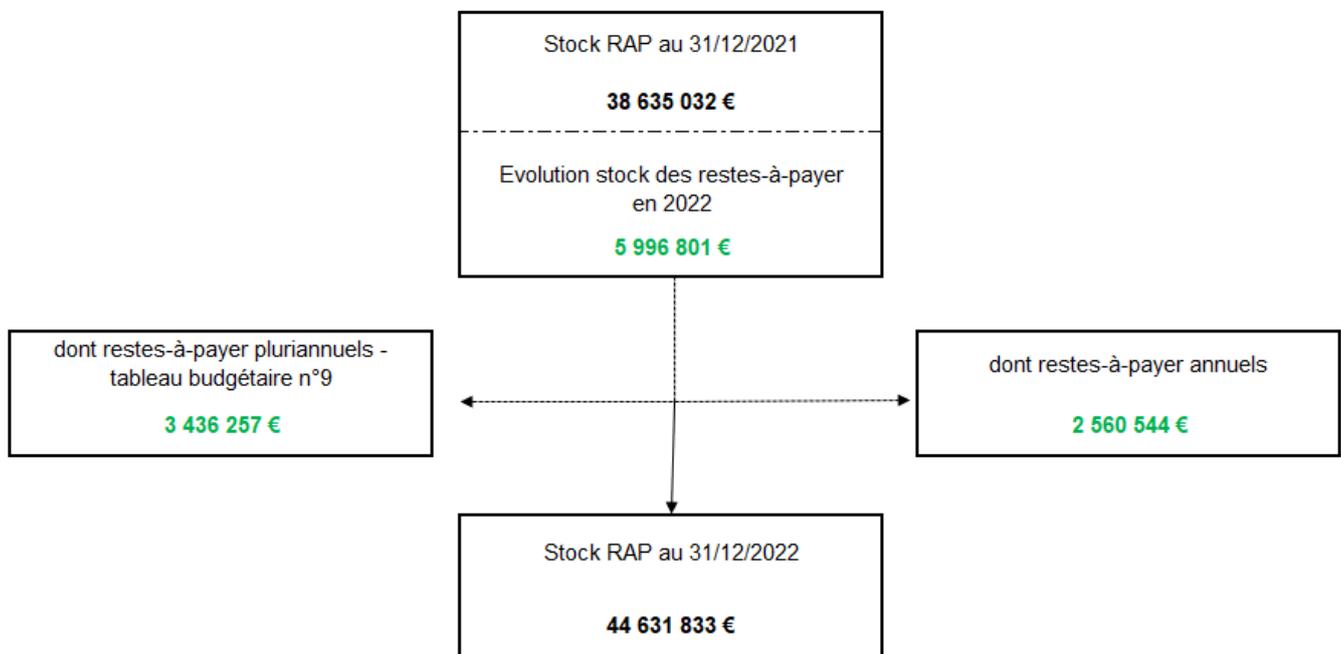
**Protection sociale complémentaire** : 382k€ de crédits ont été ouverts pour couvrir les frais de cette prestation, or, seulement 108k€ ont été consommés (28,5%).

**Point d'indice** : en retenant une méthodologie d'évaluation de l'impact budgétaire de ce dispositif en « grande masse » (et non au réel), les effets financiers de cette mesure ont été surévalué de plus de 195k€.

A l'inverse, l'enveloppe globale dédiée au **complément indemnitaire de fin d'année** (+301k€) et la surconsommation des crédits relatives aux **vacations, à la monétisation des CET, aux ARE, et aux prolongations Covid19** rééquilibre le solde budgétaire.

### 2.2.5. Restes à payer

Les restes à payer observés au 31/12/2022 s'élèvent à hauteur de 44,6M€. Il s'agit de la différence entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement consommés depuis l'exercice 2016. Plus concrètement cela signifie que l'établissement s'est engagé (consommation d'AE) sur un certain nombre de projets financiers pluriannuels depuis 2016, et que tous ces engagements n'ont pas été payés (consommation de CP). Cela concerne principalement le contrat de partenariat pour lequel l'Ecole s'est engagée à hauteur de 25M€ d'AE en 2016 sur une durée de plus de 25 ans (21 années restantes), avec une consommation annuelle de CP à hauteur de 1,46M€ (tableau 9 des annexes). Des restes à payer importants, que l'on peut observer dans le tableau 9 des annexes réglementaires, concernent également les contrats de recherche pluriannuels (2,7M€) ou encore les versements CDSN (11,5M€).



Les restes à payer ont augmenté de presque 6M€ en 2022, 3,4M€ concernent des restes à payer pluriannuels, 2,6M€ des restes à payer de l'année. 68% des restes à payer annuels sont en investissement : 630k€ concernent des engagements pris à la DSI en fin d'année 2022 (baies de stockage, serveurs, cœur de réseau), 477k€ des investissements scientifiques du laboratoire de géologie de Lyon (notamment pour un microscope électronique à balayage).

## 3. Recettes et dépenses fléchées 2022

### De quoi parle-t-on ?

Les recettes fléchées constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Exemple des contrats de recherche.

### 3.1. Recettes fléchées

Les recettes fléchées encaissées par l'Ecole en 2022 ont été de **10 433 861€**, soit 7,32% des recettes totales de l'exercice.

Les encaissements par origine ont été ainsi répartis :

Recettes fléchées	Exécution 2020	Exécution 2021	BR 2022	Exécution 2022	Taux d'exécution	Exé 2022 / BR 2022
ANR PIA IDEX	1 071 870 €	876 701 €	1 028 751 €	940 097 €	91,4%	-88 654 €
ANR PIA hors IDEX	461 018 €	372 035 €	2 476 806 €	2 173 044 €	87,7%	-303 762 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>1 532 888 €</b>	<b>1 248 736 €</b>	<b>3 505 557 €</b>	<b>3 113 141 €</b>	<b>88,8%</b>	<b>-392 416 €</b>
ANR hors PIA	2 580 974 €	3 338 117 €	3 023 381 €	3 939 722 €	130,3%	916 341 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>4 113 862 €</b>	<b>4 586 853 €</b>	<b>6 528 938 €</b>	<b>7 052 863 €</b>	<b>108%</b>	<b>523 925 €</b>
Union Européenne	1 840 511 €	3 614 204 €	1 449 936 €	1 021 973 €	70,5%	-427 963 €
Région	179 367 €	137 381 €	1 105 567 €	256 547 €	23,2%	-849 020 €
Autres recettes	3 316 938 €	2 606 936 €	2 370 318 €	2 102 478 €	88,7%	-267 840 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>9 450 678 €</b>	<b>10 945 374 €</b>	<b>11 454 759 €</b>	<b>10 433 861 €</b>	<b>91,1%</b>	<b>-1 020 898 €</b>

En 2022, l'agence nationale pour la recherche (ANR) reste le principal financeur des projets fléchés de l'établissement avec 7,1M€ versés notamment dans le cadre des IDEX (fellowships, impulsion...). En 2021, l'ANR avait versé 4,6M€, et en 2020, 4,11M€. On peut noter qu'il y a eu une sur exécution des recettes d'ANR hors PIA liée notamment à un plus grand nombre de réussite sur appels à projet, 30% de ces recettes concernent des premiers versements (1,2M€).

L'Union Européenne est également un financeur significatif en 2022 puisque 1M€ ont été versés à l'ENS de Lyon afin de supporter des projets de recherche obtenus après appels d'offres. Il convient de préciser ici que les versements de l'UE ne sont pas linéaires : pour un contrat de 5 ans par exemple, l'UE verse en général un fort acompte dès le début du projet sans qu'il n'y ait forcément tout de suite le même volume de dépenses en parallèle. Ce qui entraîne donc des décalages de trésorerie dans le temps. Quatre nouveaux préfinancements ont été perçus en 2022 pour 635k€.

L'Ecole a perçu 832k€ venant de fondations principalement pour financer des thèses et post-doctorats, 900k€ avaient été encaissés en 2021 et 1,8M€ en 2020.

La sous-exécution des encaissements Région sera régularisée en 2023, la régularisation financière des contrats sera opérée lors de leur solde.

Les 2,1M€ « d'autres recettes » perçues en 2022 proviennent de fondations (35%), de subventions publiques (56%), de l'Etat (crédits IUF, 6%), et de contrats et prestations de recherche (3%).

## 3.2. Dépenses fléchées

### 3.2.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sur contrats fléchés ont été en 2022 de 2,64M€, bien loin de la prévision du budget rectificatif mais proche de l'exécution 2021. Selon la typologie de contrats, elles se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Taux d'exécution	Exé 2022 / BR 2022
ANR PIA IDEX	151 622 €	355 398 €	36 587 €	9 632 €	26,3%	-26 955 €
ANR PIA hors IDEX	25 767 €	38 275 €	483 673 €	114 206 €	23,6%	-369 467 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>177 389 €</b>	<b>393 673 €</b>	<b>520 260 €</b>	<b>123 838 €</b>	<b>23,8%</b>	<b>-396 422 €</b>
ANR hors PIA	60 340 €	513 928 €	1 211 113 €	885 247 €	73,1%	-325 866 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>237 729 €</b>	<b>907 601 €</b>	<b>1 731 373 €</b>	<b>1 009 085 €</b>	<b>58,3%</b>	<b>-722 288 €</b>
Union Européenne	133 660 €	350 352 €	842 486 €	612 954 €	72,8%	-229 532 €
Région	77 454 €	170 696 €	481 678 €	329 133 €	68,3%	-152 545 €
Autres	550 825 €	728 626 €	1 173 218 €	689 983 €	58,8%	-483 235 €
<b>Fonctionnement fléché en crédits de paiement</b>	<b>999 667 €</b>	<b>2 157 275 €</b>	<b>4 228 755 €</b>	<b>2 641 155 €</b>	<b>62,5%</b>	<b>-1 587 600 €</b>

62,5% des crédits de fonctionnement ouverts en crédits de paiement ont été exécutés (66,8% des AE). En 2021, le taux d'exécution était de 59,6%.

Une partie des crédits de fonctionnement prévus au BR concernaient des projets déposés par l'établissement mais dont l'obtention n'était pas certaine. Le taux d'exécution des crédits ouverts est plus faible sur les projets d'investissement d'avenir des ANR.

### 3.2.2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sur contrats fléchés ont été en 2022 de **1 737 815€** en crédits de paiement.

	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Taux d'exécution	Exé 2022 / BR 2022
ANR PIA IDEX	95 524 €	469 485 €	1 912 €	541 €	28%	-1 371 €
ANR PIA hors IDEX	54 521 €	499 584 €	2 026 427 €	36 802 €	2%	-1 989 625 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>150 045 €</b>	<b>969 069 €</b>	<b>2 028 339 €</b>	<b>37 343 €</b>	<b>2%</b>	<b>-1 990 996 €</b>
ANR hors PIA	320 044 €	162 941 €	327 479 €	378 428 €	116%	50 949 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>470 088 €</b>	<b>1 132 010 €</b>	<b>2 355 818 €</b>	<b>415 771 €</b>	<b>18%</b>	<b>-1 940 047 €</b>
Union Européenne	629 835 €	23 592 €	553 039 €	581 497 €	105%	28 458 €
Région	118 218 €	52 225 €	24 578 €	27 960 €	114%	3 382 €
Autres	566 413 €	104 675 €	1 195 378 €	712 587 €	60%	-482 791 €
<b>Investissement fléché en crédits de paiement</b>	<b>1 784 555 €</b>	<b>1 312 502 €</b>	<b>4 128 813 €</b>	<b>1 737 815 €</b>	<b>42%</b>	<b>-2 390 998 €</b>

Seuls 42% des crédits de paiement d'investissement fléchés 2022 votés au budget rectificatif ont été exécutés (contre 63% en 2021). Cette sous exécution s'explique par des reports d'acquisitions initialement prévues et par des décalages entre la consommation des AE et des CP (principalement sur le projet Plexmico).

Le taux d'exécution des autorisations d'engagement votés au budget rectificatif est de 75%. Certaines dépenses ont été engagées en fin d'année 2022 et les paiements auront lieu en 2023. Ainsi, au PBES, 746k€ ont été consommés en AE en fin d'année 2022 pour l'achat d'un microscope STED (déplétion par émission stimulée), microscope de fluorescence à balayage. Au laboratoire de Chimie, 321k€ ont été engagés pour l'acquisition d'un réfrigérateur à dilution sans hélium.

Quelques gros investissements ont été réalisés en crédits de paiement :

- 645k€ ont été exécutés en CP d'investissement au laboratoire de Physique, dont un dispositif de micro fabrication par impression 3D à deux photons pour 503k€, et une caméra qui permet de visualiser le déplacement des photons pour 32,5k€
- Le PBES a dépensé 629k€ en crédits d'investissement, dont 265k€ pour un stérilisateur 18 paniers, et 127k€ pour une machine qui permet d'analyser des cellules (incucyte)
- Le pôle scientifique de modélisation numérique (PSMN) a investi pour 265k€ dans des serveurs

### 3.2.3. La masse salariale

Les dépenses de masse salariale sur contrats fléchés ont atteint **5 279 112€** en 2022.

	Exécution 2020	Exécution 2021	Budget Rectificatif 2022	Exécution 2022	Taux d'exécution	Exé 2022 / BR 2022
ANR PIA IDEX	446 825 €	1 110 350 €	348 949 €	347 993 €	99,7%	-956 €
ANR PIA hors IDEX	612 168 €	87 067 €	352 950 €	272 218 €	77,1%	-80 732 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>1 058 993 €</b>	<b>1 197 417 €</b>	<b>701 899 €</b>	<b>620 211 €</b>	<b>88,4%</b>	<b>-81 688 €</b>
ANR hors PIA	1 030 887 €	1 095 454 €	2 044 759 €	1 766 714 €	86,4%	-278 045 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>2 089 880 €</b>	<b>2 292 871 €</b>	<b>2 746 658 €</b>	<b>2 386 925 €</b>	<b>86,9%</b>	<b>-359 733 €</b>
Union Européenne	805 116 €	921 540 €	1 052 800 €	1 046 635 €	99,4%	-6 165 €
Région	322 621 €	236 552 €	349 784 €	323 586 €	92,5%	-26 198 €
Autres	1 308 127 €	1 640 884 €	1 469 910 €	1 521 965 €	103,5%	52 055 €
<b>Masse salariale fléchée</b>	<b>4 525 744 €</b>	<b>5 091 847 €</b>	<b>5 619 152 €</b>	<b>5 279 112 €</b>	<b>93,9%</b>	<b>-340 040 €</b>

93,9% de la masse salariale fléchée 2022 ouverte au budget rectificatif a été exécutée. La prévision 2022 a été meilleure que celle de 2021, en 2021 le taux d'exécution de la masse salariale était de 88,5%.

## 4. Equilibres financiers de l'établissement

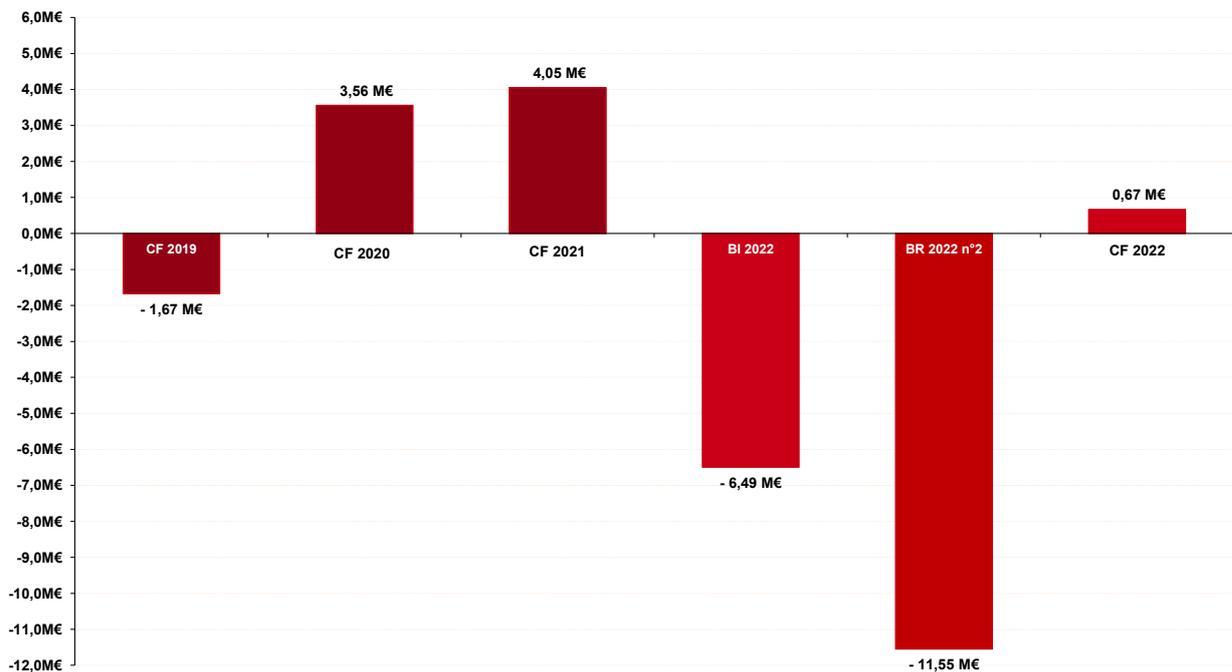
		Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022/ BR 2022
<b>Résultat</b>	ENS de Lyon	3 272 574 €	2 864 259 €	1 984 322 €	-4 319 109 €	<b>-813 475 €</b>	3 505 634 €
	BDL	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>	0 €
	<b>TOTAL résultat</b>	3 272 574 €	2 864 259 €	1 984 322 €	-4 319 109 €	<b>-813 475 €</b>	3 505 634 €
<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	ENS de Lyon	6 153 447 €	5 868 321 €	4 703 798 €	-1 025 230 €	<b>2 518 830 €</b>	3 544 060 €
	BDL	25 140 €	25 248 €	31 741 €	21 644 €	<b>24 204 €</b>	2 560 €
	<b>TOTAL CAF</b>	6 178 587 €	5 893 570 €	4 735 539 €	-1 003 586 €	<b>2 543 033 €</b>	3 546 619 €
<b>Fonds de roulement</b>	ENS de Lyon	21 187 782 €	21 473 259 €	15 999 581 €	13 759 100 €	<b>20 260 022 €</b>	6 500 922 €
	BDL	247 551 €	242 783 €	238 498 €	233 840 €	<b>237 766 €</b>	3 926 €
	<b>TOTAL fonds de roulement</b>	21 435 333 €	21 716 042 €	16 238 079 €	13 992 940 €	<b>20 497 788 €</b>	6 504 848 €
<b>Solde budgétaire</b>	ENS de Lyon	3 578 746 €	4 066 319 €	-6 495 256 €	-11 497 816 €	<b>694 853 €</b>	12 192 669 €
	BDL	-23 061 €	-14 764 €	4 241 €	-48 943 €	<b>-26 650 €</b>	22 293 €
	<b>TOTAL solde budgétaire</b>	3 555 685 €	4 051 555 €	-6 491 015 €	-11 546 759 €	<b>668 203 €</b>	12 214 962 €
<b>Trésorerie</b>	ENS de Lyon	28 709 805 €	32 942 461 €	21 440 952 €	20 769 645 €	<b>33 961 724 €</b>	13 192 079 €
	BDL	241 421 €	243 693 €	214 496 €	169 750 €	<b>216 024 €</b>	46 274 €
	<b>TOTAL trésorerie</b>	28 951 226 €	33 186 154 €	21 655 448 €	20 939 395 €	<b>34 177 747 €</b>	13 238 352 €

## 4.1. Le solde budgétaire

### De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.



Un déficit de 11,6M€ avait été inscrit au budget rectificatif. Le solde est finalement excédentaire de 0,67M€, soit 12,2M€ de plus que le budget révisé. Comme en 2020 et 2021, ce solde budgétaire 2022 positif s'explique par le fait que les encaissements ont été plus importants que les dépenses, et ce notamment sur les opérations fléchées (visible dans le tableau 8 en annexe). Néanmoins, sur les opérations fléchées, il peut y avoir des décalages forts d'une année sur l'autre entre les encaissements et les décaissements.

## 4.2. La trésorerie

### De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'établissement et son besoin en fonds de roulement.

	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	Exécution 2022	Exé 2022/ BR 2022
ENS de Lyon	27 680 412 €	25 615 235 €	28 709 805 €	32 942 461 €	21 440 952 €	20 769 645 €	<b>33 961 724 €</b>	13 192 079 €
BDL	229 226 €	244 524 €	241 421 €	243 693 €	214 496 €	169 750 €	<b>216 024 €</b>	46 274 €
<b>TOTAL trésorerie</b>	<b>27 909 638 €</b>	<b>25 859 759 €</b>	<b>28 951 226 €</b>	<b>33 186 154 €</b>	<b>21 655 448 €</b>	<b>20 939 395 €</b>	<b>34 177 747 €</b>	13 238 352 €

Tableau 4 - Évolution de la trésorerie de l'École depuis 2018

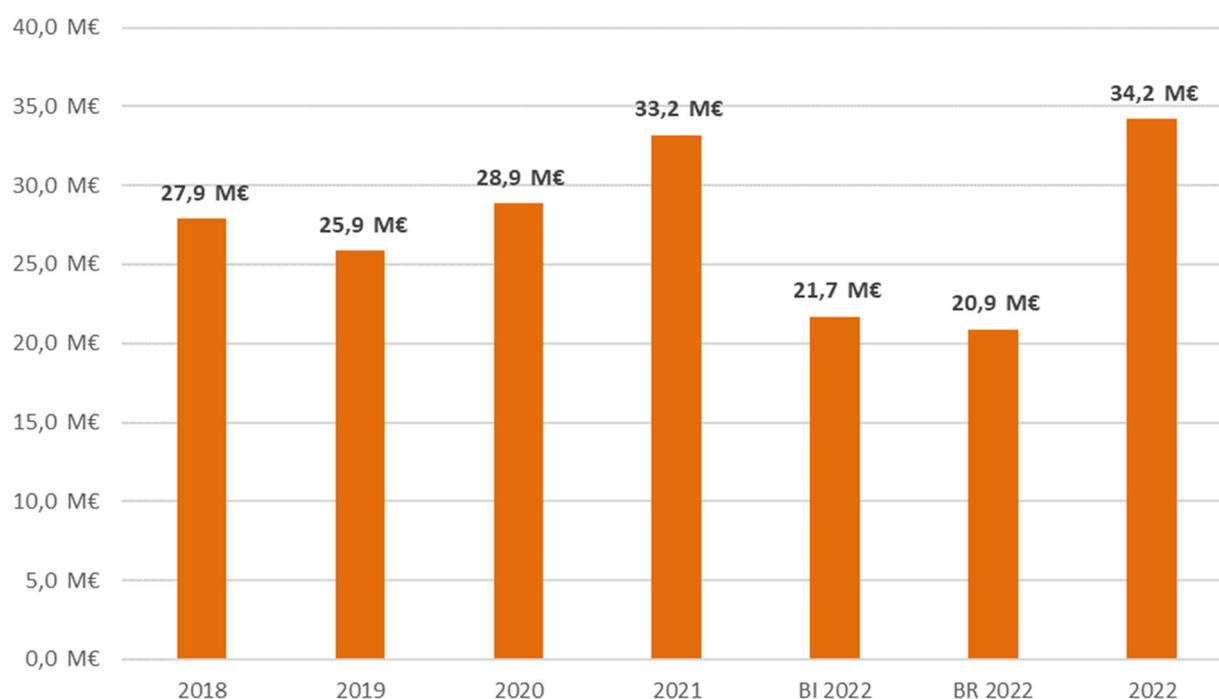


Figure 4 - Évolution de la trésorerie de l'Établissement depuis 2018

La trésorerie est en hausse de 1M€ en 2022 et atteint 34,2M€. Cette évolution s'explique notamment par un solde budgétaire excédentaire de 0,7M€. La différence entre le niveau de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement de -13,7M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties. Le fait que l'indicateur soit négatif ne doit pas alerter dans la mesure où la trésorerie couvre largement les besoins.

### 4.3. Les ratios en comptabilité budgétaire

#### 4.3.1. Poids des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
76,6%	76,8%	77,5%	75,8%	73,6%	76,8%

Le transfert des CDSN depuis 2018 (importante charge de fonctionnement) fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

#### 4.3.2. Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres / total des recettes.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
6,3%	5,6%	4,9%	6,0%	6,1%	5,1%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics. En 2022, les recettes propres fléchées générées par l'établissement ont été inférieures à la prévision du budget rectificatif, et la SCSP définitive s'est révélée plus élevée qu'au BR. Ce qui explique que le poids relatif des recettes propres 2022 soit inférieur à la prévision du budget rectificatif.

#### 4.3.3. Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements "inévitables", car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer

quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
6,2%	6,7%	5,7%	5,0%	5,3%	5,9%

En 2022 le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs est légèrement en hausse par rapport à 2021 et par rapport à la prévision du budget rectificatif. Cela signifie que l'Ecole a dénoué un volume plus important d'engagements liés aux années antérieures. Néanmoins, ce taux reste dans les normes de l'établissement.

#### 4.3.4. Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
114,4%	117,8%	107,7%	102,3%	102,3%	122,4%

Les restes à payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années, c'est le cas par exemple du loyer versé dans le cadre du contrat de partenariat qui s'étend sur plus de 25 ans ou encore les reversements CDSN qui s'échelonnent sur trois exercices budgétaires pour chacune des promotions.

#### 4.3.5. Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des charges à payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
8,2%	6,4%	14,1%	5,7%	5,3%	17,7%

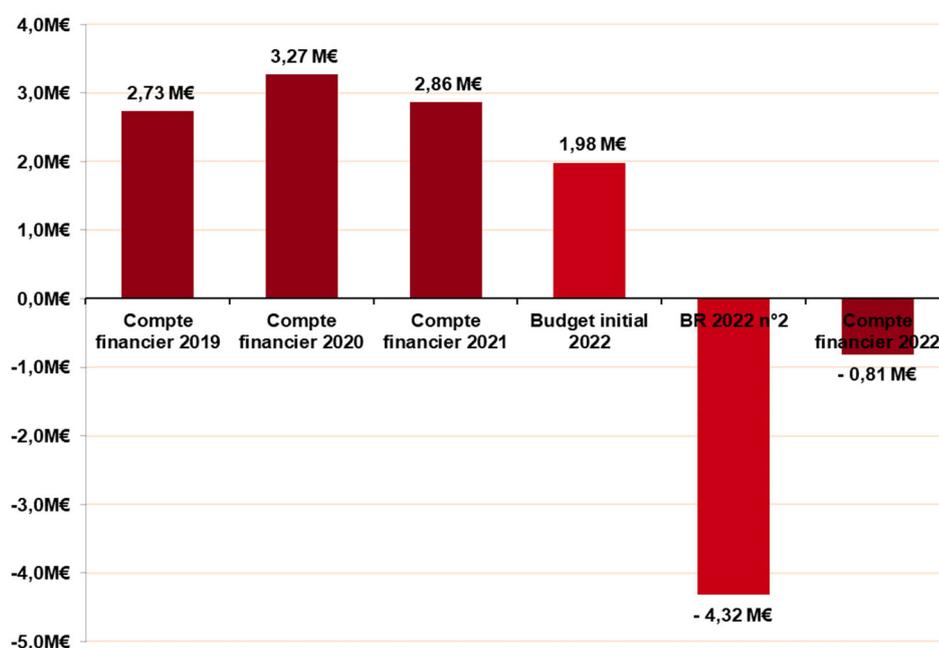
Le poids des charges à payer au sein des restes à payer 2022 est plus important que prévu en budget rectificatif, cela s'explique, comme en 2021, principalement par le fait que des dépenses liées aux CDSN ont été inscrites en charges à payer. En effet, l'Ecole a eu des difficultés pour signer les conventions de reversements avec les établissements partenaires.

## 4.4. Le résultat

### De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond à la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul** : Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)



Le résultat de l'ENS de Lyon est déficitaire en 2022 de -813 475€. Ce déficit est la conséquence de plusieurs facteurs conjoncturels qui se sont cumulés sur l'année 2022 :

- augmentations successives du SMIC impactant les rémunérations des élèves fonctionnaires stagiaires, avec compensation partielle par l'Etat
- revalorisation de 3,5% du point d'indice dès le 1<sup>er</sup> juillet 2022 sans compensation de l'Etat sur l'exercice
- inflation du coût des matières premières

Dès le budget rectificatif voté en juillet puis lors du 2<sup>nd</sup> BR voté en septembre, l'établissement avait anticipé qu'il ne serait pas en mesure de dégager des marges de manœuvre via son activité courante et qu'il y aurait un déficit du résultat au regard du contexte. Le résultat prévisionnel avait alors été estimé à -2,55M€ au BR puis à -4,32M€ au BR n°2 prenant en compte la revalorisation du point d'indice. Conformément à l'article R719-61 du code de

l'éducation, le recteur délégué pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation avait alors autorisé le prélèvement sur les réserves de l'établissement afin de parvenir à l'équilibre réel.

Le déficit constaté sur l'exercice s'explique donc principalement par la revalorisation non compensée du point d'indice, dont la charge pour l'établissement s'élève à 1,57M€ en 2022. La hausse du SMIC, notamment pour les élèves fonctionnaires, est également une cause du résultat déficitaire : malgré la compensation partielle de 400k€ versée par le MESR en décembre, le reste à charge pour l'ENS de Lyon est de 600k€ sur l'exercice. Le versement non prévu, en fin de gestion, d'une recette de 500k€ par le ministère pour soutenir l'organisation du concours d'entrée et la sous-exécution globales des charges sur l'ensemble de l'établissement viennent amoindrir ce déficit. Quant à la forte hausse constatée des charges énergétiques, elle est couverte par le fonds de compensation exceptionnel versé par l'Etat en décembre et ne déséquilibre donc pas le compte de résultat 2022.

Le résultat réalisé en 2022 est proche de la prévision d'atterrissage de -1,5M€ estimée par l'établissement lors de l'élaboration du BI 2023.

Le résultat 2022 est supérieur de 3,5M€ en comparaison de la prévision du dernier acte budgétaire voté qui est le BR n°2. Cet écart entre prévision et réalisation s'explique par divers facteurs dont les recettes supplémentaires de l'Etat versées en décembre 2022.

Parmi les produits de fonctionnement ayant un impact sur le niveau du résultat, l'établissement a en effet perçu +2,1M€ de SCSP qui n'avaient pas pu être inscrits au budget rectificatif faute de notification par le MESR : 1,2M€ au titre du fonds de compensation du surcoût énergétique, 0,5M€ de soutien supplémentaire du reste à charge pour l'organisation du concours d'entrée, et 0,4M€ de compensation partielle de la hausse du SMIC pour les élèves.

En parallèle, quelques produits prévus au BR ne se sont pas totalement réalisés en exécution comme l'engagement décennal (-237k€) ou encore des recettes de mises à disposition RH (-125k€) par exemple.

En charges de personnel, la sous-exécution de la masse salariale Etat a entraîné un apport de 677k€ au résultat en 2022.

Les charges liées aux fluides sont moindres que prévu au BR et génèrent une sous-exécution de 867k€. Elles ont toutefois augmenté de 1,1M€ par rapport à l'exercice 2021 soit +30%.

La sous-exécution des autres charges de fonctionnement de l'établissement s'établit à environ 380k€.

Enfin, la charge d'amortissement non neutralisée ainsi que les provisions et reprises sont inférieures de 169k€ en comparaison du BR.

En résumé, la variation du résultat d'environ +3,5M€ par rapport au budget rectificatif s'explique principalement par :

- des produits supplémentaires pour 1M€ (augmentation du résultat)

- une sous-exécution de personnel et fonctionnement d'environ 1,9M€ (augmentation du résultat)
- une variation des amortissements et provisions de 0,2M€ (augmentation du résultat)

## 4.5. La capacité d'autofinancement

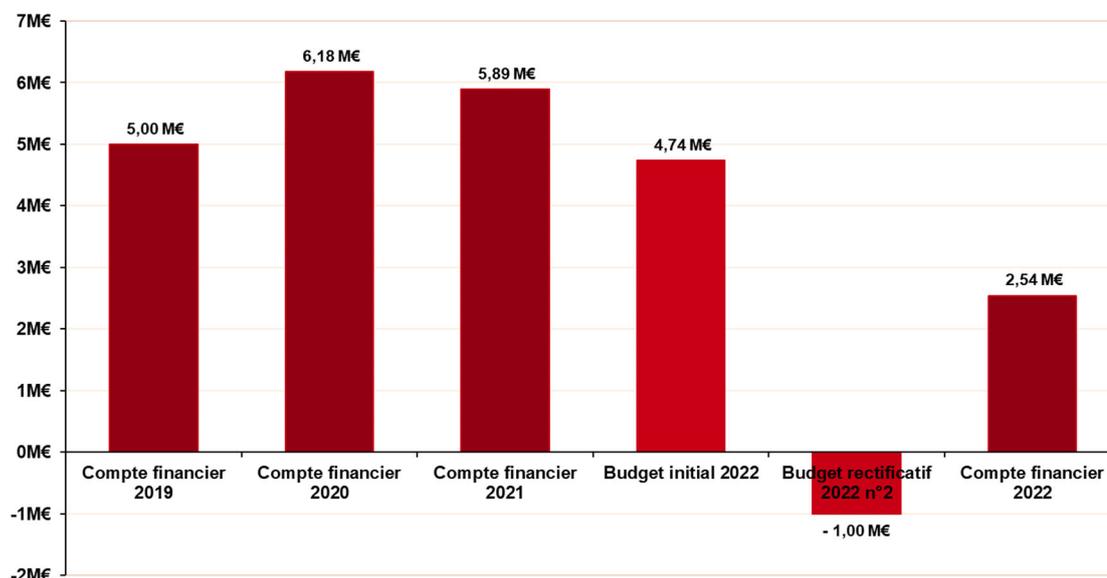
### De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

### Calcul (méthode additive) :

Résultat net comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur nette comptable d'éléments d'actifs cédés
- Produits de cession d'éléments d'actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice



La capacité d'autofinancement de l'ENS de Lyon s'établit à 2,54M€ pour l'exercice 2022, en diminution de 3,35M€ par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par la diminution du résultat comptable d'une part pour 3,7M€, et également par l'écart entre les charges non

décaissables et les produits non encaissables d'autres part (amortissements, provisions, reprises sur provisions, quote-part de subvention d'investissement) qui a augmenté de 0,33M€.

## 4.6. Le fonds de roulement

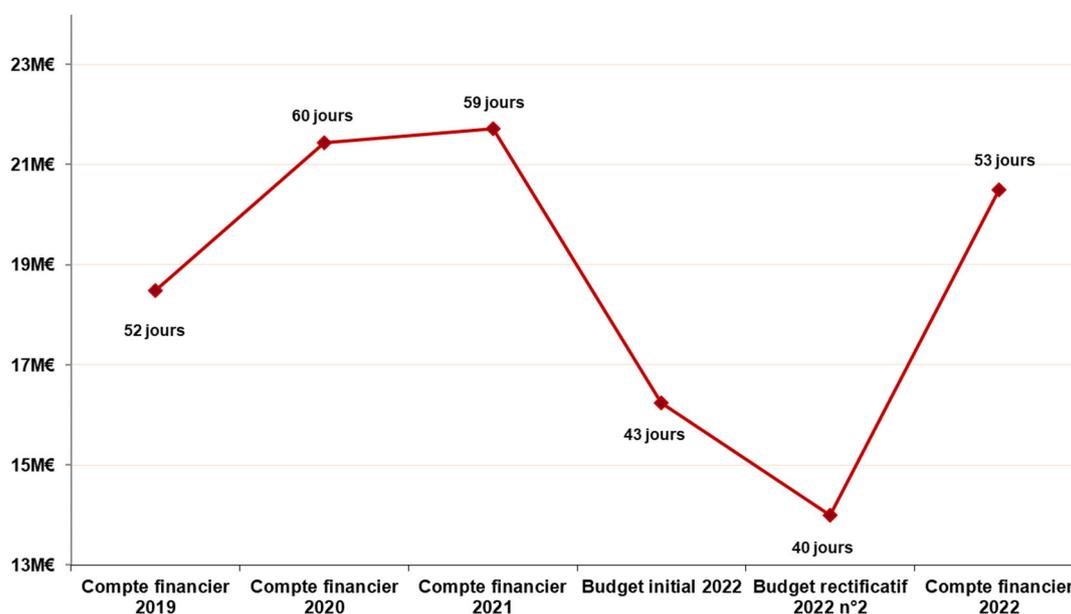
### De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

**Calcul** = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.



Le fonds de roulement de l'Ecole s'élève à 20,5M€ et couvre 53 jours de dépenses décaissables de fonctionnement, masse salariale comprise. Même si ce niveau demeure rassurant quant à la santé financière de l'établissement, il est à noter que le fonds de roulement a été prélevé de 1,2M€ en 2022. Ce prélèvement est la conséquence directe du déficit du

compte de résultat. L'ENS doit rester très prudente car ce prélèvement pour compenser le surcoût des charges courantes devrait se renouveler en 2023. Il vient donc contraindre les capacités à investir.

## 4.7. Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

### 4.7.1. Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
22,5%	22,4%	23,9%	25,0%	26,9%	27,2%

Depuis 2018, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse.

### 4.7.2. Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
15,9%	15,4%	16,3%	18,2%	18,7%	17,1%

En 2022, les ressources propres encaissables représentent 17,1% des produits encaissables et sont donc en hausse en comparaison des exercices précédents. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat est élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'Ecole.

#### 4.7.3. Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
2,0%	2,3%	2,0%	1,3%	-1,7%	-0,6%

En 2022, cet indicateur est en nette baisse, il est négatif et se retrouve sous le seuil d'alerte. Cela s'explique par un résultat déficitaire. Néanmoins celui-ci est moins important qu'initialement prévu en budget rectificatif.

#### 4.7.4. Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
73,7%	73,0%	71,8%	71,7%	72,5%	73,4%

Le poids des charges de personnel est assez stable depuis plusieurs années. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement. Hors CDSN le poids des charges de personnel est de 79,5% en 2022.

#### 4.7.5. Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2019	2020	2021	BI 2022	BR 2022	2022
3,8%	4,6%	4,3%	3,3%	0,5%	1,8%

Le taux d'autofinancement 2022 est en-dessous des seuils de vigilance et d'alerte.

## 5. Annexes réglementaires

### 5.1. Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS - EXECUTION 2022						
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS – ARTICLE L712-9		NOMBRE D'EMPLOIS	
			EN ETPT	EN ETPT	AUTRES EMPLOIS	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS -CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	225,1			225,1
		CDI	-			-
	NON PERMANENTS	CDD	200,8		89,0	289,8
	<b>SOUS TOTAL EC</b>		<b>425,9</b>		<b>89,0</b>	<b>514,9</b>
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES			891,1			891,1
		TITULAIRES	411,9			411,9
	PERMANENTS	CDI	31,9			31,9
BIATSS	NON PERMANENTS	CDD	76,4		47,1	123,5
	<b>SOUS TOTAL BIATSS</b>		<b>520,2</b>		<b>47,1</b>	<b>567,3</b>
	<b>TOTAL</b>		<b>1 837,2</b>		<b>136,1</b>	<b>1 973,3</b>
<b>PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT</b>			<b>1 976</b>			
<b>AUTRES EMPLOIS</b>					<b>136,1</b>	
<b>PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>						<b>1973,3</b>



## 5.2.2. Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2. : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et soldes budgétaires ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	DÉPENSES												RECETTES				
	Exécution 2021		BI 2022			BR 2022			BR 2022 n°2			BR 2022		BR 2022 n°2		Exécution 2022	
	AE	CP															
<b>Personnel</b>	<b>99 931 030 €</b>	<b>99 843 481 €</b>	<b>105 088 350 €</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>104 905 871 €</b>	<b>104 905 871 €</b>	<b>106 873 179 €</b>	<b>105 287 766 €</b>	<b>105 287 766 €</b>	<b>131 336 883 €</b>	<b>131 336 883 €</b>	<b>130 979 427 €</b>	<b>130 979 427 €</b>				
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	29 858 873 €	29 858 873 €	30 032 200 €	30 032 200 €	30 397 259 €	30 397 259 €	31 600 539 €	31 600 539 €	31 600 539 €	31 600 539 €	31 027 331 €	31 027 331 €	120 384 745 €	120 384 745 €	122 179 158 €	122 179 158 €	
<i>Infirmerie</i>	94 679 633 €	94 665 634 €	97 296 123 €	97 296 123 €	99 316 719 €	99 316 719 €	101 084 027 €	101 084 027 €	101 084 027 €	101 084 027 €	100 058 887 €	100 058 887 €	0 €	0 €	11 000 €	11 000 €	
<i>Pharmacie</i>	5 091 847 €	5 091 847 €	5 790 225 €	5 790 225 €	5 589 152 €	5 589 152 €	5 589 152 €	5 589 152 €	5 589 152 €	5 589 152 €	5 248 879 €	5 248 879 €	140 000 €	140 000 €	105 427 €	105 427 €	
<b>Fonctionnement</b>	<b>24 751 602 €</b>	<b>28 663 661 €</b>	<b>33 722 163 €</b>	<b>31 929 964 €</b>	<b>47 123 535 €</b>	<b>38 686 560 €</b>	<b>47 123 535 €</b>	<b>38 686 260 €</b>	<b>47 123 535 €</b>	<b>33 109 688 €</b>	<b>30 766 838 €</b>	<b>30 766 838 €</b>	<b>2 976 845 €</b>	<b>2 976 845 €</b>	<b>2 570 229 €</b>	<b>2 570 229 €</b>	
<i>Infirmerie</i>	16 029 968 €	14 811 888 €	17 868 826 €	16 616 826 €	20 239 392 €	19 420 918 €	20 239 392 €	19 420 918 €	20 239 392 €	18 489 150 €	17 637 999 €	17 637 999 €	140 000 €	140 000 €	105 427 €	105 427 €	
<i>Pharmacie</i>	8 720 833 €	13 442 068 €	15 853 337 €	15 312 138 €	26 784 143 €	17 275 442 €	26 784 143 €	17 275 442 €	26 784 143 €	14 601 538 €	13 129 737 €	13 129 737 €	2 976 845 €	2 976 845 €	2 570 229 €	2 570 229 €	
<i>dotations/autres CDON</i>	4 594 452 €	10 668 861 €	15 472 344 €	10 668 918 €	21 266 668 €	11 666 667 €	21 266 668 €	11 666 667 €	21 266 668 €	11 666 667 €	9 058 466 €	9 058 466 €	7 835 393 €	7 835 393 €	6 113 613 €	6 113 613 €	
<b>Investissement</b>	<b>7 644 877 €</b>	<b>6 785 325 €</b>	<b>14 104 096 €</b>	<b>11 663 388 €</b>	<b>11 637 440 €</b>	<b>10 920 119 €</b>	<b>11 637 440 €</b>	<b>10 920 119 €</b>	<b>11 637 440 €</b>	<b>8 309 085 €</b>	<b>4 652 456 €</b>	<b>4 652 456 €</b>	<b>11 424 759 €</b>	<b>11 424 759 €</b>	<b>10 423 861 €</b>	<b>10 423 861 €</b>	
<i>Infirmerie</i>	5 423 116 €	5 133 159 €	6 880 740 €	6 402 030 €	5 369 071 €	5 464 398 €	5 369 071 €	5 464 398 €	5 369 071 €	4 403 801 €	2 748 938 €	2 748 938 €	6 986 564 €	6 986 564 €	578 250 €	578 250 €	
<i>Pharmacie</i>	2 221 762 €	1 652 166 €	7 240 356 €	5 261 358 €	6 268 369 €	5 456 613 €	6 268 369 €	5 456 613 €	6 268 369 €	3 915 984 €	1 906 216 €	1 906 216 €	9 843 013 €	9 843 013 €	8 653 664 €	8 653 664 €	
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>132 327 709 €</b>	<b>134 782 457 €</b>	<b>150 914 609 €</b>	<b>146 680 702 €</b>	<b>163 866 848 €</b>	<b>152 522 259 €</b>	<b>165 434 154 €</b>	<b>154 238 558 €</b>	<b>165 434 154 €</b>	<b>146 704 538 €</b>	<b>140 708 436 €</b>	<b>140 708 436 €</b>	<b>142 791 742 €</b>	<b>142 791 742 €</b>	<b>141 403 289 €</b>	<b>141 403 289 €</b>	
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (incident)</b>																	<b>4 066 319 €</b>
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (diffé)</b>																	<b>-11 497 616 €</b>
																	<b>-9 730 508 €</b>
																	<b>-6 495 256 €</b>
																	<b>142 791 742 €</b>
																	<b>141 403 289 €</b>
																	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

### 5.2.3. Tableau des autorisations budgétaires BDL

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	DÉPENSES										RECETTES					SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)	SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)
	Exécution 2021		BI 2022		BR 2022		BR 2022 n°2		Exécution 2022		BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Recettes globales			
	AE	CP															
<b>Personnel</b>	<b>42 992 €</b>	<b>42 992 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>64 500 €</b>	<b>58 104 €</b>	<b>58 104 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 068 911 €</b>	<b>1 068 911 €</b>	Subvention pour charges de service public		
<i>dont contributeurs employeurs au CAS Pédagogie</i>																	
<i>Infra-annuel</i>	42 992 €	42 992 €	21 000 €	21 000 €	34 500 €	34 500 €	34 500 €	34 500 €	27 870 €	27 870 €							
<i>Plus-annuel</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 233 €	30 233 €					Autres financements de l'Etat		
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 003 181 €</b>	<b>988 079 €</b>	<b>1 123 735 €</b>	<b>1 038 735 €</b>	<b>1 021 235 €</b>	<b>1 020 589 €</b>	<b>1 018 238 €</b>	<b>94 450 €</b>	<b>94 450 €</b>	<b>96 860 €</b>	<b>96 860 €</b>	Fiscalité affectée					
<i>Infra-annuel</i>	989 809 €	984 707 €	1 106 206 €	1 027 206 €	1 017 206 €	1 017 206 €	1 017 206 €	1 017 206 €	1 016 589 €	1 013 717 €					Autres financements publics		
<i>Plus-annuel</i>	3 372 €	3 372 €	17 500 €	17 500 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	5 119 €					Recettes propres		
<b>Investissement</b>	<b>50 139 €</b>	<b>47 483 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>27 930 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>27 930 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>27 567 €</b>	<b>28 220 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>	Recettes flechées		
<i>Infra-annuel</i>	50 139 €	47 483 €	15 000 €	15 000 €	27 930 €	30 587 €	27 930 €	30 587 €	27 567 €	29 220 €					Financements de l'Etat flechés		
<i>Plus-annuel</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €					Autres financements publics flechés		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>1 096 313 €</b>	<b>1 078 556 €</b>	<b>1 159 735 €</b>	<b>1 074 735 €</b>	<b>1 113 665 €</b>	<b>1 116 322 €</b>	<b>1 113 665 €</b>	<b>1 116 322 €</b>	<b>1 106 260 €</b>	<b>1 105 861 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 067 379 €</b>	<b>1 078 911 €</b>	<b>1 078 911 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>		
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>			<b>4 241 €</b>								<b>-48 943 €</b>	<b>-48 943 €</b>	<b>-26 650 €</b>	<b>-26 650 €</b>	<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>		
															<b>-14 764 €</b>		

## 5.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

### 5.3.1. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>22 561 995 €</b>	<b>22 561 995 €</b>	<b>13 097 279 €</b>	<b>10 128 734 €</b>	<b>71 531 €</b>	<b>59 709 €</b>	<b>35 730 805 €</b>	<b>32 750 439 €</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 032 781 €	1 032 781 €	450 384 €	540 939 €	0 €	0 €	1 483 165 €	1 573 720 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 802 211 €	15 802 211 €	7 41 240 €	801 256 €	71 531 €	59 709 €	16 614 982 €	16 663 176 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 727 003 €	5 727 003 €	11 905 654 €	8 786 539 €	0 €	0 €	17 632 658 €	14 513 543 €
D105 - Bibliothèques et documentation	5 456 038 €	5 456 038 €	1 020 589 €	1 018 236 €	27 567 €	29 220 €	6 504 194 €	6 503 495 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 421 221 €	3 421 221 €	2 093 925 €	1 917 502 €	1 885 264 €	924 993 €	7 400 410 €	6 263 716 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 688 502 €	2 688 502 €	403 346 €	393 237 €	59 437 €	57 280 €	3 151 286 €	3 139 039 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 331 801 €	4 331 801 €	1 199 319 €	1 130 101 €	1 515 359 €	931 195 €	7 046 478 €	6 393 097 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 719 538 €	1 719 538 €	356 729 €	343 285 €	725 722 €	105 984 €	2 801 990 €	2 168 808 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 757 829 €	7 757 829 €	1 225 390 €	1 180 047 €	169 088 €	148 682 €	9 152 308 €	9 086 557 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 759 705 €	2 759 705 €	901 669 €	1 045 735 €	528 787 €	362 514 €	4 189 171 €	4 166 953 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 849 302 €	2 849 302 €	813 221 €	516 937 €	88 122 €	137 847 €	3 750 645 €	3 504 086 €
D114 - Immobilier	1 341 020 €	1 341 020 €	6 964 832 €	8 322 212 €	2 356 205 €	1 657 887 €	10 662 058 €	11 321 119 €
D115 - Pilotage et support	49 618 081 €	49 621 459 €	5 386 815 €	5 127 651 €	878 488 €	233 294 €	56 881 383 €	54 982 404 €
<b>Étudiants</b>	<b>839 836 €</b>	<b>839 836 €</b>	<b>667 162 €</b>	<b>661 377 €</b>	<b>33 071 €</b>	<b>33 071 €</b>	<b>1 540 069 €</b>	<b>1 534 283 €</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	52 750 €	52 750 €	520 841 €	515 197 €	0 €	0 €	573 591 €	567 947 €
D202 - Aides indirectes	0 €	0 €	194 €	194 €	0 €	0 €	194 €	194 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	787 086 €	787 086 €	146 127 €	145 985 €	33 071 €	33 071 €	966 284 €	966 142 €
<b>Total</b>	<b>105 343 868 €</b>	<b>105 347 247 €</b>	<b>34 130 277 €</b>	<b>31 785 073 €</b>	<b>8 336 652 €</b>	<b>4 681 677 €</b>	<b>147 810 798 €</b>	<b>141 813 987 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>	<b>668 203 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine établissement (ENS de Lyon + BDL)

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées				Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	123 139 733 €					183 750 €				123 323 483 €
Droits d'inscription					582 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	582 548 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					109 204 €	0 €	0 €	0 €	0 €	109 204 €
Taxe d'apprentissage					77 353 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 353 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 049 543 €	0 €	0 €	79 664 €		1 129 208 €
Valorisation					18 393 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 393 €
ANR investissements d'avenir				57 880 €		0 €	3 013 141 €	0 €		3 071 021 €
ANR hors investissements d'avenir				953 591 €		0 €	3 937 895 €	0 €		4 891 486 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 500 €		0 €	256 547 €	0 €		261 047 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				0 €		0 €	1 022 423 €	0 €		1 022 423 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		11 000 €		1 651 118 €	117 786 €	394 500 €	433 658 €	0 €		2 608 062 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		0 €		0 €	4 895 €	0 €	0 €	831 987 €		836 882 €
Autres recettes			105 427 €	0 €	4 165 366 €	0 €	0 €	280 296 €		4 551 089 €
<b>Total</b>	<b>123 139 733 €</b>	<b>11 000 €</b>	<b>105 427 €</b>	<b>2 667 089 €</b>	<b>6 125 089 €</b>	<b>578 250 €</b>	<b>8 663 664 €</b>	<b>1 191 947 €</b>		<b>142 482 199 €</b>

### 5.3.2. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	<b>22 561 995 €</b>	<b>13 097 279 €</b>	<b>10 128 734 €</b>	<b>71 531 €</b>	<b>59 709 €</b>	<b>35 730 805 €</b>	<b>32 750 439 €</b>	
Formation initiale et continue								
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 032 781 €	450 384 €			1 483 165 €	1 573 720 €		
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 802 211 €	741 240 €	801 256 €	71 531 €	16 614 982 €	16 663 176 €		
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 727 003 €	11 905 654 €	8 786 539 €		17 632 658 €	14 513 543 €		
D105 - Bibliothèques et documentation	5 397 934 €				5 397 934 €	5 397 934 €		
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 421 221 €	2 093 925 €	1 917 502 €	1 885 264 €	7 400 410 €	6 263 716 €		
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 688 502 €	403 346 €	393 257 €	59 437 €	3 151 286 €	3 139 039 €		
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 331 801 €	1 199 319 €	1 130 101 €	1 515 359 €	7 046 478 €	6 393 097 €		
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 719 538 €	356 729 €	343 285 €	725 722 €	2 801 990 €	2 168 808 €		
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 757 829 €	1 225 390 €	1 180 047 €	169 088 €	9 152 308 €	9 086 557 €		
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 758 705 €	901 669 €	1 045 735 €	528 797 €	4 189 171 €	4 166 953 €		
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 849 302 €	813 221 €	516 937 €	88 122 €	3 750 645 €	3 504 086 €		
D114 - Immobilier	1 341 020 €	6 964 832 €	8 322 212 €	2 356 205 €	10 662 058 €	11 321 119 €		
D115 - Pilotage et support	49 618 081 €	5 386 815 €	5 127 651 €	876 488 €	55 881 383 €	54 982 404 €		
Étudiants	<b>839 836 €</b>	<b>667 162 €</b>	<b>661 377 €</b>	<b>33 071 €</b>	<b>1 540 069 €</b>	<b>1 534 283 €</b>		
D201 - Aides directes aux étudiants	52 750 €	520 841 €	515 197 €		573 591 €	567 947 €		
D202 - Aides indirectes		194 €	194 €		194 €	194 €		
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	787 089 €	146 127 €	145 985 €	33 071 €	966 284 €	966 142 €		
<b>Total</b>	<b>105 285 765 €</b>	<b>33 109 688 €</b>	<b>30 766 836 €</b>	<b>8 309 085 €</b>	<b>4 652 456 €</b>	<b>140 708 436 €</b>		
						<b>694 853 €</b>		
					<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>			

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	122 179 158 €					183 750 €				122 362 908 €
Droits d'inscription					582 548 €					582 548 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					109 204 €					109 204 €
Taxe d'apprentissage					77 353 €					77 353 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 049 543 €				79 664 €	1 129 208 €
Valorisation					18 393 €					18 393 €
ANR investissements d'avenir				57 880 €					3 003 141 €	3 061 021 €
ANR hors investissements d'avenir				953 591 €					3 937 895 €	4 891 486 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 500 €					256 547 €	261 047 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									1 022 423 €	1 022 423 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		11 000 €		1 554 258 €	117 786 €	394 500 €			433 658 €	2 511 202 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					4 895 €				831 987 €	836 882 €
Autres recettes			105 427 €		4 153 890 €				280 296 €	4 539 613 €
<b>Total</b>	<b>122 179 158 €</b>	<b>11 000 €</b>	<b>105 427 €</b>	<b>2 570 229 €</b>	<b>6 113 613 €</b>	<b>578 250 €</b>	<b>8 653 664 €</b>	<b>1 191 947 €</b>	<b>141 403 289 €</b>	



Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
Subvention pour charges de service public	960 575 €										960 575 €
Droits d'inscription											0 €
Formation continue, diplômes propres et VAE											0 €
Taxe d'apprentissage											0 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR											0 €
Valorisation											0 €
ANR investissements d'avenir							10 000 €				10 000 €
ANR hors investissements d'avenir											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				96 860 €							96 860 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs											0 €
Autres recettes					11 476 €						11 476 €
<b>Total</b>	<b>960 575 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>96 860 €</b>	<b>11 476 €</b>	<b>0 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 078 911 €</b>

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire, recettes à mentionner.

## 5.4. Annexe 4 : tableau des équilibres financiers

### 5.4.1. Tableau d'équilibre financier établissement

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
Solde budgétaire (déficit) *		6 491 015 €	9 779 451 €	11 546 789 €		4 051 555 €				688 203 €
dont solde budgétaire budget principal										
dont solde budgétaire budget du SAIC										
dont solde budgétaire FU										
dont solde budgétaire BAI										
dont solde budgétaire SIE										
Cautions résidences étudiantes	180 028 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	162 805 €	178 649 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	193 664 €
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 350 173 €	4 778 760 €	4 962 666 €	4 962 666 €	4 359 519 €	3 741 330 €	4 480 760 €	4 262 666 €	4 262 666 €	4 345 262 €
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-145 743 €	0 €	0 €	0 €	-60 456 €	647 852 €	0 €	0 €	0 €	266 333 €
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	4 384 458 €	11 464 775 €	14 937 117 €	16 704 425 €	4 481 669 €	8 619 386 €	4 685 760 €	4 457 666 €	4 457 666 €	5 473 462 €
<b>Variation de trésorerie</b>	4 234 928 €				991 594 €	6 779 015 €	10 479 451 €	12 246 759 €		
dont Abondement de la trésorerie fléchée	2 383 750 €				775 779 €					
dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)	1 851 178 €				215 814 €					
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	8 619 386 €	11 464 775 €	14 937 117 €	16 704 425 €	5 473 462 €	8 619 386 €	11 464 775 €	14 937 117 €	16 704 425 €	5 473 462 €

### 5.4.2. Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)						Financements (couverture des besoins)					
	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022		BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	
Solde budgétaire (déficit) *		6 435 256 €	9 730 508 €	11 497 816 €						694 853 €	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal											dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC											dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire FU											dont solde budgétaire FU
dont solde budgétaire BAI											dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE											dont solde budgétaire SIE (BDL)
Cautions résidences étudiantes	180 028 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	182 805 €		195 000 €	195 000 €	195 000 €	193 664 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 267 545 €	4 688 760 €	4 872 666 €	4 872 666 €	4 278 521 €		4 390 760 €	4 197 666 €	4 197 666 €	4 271 546 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-111 265 €				-80 456 €					260 070 €	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>4 336 308 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>16 565 482 €</b>	<b>4 400 871 €</b>		<b>4 585 760 €</b>	<b>4 392 666 €</b>	<b>4 392 666 €</b>	<b>5 420 133 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>4 232 656 €</b>				<b>1 019 263 €</b>		<b>6 793 256 €</b>	<b>10 405 508 €</b>	<b>12 172 816 €</b>		<b>Variation de trésorerie</b>
dont Abonnement de la trésorerie fléchée	2 387 122 €				801 131 €		3 280 165 €	2 481 961 €	2 481 961 €		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont Abonnement de la trésorerie disponible (non fléchée)	1 845 534 €				218 131 €		3 513 071 €	7 923 547 €	9 690 655 €		dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>8 568 964 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>16 565 482 €</b>	<b>5 420 133 €</b>		<b>11 379 016 €</b>	<b>14 798 174 €</b>	<b>16 565 482 €</b>	<b>5 420 133 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

### 5.4.3. Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)						Financements (couverture des besoins)					
	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022		BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	
	14 764 €		48 943 €	48 943 €	26 650 €		4 241 €				
Soie budgétaire (déficit)											Soie budgétaire (excédent)
dont soie budgétaire budget principal											dont soie budgétaire budget principal
dont soie budgétaire budget du SAIC											dont soie budgétaire budget du SAIC
dont soie budgétaire FU											dont soie budgétaire FU
dont soie budgétaire BAI											dont soie budgétaire BAI
dont soie budgétaire SIE											dont soie budgétaire SIE (BDL)
Remboursements d'emprunts											Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	82 628 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	80 998 €		100 000 €	65 000 €	65 000 €	73 716 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-34 478 €									6 263 €	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>62 914 €</b>	<b>90 000 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>107 648 €</b>		<b>104 241 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>79 979 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>2 272 €</b>	<b>14 241 €</b>						<b>73 943 €</b>	<b>73 943 €</b>	<b>27 889 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée							7 500 €	40 000 €	40 000 €	25 352 €	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)	5 644 €	21 741 €						33 943 €	33 943 €	2 317 €	dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>65 186 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>107 648 €</b>		<b>104 241 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>138 943 €</b>	<b>107 648 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 5.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

### 5.5.1. Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

**Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)**

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	36 000 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	2 823 096 €	2 792 998 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	565 178 €	565 178 €
Retraite additionnelle de la fonction publique	C47311	RAFPP	14 858 €	15 499 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	920 387 €	920 387 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 359 519 €</b>	<b>4 345 263 €</b>

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements de TVA car la TVA décaissée, correspondant à la TVA déductible sur les dépenses est plus importante que la TVA collectée.

## 5.5.2. Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 4671	AMI	36 000 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	2 742 098 €	2 719 282 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	565 178 €	565 178 €
Retraite supplémentaire de la fonction publique	C47311	RAFP	14 858 €	15 499 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	920 387 €	920 387 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 278 521 €</b>	<b>4 271 546 €</b>

## 5.5.3. Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI		
TVA	C 445	TVA	80 998 €	73 716 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL		
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements		
<b>TOTAL</b>			<b>80 998 €</b>	<b>73 716 €</b>

## 5.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

### 5.6.1. Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale Etablissement (ENS de Lyon+EDU)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION											
Compte de résultat prévisionnel											
	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	PRODUITS	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
Personnel	98 704 637 €	101 792 021 €	103 782 816 €	106 403 377 €	104 170 321 €	Subventions de l'Etat	120 123 179 €	121 505 322 €	121 647 279 €	121 647 279 €	123 544 869 €
dont charges de pensions civiles*	20 858 673 €	30 033 200 €	30 307 228 €	30 307 228 €	31 027 331 €	Fiscalité affectée	141 031 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	105 627 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	41 048 749 €	43 663 228 €	47 376 786 €	47 443 333 €	44 497 743 €	Autres subventions	10 700 207 €	11 077 561 €	11 887 553 €	11 887 553 €	11 792 051 €
						Autres produits	11 653 253 €	14 715 688 €	14 852 969 €	14 852 969 €	12 412 448 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>139 733 404 €</b>	<b>146 455 249 €</b>	<b>151 079 602 €</b>	<b>152 846 910 €</b>	<b>148 688 284 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>142 617 663 €</b>	<b>147 438 571 €</b>	<b>148 527 801 €</b>	<b>148 527 801 €</b>	<b>147 854 788 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 864 259 €	1 964 322 €	-2 551 601 €	-4 319 109 €	-813 475 €	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	-2 551 601 €	-4 319 109 €	-813 475 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>142 617 663 €</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>151 079 602 €</b>	<b>152 846 910 €</b>	<b>148 688 284 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>142 617 663 €</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>148 527 801 €</b>	<b>148 527 801 €</b>	<b>147 041 314 €</b>
* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant des contributions et employeurs au CAS Pensions.											
Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)											
Résultat prévisionnel de l'exercice	2 864 259 €	1 964 322 €	-2 551 601 €	-4 319 109 €	-813 475 €						
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 165 650 €	8 198 723 €	8 852 489 €	8 852 489 €	9 319 748 €						
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 136 339 €	5 445 506 €	5 536 966 €	5 536 966 €	5 963 238 €						
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €						
- produits de cession d'éléments d'actifs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €						
- rattachement des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €						
<b>= CAF*</b>	<b>5 893 570 €</b>	<b>4 735 539 €</b>	<b>763 722 €</b>	<b>-1 003 586 €</b>	<b>2 543 033 €</b>						
* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement											
Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés											
	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	RESSOURCES	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
Insuffisance d'autofinancement*	0 €	0 €	0 €	1 003 586 €	0 €	Capacité d'autofinancement*	5 893 569 €	4 735 539 €	763 722 €	0 €	2 543 033 €
Investissements	7 055 661 €	11 429 368 €	10 690 736 €	10 690 736 €	4 850 033 €	Financement de l'actif partiel	1 251 €	0 €	0 €	0 €	0 €
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 408 241 €	2 621 793 €	3 346 316 €	3 346 316 €	741 906 €
Remboursement des dettes financières	182 036 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	182 980 €	Autres ressources	29 420 €	428 500 €	630 639 €	630 639 €	198 633 €
						Augmentation des dettes financières	189 024 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	193 939 €
Niveau de la trésorerie						Variation des stocks (comptes 38 et 49)	-39 109 €	0 €	0 €	0 €	-34 582 €
						Variation dépréciation de créances	-33 624 €	0 €	0 €	0 €	173 729 €
						Produits divers de gestion courante	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>7 235 596 €</b>	<b>11 623 368 €</b>	<b>10 881 736 €</b>	<b>11 686 322 €</b>	<b>5 033 013 €</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 519 305 €</b>	<b>7 978 822 €</b>	<b>4 955 942 €</b>	<b>4 172 226 €</b>	<b>3 514 795 €</b>
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	280 709 €					Diminution du fonds de roulement (8) = (6)-(5)		3 644 566 €	5 895 794 €	7 723 102 €	1 218 254 €
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT											
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION	280 709 €	-3 644 566 €	-5 965 794 €	-7 723 102 €	-1 218 254 €						
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-3 964 219 €	3 104 449 €	4 523 657 €	4 523 657 €	-2 209 948 €						
Variation de la TRÉSORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	4 234 928 €	-6 779 015 €	-10 479 451 €	-12 249 759 €	991 594 €						
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	21 716 042 €	16 238 079 €	15 760 248 €	13 902 940 €	20 497 788 €						
Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-11 470 112 €	-5 417 389 €	-6 946 455 €	-8 946 455 €	-13 679 960 €						
Niveau de la TRÉSORERIE	33 186 154 €	21 655 448 €	22 706 793 €	20 939 395 €	34 177 747 €						

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 5.6.2. Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 - Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	PRODUITS	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>CHARGES</b>											
Personnel	98 686 157 €	101 771 021 €	103 638 316 €	105 339 077 €	104 113 405 €	Subventions de l'Etat	119 159 254 €	120 531 146 €	120 686 150 €	120 686 150 €	122 584 288 €
dont charges de pensions civiles*	29 858 873 €	30 033 200 €	30 397 229 €	30 397 229 €	31 027 331 €	Fiscalité affectée	141 031 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	105 427 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	40 018 291 €	42 590 381 €	46 331 536 €	46 339 083 €	43 450 116 €	Autres subventions	10 611 461 €	10 974 061 €	11 793 103 €	11 793 103 €	11 661 702 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>138 866 447 €</b>	<b>144 361 402 €</b>	<b>149 969 862 €</b>	<b>151 737 160 €</b>	<b>147 663 521 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>141 590 706 €</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>147 418 051 €</b>	<b>147 418 051 €</b>	<b>146 750 047 €</b>
Résultat prévisionnel / bénéfice (3) = (2) - (1)	2 864 259 €	1 984 322 €	-2 551 801 €	-4 319 109 €	-813 475 €	Résultat prévisionnel / déficit (3) = (2) - (1)	-2 551 801 €	-2 551 801 €	-4 319 109 €	-4 319 109 €	-813 475 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>141 590 706 €</b>	<b>146 346 724 €</b>	<b>149 969 862 €</b>	<b>151 737 160 €</b>	<b>147 663 521 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>141 590 706 €</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>144 866 290 €</b>	<b>143 098 942 €</b>	<b>146 936 572 €</b>

\* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice bénéfice (3)</b>	<b>2 864 259 €</b>	<b>1 984 322 €</b>	<b>-2 551 801 €</b>	<b>-4 319 109 €</b>	<b>-813 475 €</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 137 221 €	8 162 611 €	8 828 474 €	8 828 474 €	9 293 171 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 133 158 €	5 443 135 €	5 534 595 €	5 534 595 €	5 960 867 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs					
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice					
<b>= CAF *</b>	<b>5 868 321 €</b>	<b>4 703 798 €</b>	<b>742 078 €</b>	<b>-1 025 230 €</b>	<b>2 618 839 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>EMPLOIS</b>					
Insuffisance d'autofinancement	5 868 321 €	4 703 798 €	742 078 €	1 025 230 €	2 618 839 €
Investissements	7 008 178 €	11 415 388 €	10 666 149 €	10 666 149 €	4 820 812 €
Remboursement des dettes financières	162 936 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	162 936 €
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)+(5)	286 477 €	11 608 398 €	10 861 149 €	11 588 378 €	5 003 792 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (6)</b>	<b>7 161 114 €</b>	<b>11 608 398 €</b>	<b>10 861 149 €</b>	<b>11 588 378 €</b>	<b>5 003 792 €</b>
<b>RESSOURCES</b>					
Capacité d'autofinancement	5 868 321 €	4 703 798 €	742 078 €	1 025 230 €	2 618 839 €
Financement de l'actif par l'Etat	1 251 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 486 241 €	2 621 793 €	3 346 381 €	3 346 381 €	741 106 €
Autres ressources	29 426 €	426 500 €	630 639 €	630 639 €	196 833 €
Augmentation des dettes financières	161 557 €	195 000 €	195 000 €	195 000 €	161 557 €
Variation des stocks	-39 109 €				-34 882 €
Variation dépréciation de créances	-33 624 €				173 729 €
Produits divers de gestion courante	-17 487 €				
<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 476 650 €</b>	<b>7 947 081 €</b>	<b>5 946 851 €</b>	<b>4 172 220 €</b>	<b>3 760 553 €</b>
<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (6)-(9)</b>	<b>3 661 307 €</b>	<b>3 661 307 €</b>	<b>5 946 851 €</b>	<b>7 714 159 €</b>	<b>1 213 237 €</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Exécution 2021	BI 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION</b>					
Variation du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	286 477 €	-3 661 307 €	-5 946 851 €	-7 714 159 €	-1 213 237 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	3 947 179 €	3 131 949 €	4 458 857 €	4 458 857 €	-2 232 509 €
Niveau de FONDS DE ROULEMENT	4 232 656 €	-6 793 256 €	-10 405 508 €	-12 172 816 €	1 019 263 €
Niveau de BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	21 473 259 €	15 909 581 €	15 526 408 €	13 759 100 €	20 260 022 €
Niveau de la TRESORERIE	-11 469 202 €	-5 411 371 €	-7 010 945 €	-7 010 945 €	-13 701 702 €
Niveau de la TRESORERIE	32 942 461 €	21 440 952 €	22 536 953 €	20 769 645 €	33 961 724 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

### 5.6.3. Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION											
Compte de résultat prévisionnel											
	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022	PRODUITS	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
Personnel	36 500 €	21 000 €	64 500 €	64 500 €	57 116 €	Subventions de l'Etat	965 919 €	975 176 €	961 126 €	961 126 €	960 575 €
dont charges de pensions civiles*						Fiscalité affectée					
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 030 458 €	1 072 847 €	1 045 250 €	1 045 250 €	1 047 628 €	Autres subventions	88 746 €	103 500 €	94 450 €	94 450 €	130 349 €
						Autres produits	14 292 €	15 171 €	54 171 €	54 171 €	13 818 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1 066 957 €</b>	<b>1 083 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 104 742 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 066 957 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 104 742 €</b>
Résultat prévisionnel / bénéfice (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	Résultat prévisionnel / déficit (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 066 957 €</b>	<b>1 083 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 104 742 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>1 066 957 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 109 750 €</b>	<b>1 104 742 €</b>

\* Il s'agit de 5 sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'auto-financement (CAF)

	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
+ dotations (3) au profit (4)	28 429 €	34 112 €	24 015 €	24 015 €	26 974 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 181 €	2 371 €	2 371 €	2 371 €	2 371 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs					
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice					
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>25 248 €</b>	<b>31 741 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>24 204 €</b>

\* capacité d'auto-financement ou insuffisance d'auto-financement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>EMPLOIS</b>					
Insuffisance d'auto-financement*					
Investissements	47 483 €	15 000 €	30 587 €	30 587 €	29 220 €
Remboursement des dettes financières					
Augmentation des dettes financières					
Variation des stocks (comptes 39 et 49)					
Variation de participation de éléments					
Produits divers de gestion courante	17 467 €				
<b>TOTAL DES EMPLOIS (6)</b>	<b>47 483 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>30 587 €</b>	<b>29 220 €</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6) - (5)</b>	<b>16 741 €</b>	<b>16 741 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>5 017 €</b>
<b>RESSOURCES</b>					
Capacité d'auto-financement*	25 248 €	31 741 €	21 644 €	21 644 €	24 204 €
Financement de l'Etat					
Financement de l'Etat par des liens autres que l'Etat					
Autres ressources					
Augmentation des dettes financières					
Variation des stocks (comptes 39 et 49)					
Variation de participation de éléments					
Produits divers de gestion courante	17 467 €				
<b>TOTAL DES RESSOURCES (8)</b>	<b>42 715 €</b>	<b>31 741 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>21 644 €</b>	<b>24 204 €</b>
<b>Diminution du fonds de roulement (9) = (8) - (7)</b>	<b>4 768 €</b>	<b>4 768 €</b>	<b>8 943 €</b>	<b>8 943 €</b>	<b>5 017 €</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Exécution 2021	BR 2022	BR 2022	BR 2022 n°2	Exécution 2022
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION</b>	<b>-4 768 €</b>	<b>16 741 €</b>	<b>-8 943 €</b>	<b>-8 943 €</b>	<b>-5 017 €</b>
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-7 940 €	2 500 €	65 000 €	65 000 €	22 862 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	2 272 €	14 241 €	-73 943 €	-73 943 €	-27 960 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	242 793 €	238 498 €	233 840 €	233 840 €	237 766 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-910 €	24 002 €	64 000 €	64 000 €	21 742 €
Niveau de la TRESORERIE	243 693 €	214 496 €	169 750 €	169 750 €	216 024 €

\* montant issu du tableau "Équilibre financier"

## 5.7. Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Plan de trésorerie  
Tableau présentant le plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	33 186 154 €	61 963 311 €	44 442 338 €	35 374 223 €	54 497 131 €	46 195 954 €	35 435 812 €	74 531 521 €	57 511 113 €	47 016 549 €	45 837 955 €	43 707 135 €	
<i>dont placements</i>	0												
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>A1. Recettes budgétaires globales/isées</b>	20 897 €	30 220 927 €	927 421 €	31 709 342 €	950 297 €	507 124 €	42 476 446 €	324 489 €	1 180 889 €	575 942 €	18 737 077 €	4 417 487 €	132 048 338 €
Subvention pour charges de service public	0 €	28 730 058 €	0 €	30 937 436 €	0 €	0 €	41 481 819 €	0 €	886 092 €	0 €	17 754 002 €	2 350 326 €	123 139 733 €
Autres financements de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	10 000 €	1 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Fiscalité affectée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 427 €
Autres financements publics	0 €	1 750 €	289 128 €	303 636 €	503 900 €	69 896 €	640 125 €	47 700 €	128 691 €	190 266 €	149 054 €	342 934 €	2 667 089 €
Recettes propres	20 897 €	489 119 €	638 293 €	468 271 €	436 397 €	436 228 €	249 075 €	278 789 €	166 106 €	385 676 €	834 011 €	1 724 227 €	6 125 089 €
<b>A2. Recettes budgétaires flechées</b>	0 €	127 636 €	1 921 399 €	807 180 €	509 071 €	759 790 €	1 414 602 €	29 889 €	-167 993 €	2 621 176 €	705 226 €	1 705 877 €	10 433 861 €
Financements de l'Etat flechés	0 €	0 €	130 000 €	0 €	0 €	0 €	116 250 €	0 €	0 €	44 500 €	60 000 €	227 500 €	578 250 €
Autres financements publics flechés	0 €	97 095 €	1 620 520 €	772 950 €	178 408 €	605 528 €	1 154 556 €	0 €	-217 053 €	2 506 624 €	565 648 €	1 380 392 €	8 663 664 €
Recettes propres flechées	0 €	30 541 €	170 880 €	34 230 €	330 668 €	154 262 €	143 796 €	29 889 €	49 061 €	71 052 €	79 578 €	97 985 €	1 191 947 €
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	30 862 065 €	-28 168 550 €	492 138 €	-1 661 784 €	716 111 €	503 524 €	-415 076 €	2 290 384 €	623 775 €	-968 232 €	708 785 €	-197 882 €	4 805 259 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	8 989 €	2 131 €	1 420 €	0 €	1 039 €	342 €	0 €	119 722 €	56 540 €	1 828 €	2 648 €	5 €	193 664 €
Opérations gérées en compte de tiers (encaissements de l'exercices) hors TVA	559 098 €	6 451 €	21 765 €	5 136 €	38 644 €	72 890 €	151 €	242 €	370 €	112 653 €	124 565 €	610 299 €	1 562 264 €
TVA encasée	0 €	998 006 €	49 951 €	30 665 €	522 498 €	48 618 €	22 124 €	425 107 €	32 323 €	16 177 €	575 427 €	81 103 €	2 792 998 €
Autres encaissements sur comptes de tiers	30 313 979 €	-28 166 136 €	419 001 €	-1 667 585 €	163 932 €	381 674 €	-457 351 €	1 746 313 €	534 542 €	-1 098 890 €	6 145 €	-889 289 €	266 533 €
<b>A. TOTAL</b>	30 902 902 €	2 180 013 €	3 340 958 €	2 180 013 €	2 175 479 €	1 770 438 €	43 475 972 €	2 644 772 €	1 638 671 €	2 228 886 €	20 151 088 €	5 925 481 €	147 287 459 €
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>B1. Enveloppes hors recettes flechées</b>	1 599 868 €	2 381 016 €	19 742 238 €	10 777 928 €	9 312 085 €	9 678 815 €	12 384 156 €	1 342 066 €	20 307 506 €	10 826 802 €	12 050 543 €	21 755 852 €	132 155 914 €
Personnel	20 288 €	19 646 €	15 975 980 €	8 154 945 €	7 893 686 €	7 930 456 €	8 462 241 €	0 €	17 047 485 €	7 927 011 €	9 178 170 €	17 458 246 €	100 068 135 €
Fonctionnement	1 428 216 €	2 145 020 €	3 468 909 €	2 443 200 €	1 292 416 €	1 670 376 €	3 647 391 €	1 263 021 €	2 823 605 €	2 758 844 €	2 659 605 €	3 563 315 €	29 143 918 €
Intervention	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement	150 363 €	216 349 €	307 349 €	179 783 €	125 993 €	77 983 €	274 923 €	79 045 €	438 416 €	141 007 €	212 768 €	742 291 €	2 943 862 €
<b>B2. Dépenses sur recettes flechées</b>	109 606 €	82 339 €	1 136 322 €	931 251 €	939 629 €	948 808 €	784 903 €	93 190 €	1 147 583 €	721 741 €	1 150 109 €	1 612 612 €	9 668 082 €
Personnel	0 €	0 €	858 272 €	455 187 €	411 439 €	420 453 €	453 235 €	0 €	833 390 €	381 647 €	471 164 €	1 015 325 €	6 279 112 €
Fonctionnement	76 051 €	78 309 €	216 137 €	172 076 €	373 388 €	389 658 €	281 119 €	44 617 €	183 862 €	324 282 €	282 628 €	219 033 €	2 641 158 €
Intervention	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement	38 555 €	4 029 €	61 915 €	303 988 €	164 796 €	129 696 €	59 549 €	48 572 €	130 331 €	45 812 €	398 319 €	378 254 €	1 737 819 €
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	417 330 €	17 237 632 €	-9 469 487 €	22 652 €	224 971 €	1 902 957 €	-8 788 795 €	19 220 924 €	-9 323 654 €	-8 141 123 €	9 081 256 €	-7 911 596 €	4 481 809 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	5 379 €	9 012 €	4 918 €	6 939 €	26 694 €	50 009 €	69 725 €	6 972 €	1 296 €	1 454 €	804 €	0 €	182 805 €
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercices) hors TVA	0 €	10 800 €	1 500 €	3 200 €	6 400 €	102 414 €	321 377 €	0 €	1 200 €	282 234 €	125 765 €	681 435 €	1 536 424 €
TVA décaisée	167 310 €	176 360 €	255 019 €	251 783 €	138 469 €	149 678 €	343 377 €	34 309 €	227 123 €	242 989 €	346 546 €	480 133 €	2 823 096 €
Autres décaissements sur comptes de tiers	244 642 €	17 039 460 €	-8 729 024 €	-238 870 €	53 408 €	1 600 856 €	-9 523 274 €	18 188 639 €	-9 553 973 €	-9 687 800 €	8 008 142 €	-9 083 162 €	-60 456 €
<b>B. TOTAL</b>	2 125 804 €	19 700 997 €	12 409 073 €	11 731 930 €	10 476 656 €	12 530 679 €	4 380 264 €	19 665 180 €	12 131 235 €	3 407 480 €	22 281 908 €	15 454 869 €	146 295 865 €
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	28 777 198 €	-17 520 974 €	-9 068 115 €	-10 760 142 €	-8 301 177 €	-10 760 142 €	39 095 708 €	-17 020 407 €	-10 480 564 €	-1 178 594 €	-2 130 820 €	-9 529 387 €	991 594 €
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	61 963 311 €	44 442 338 €	35 374 223 €	54 497 131 €	46 195 954 €	35 435 812 €	74 531 521 €	57 511 113 €	47 016 549 €	45 837 955 €	43 707 135 €	34 177 747 €	34 177 747 €
<i>dont Trésorerie sur des non budgétaires = A3 B3</i>													323 391 €

## 5.8. Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \*

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		7 739 016 €	775 779 €	-1 270 871 €	-2 324 024 €
<b>Recettes fléchées (b)</b>	30 071 164 €	10 433 861 €	10 621 723 €	6 747 485 €	5 616 030 €
Financements de l'État fléchés	751 924 €	578 250 €	177 112 €	139 062 €	70 982 €
Autres financements publics fléchés	24 989 485 €	8 665 664 €	9 834 985 €	6 538 423 €	5 510 089 €
Recettes propres fléchées	4 329 755 €	1 191 947 €	609 657 €	70 000 €	35 000 €
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	22 332 149 €	9 658 082 €	11 892 594 €	9 071 509 €	4 621 557 €
Personnel					
AE=CP	12 173 544 €	5 279 112 €	5 941 171 €	5 038 741 €	2 845 035 €
Fonctionnement et intervention					
AE	6 106 915 €	2 750 026 €	3 473 373 €	3 483 533 €	1 724 470 €
CP	5 915 700 €	2 641 155 €	3 478 941 €	3 514 970 €	1 734 522 €
Investissement					
AE	5 036 687 €	3 308 542 €	1 183 092 €	514 989 €	29 000 €
CP	4 242 905 €	1 737 815 €	2 471 482 €	517 799 €	42 000 €
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	7 739 016 €	775 779 €	-1 270 871 €	-2 324 024 €	984 473 €

X repris au tableau "Equilibre financier" en (a)



**B - Recettes**

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Montant	Financements extérieurs		Relates à encaissier
				Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	
Contrats ANR commençant en 2014	(1) 361 159 €	(14) 0 €	(15)=(1)+(14) 361 159 €	(16) 288 360 €	(17) 70 188 €	(18)=(15)-(16)-(17) 2 071 €
Contrats ANR commençant en 2015	609 482 €	0 €	609 482 €	509 268 €	97 236 €	2 984 €
Contrats ANR commençant en 2016	772 114 €	0 €	772 114 €	817 693 €	78 356 €	76 062 €
Contrats ANR commençant en 2017	971 395 €	0 €	971 395 €	77 113 €	77 298 €	117 014 €
Contrats ANR commençant en 2018	2 309 738 €	0 €	2 309 738 €	2 048 292 €	27 622 €	323 422 €
Contrats ANR commençant en 2019	1 712 849 €	0 €	1 712 849 €	1 228 537 €	467 384 €	15 354 €
Contrats ANR commençant en 2020	3 315 036 €	0 €	3 315 036 €	1 803 221 €	807 119 €	572 696 €
Contrats ANR commençant en 2021	5 696 895 €	0 €	5 696 895 €	1 743 943 €	1 035 089 €	3 119 962 €
Contrats ANR commençant en 2022	2 185 138 €	0 €	2 185 138 €	0 €	597 527 €	1 617 611 €
Contrats ANR commençant en 2023	3 553 472 €	0 €	3 553 472 €	0 €	593 197 €	2 970 215 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2018	4 146 195 €	0 €	4 146 195 €	2 925 841 €	354 689 €	865 654 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2019	1 129 968 €	0 €	1 129 968 €	371 987 €	469 538 €	288 443 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2020	688 996 €	0 €	688 996 €	346 041 €	337 493 €	5 462 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2021	7 198 324 €	0 €	7 198 324 €	200 848 €	1 358 998 €	5 638 478 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2022	3 621 613 €	0 €	3 621 613 €	0 €	612 413 €	3 009 200 €
Contrats Européens commençant en 2015	332 379 €	0 €	332 379 €	329 861 €	0 €	2 518 €
Contrats Européens commençant en 2016	403 634 €	0 €	403 634 €	195 076 €	0 €	208 558 €
Contrats Européens commençant en 2017	2 496 243 €	0 €	2 496 243 €	2 046 253 €	37 492 €	412 498 €
Contrats Européens commençant en 2018	7 823 457 €	0 €	7 823 457 €	1 405 917 €	318 232 €	6 099 308 €
Contrats Européens commençant en 2019	772 083 €	0 €	772 083 €	424 414 €	0 €	347 669 €
Contrats Européens commençant en 2020	1 908 370 €	0 €	1 908 370 €	966 284 €	0 €	942 108 €
Contrats Européens commençant en 2021	6 161 265 €	0 €	6 161 265 €	2 521 758 €	180 090 €	3 459 417 €
Contrats Européens commençant en 2022	1 228 434 €	0 €	1 228 434 €	455 370 €	0 €	774 064 €
Contrats Région commençant en 2017	229 000 €	0 €	229 000 €	46 500 €	10 332 €	172 168 €
Contrats Région commençant en 2018	826 033 €	0 €	826 033 €	166 792 €	11 964 €	647 278 €
Contrats Région commençant en 2019	1 070 117 €	0 €	1 070 117 €	138 231 €	108 751 €	823 135 €
Contrats Région commençant en 2020	281 809 €	0 €	281 809 €	3 371 €	12 000 €	266 438 €
Contrats Région commençant en 2021	192 973 €	0 €	192 973 €	0 €	23 357 €	169 616 €
Contrats Région commençant en 2022	178 011 €	0 €	178 011 €	0 €	0 €	178 011 €
Contrats Fondations commençant en 2016	311 422 €	0 €	311 422 €	280 279 €	27 518 €	3 625 €
Contrats Fondations commençant en 2018	1 892 449 €	0 €	1 892 449 €	1 209 708 €	682 740 €	0 €
Contrats Fondations commençant en 2019	1 254 660 €	0 €	1 254 660 €	591 688 €	299 924 €	363 037 €
Contrats Fondations commençant en 2020	1 775 782 €	0 €	1 775 782 €	1 520 337 €	253 855 €	1 570 €
Contrats Fondations commençant en 2021	597 300 €	0 €	597 300 €	297 100 €	89 850 €	210 350 €
Contrats Fondations commençant en 2022	149 146 €	0 €	149 146 €	60 840 €	0 €	88 306 €
Contrats Elit "IUF"	825 000 €	0 €	825 000 €	375 000 €	123 750 €	326 250 €
Autres : contrats de prestation de recherche	655 885 €	0 €	655 885 €	384 312 €	70 664 €	211 910 €
Autres subventions publiques : organismes et collectivités	4 109 936 €	0 €	4 109 936 €	2 057 484 €	842 576 €	1 209 876 €
Autofinancement	988 027 €	988 027 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>75 004 742 €</b>	<b>988 027 €</b>	<b>74 036 715 €</b>	<b>27 803 230 €</b>	<b>9 988 427 €</b>	<b>36 246 089 €</b>
CDSN 2019-2022	11 372 424 €	0 €	11 372 424 €	8 845 219 €	2 527 205 €	0 €
CDSN 2020-2023	10 554 264 €	0 €	10 554 264 €	4 690 784 €	3 518 088 €	2 345 392 €
CDSN 2021-2024	11 953 038 €	0 €	11 953 038 €	1 328 115 €	3 984 348 €	6 840 577 €
CDSN 2022-2025	12 765 204 €	0 €	12 765 204 €	0 €	1 328 115 €	11 437 089 €
Contrats Région commençant en 2017	40 000 €	0 €	40 000 €	12 000 €	5 834 €	22 166 €
Contrats Région commençant en 2018	24 000 €	0 €	24 000 €	0 €	0 €	24 000 €
Contrats Région commençant en 2019	69 500 €	0 €	69 500 €	3 000 €	45 058 €	20 502 €
Contrats Région commençant en 2020	105 000 €	0 €	105 000 €	0 €	38 319 €	66 681 €
Contrats Région commençant en 2021	70 000 €	0 €	70 000 €	0 €	0 €	70 000 €
Contrats Région commençant en 2022	22 000 €	0 €	22 000 €	0 €	0 €	22 000 €
Contrats Européens commençant en 2012	1 703 860 €	0 €	1 703 860 €	1 703 860 €	0 €	0 €
Contrats Européens commençant en 2019	60 877 €	0 €	60 877 €	48 702 €	1 516 €	10 659 €
Contrats Européens commençant en 2020	76 856 €	0 €	76 856 €	65 607 €	0 €	11 249 €
Contrats Européens commençant en 2021	69 005 €	0 €	69 005 €	54 404 €	0 €	13 901 €
Contrats Européens commençant en 2022	37 155 €	0 €	37 155 €	0 €	29 274 €	7 881 €
Autres subventions publiques	5 348 223 €	0 €	5 348 223 €	380 401 €	324 500 €	4 643 322 €
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>54 270 406 €</b>	<b>0 €</b>	<b>54 270 406 €</b>	<b>17 132 092 €</b>	<b>11 803 188 €</b>	<b>25 335 126 €</b>
Tauxes réhabilitation résidence étudiante site Descartes	7 334 646 €	7 334 646 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tauxes réhabilitation amphité et salles de cours	674 000 €	674 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tauxes étanchéité et réhabilitation BDL	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €	250 000 €	0 €
Tauxes aménagement sous-sol M6 - scoutes	1 100 000 €	850 000 €	250 000 €	0 €	250 000 €	0 €
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>10 308 646 €</b>	<b>10 058 646 €</b>	<b>250 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>250 000 €</b>	<b>0 €</b>
Loyer contrat de partenariat	29 741 954 €	0 €	29 741 954 €	5 421 045 €	1 455 203 €	22 865 706 €
<b>Total contrat de partenariat public-privé</b>	<b>29 741 954 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 741 954 €</b>	<b>5 421 045 €</b>	<b>1 455 203 €</b>	<b>22 865 706 €</b>
<b>Total</b>	<b>168 325 748 €</b>	<b>11 026 673 €</b>	<b>157 299 075 €</b>	<b>50 356 367 €</b>	<b>23 496 818 €</b>	<b>84 446 890 €</b>





## 5.12. Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

Unités		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT									
		Exécutions CP Unités Etablissement	CNRS	INRA	INRIA	INSERM	UCBL	LYON2	IEP	Autres établissements	
CHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Muséums Médiévaux UMR 5646 - L11	Fonctionnement	118 428 €	42 200 €				40 700 €			43 250 €	
	Personnel	1 700 €									
	Investissement	44 818 €	66 500 €				51 000 €			239 799 €	
EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600 - L12	Personnel	5 050 €									
	Fonctionnement	25 681 €	60 000 €			3 000 €	75 000 €			42 000 €	
	Investissement	11 600 €									
GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5824 - L13	Fonctionnement	19 586 €	31 000 €				68 500 €			29 000 €	
	Personnel	3 036 €									
	Investissement	35 278 €	29 500 €								
IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062 - L15	Personnel	5 400 €									
	Fonctionnement	24 086 €	30 000 €				65 000 €				
	Investissement	19 394 €									
ICAR Interactions, Coeurs, Apprentissages et Représentations UMR5191 - L16	Fonctionnement	8 800 €									
	Personnel	15 008 €	40 000 €				56 000 €			58 140 €	
	Investissement	4 200 €									
LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190 - L17	Fonctionnement	65 043 €	73 500 €				78 000 €			44 000 €	
	Personnel	5 400 €									
	Investissement	20 240 €	55 000 €				59 675 €			42 363 €	
HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189 - L21	Fonctionnement	5 074 €	120 000 €				48 000 €			63 450 €	
	Personnel	6 600 €									
	Investissement	114 741 €									
Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611 - L29	Fonctionnement	17 799 €									
	Personnel	19 042 €									
	Investissement	29 710 €									
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570 - S10	Fonctionnement	80 839 €	222 500 €				50 000 €				
	Personnel	17 604 €									
	Investissement	40 379 €	192 100 €				170 000 €			215 700 €	
CRAI Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574 - S11	Personnel	40 255 €									
	Fonctionnement	104 910 €	223 000 €				50 000 €				
	Investissement	28 645 €									
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239 - S60	Fonctionnement	104 291 €	180 000 €				25 000 €				
	Personnel	33 610 €									
	Investissement	67 442 €	69 250 €								
Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111 - UMR5308 - S61	Personnel	15 399 €									
	Fonctionnement	39 399 €	75 400 €	5 000 €			49 000 €				
	Investissement	14 000 €									
IGFL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242 - S62	Fonctionnement	174 229 €					33 000 €				
	Personnel	2 694 €									
	Investissement	61 947 €	174 500 €				32 500 €				
ROP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667 - S63	Fonctionnement	117 050 €									
	Personnel	71 687 €									
	Investissement	39 100 €					88 795 €				
UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669 - S70	Fonctionnement	31 471 €									
	Personnel										
	Investissement										
LP Laboratoire de Informatique du Parallélisme UMR5668 - S71	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
Laboratoire de Physique UMR 5672 - S80	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
Laboratoire de Chimie UMR 5182 - S81	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
FRE CRMV FRE 2034 - S82	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										

## 5.13. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			Exécution 2022	
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	38 635 032 €	
	2	Niveau initial du fonds de roulement	21 716 042 €	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-11 470 112 €	
	4	Niveau initial de la trésorerie	33 186 154 €	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée			
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	147 810 798 €	
	6	Résultat patrimonial	-813 475 €	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	2 543 033 €	
	8	Variation du fonds de roulement	-1 218 254 €	
	9	Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	10 859 €
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	+	10 859 €
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	139 148 €
		Variation des stocks	-	-34 582 €
		variation dépréciation de créances	+	173 729 €
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-2 036 464 €
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	348 090 €
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	2 384 554 €	
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		668 203 €
		12.a	Recettes budgétaires	142 482 199 €
12.b		Crédits de paiement consommés	141 813 997 €	
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-323 391 €	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		991 594 €	
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-2 209 848 €	
16	Restes à payer		5 996 801 €	
Stocks finaux	17	Niveau final de restes à payer	44 631 833 €	
	18	Niveau final du fonds de roulement	20 497 788 €	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-13 679 960 €	
	20	Niveau final de la trésorerie	34 177 748 €	
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		



Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPO) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE Phase 4

Année	2022		2021		Cumul au 30 septembre 2022		Cumul au 31 décembre 2022		écart BI 2022 / BI 2021	écart BI 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021				
	Phase	N° UAI	Libellé de l'établissement	Phase	N° UAI	Libellé de l'établissement	Exécution (décaissements) (5)	Exécution (décaissements) (5) / BI 2021				Exécution (décaissements) (5) / exécution 2021			
<p>Masses salariales Etat notifiées par la DGESIP :</p> <p>Masses salariales votées au budget initial (ou soumises au vote du CA) : <b>montant initial en AE-CP</b></p> <p>Masses salariales votées après dernier budget rectificatif : <b>montant initial en AE-CP</b></p> <p>N° DBM : 4</p>															
<p><b>Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.</b></p>															
Dépenses de personnel															
Emplois sous plafond 1	Titulaires	1	Enseignants et enseignants chercheurs	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
		2	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	81 503 868	81 169 011	55 758 078	18 790 595	43 479 469	82 362 745	85 046 418	858 877	1 491 529	4 175 202	2 853 751	4 175 202
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	3	dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0
		4	sous total titulaires	81 503 868	81 169 011	80 871 216	27 326 969	62 927 211	82 362 745	85 046 418	858 877	1 491 529	4 175 202	2 853 751	4 175 202
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	5	Enseignants et enseignants chercheurs	7 006 821	2 437 214	5 218 723	5 218 723	5 218 723	7 507 304	7 507 304	500 483	500 483	500 483	500 483	500 483
		6	dont ATER et doctorants contractuels	6 281 479	2 239 511	4 822 817	4 822 817	4 822 817	6 281 479	6 281 479	6 281 479	1 067 530	1 067 530	1 067 530	1 067 530
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	7	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	4 021 616	1 447 660	3 369 062	3 369 062	3 369 062	4 021 616	4 021 616	743 015	743 015	743 015	743 015	
		8	dont CDI	1 277 443	532 306	1 274 873	1 274 873	1 274 873	1 277 443	1 277 443	491 855	491 855	491 855	491 855	
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	9	sous total non titulaires	11 067 630	11 067 630	11 028 437	3 884 874	8 597 775	12 125 371	12 125 371	12 095 967	12 271 935	1 243 688	1 243 688	
		10	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)	92 401 151	92 236 641	91 899 653	31 211 843	71 514 986	94 488 116	97 142 365	97 175 703	2 086 965	2 588 463	5 242 732	2 588 463
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	11	Enseignants et enseignants chercheurs	4 242 474	1 333 236	2 910 495	2 910 495	2 910 495	4 242 474	4 242 474	180 016	180 016	180 016	180 016	
		12	dont CDI (uniquement EPSCP)	6 682 726	6 682 726	6 196 217	1 967 099	4 326 553	6 329 381	6 329 381	6 329 381	133 164	133 164	133 164	133 164
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	13	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	1 953 743	633 863	1 416 058	1 416 058	1 416 058	1 953 743	1 953 743	1 953 743	1 953 743	1 953 743	1 953 743	
		14	dont CDI (uniquement EPSCP)	6 682 726	6 682 726	6 196 217	1 967 099	4 326 553	6 329 381	6 329 381	6 329 381	133 164	133 164	133 164	
Emplois rémunérés (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires	15	Total non titulaires (plafond 2)	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
		16	Enseignants et enseignants chercheurs	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
Emplois rémunérés (emplois rémunérés par l'opérateur)	Non titulaires	17	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
		18	Enseignants et enseignants chercheurs	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
Emplois rémunérés (emplois rémunérés par l'opérateur)	Non titulaires	19	sous total non titulaires	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
		20	Total général (plafonds 1 et 2)	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	17 046 648	
Autres dépenses de personnel suivies dans OREMS (dommés paie OREMS en exécution)	Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	21	Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	98 550 516	98 919 367	98 095 870	33 178 942	75 844 591	100 817 497	103 471 794	103 446 566	2 665 981	2 721 627	5 375 924	
		22	dont CDI (uniquement EPSCP)	1 303 967	1 382 109	1 368 043	419 351	1 033 567	1 700 975	1 771 939	1 700 975	1 639 514	397 008	332 932	403 896
Autres dépenses de personnel suivies dans OREMS (dommés paie OREMS en exécution)	Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4)	23	Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4)	99 854 483	100 301 476	99 463 913	33 598 293	76 875 106	102 518 472	105 248 733	104 786 080	2 663 989	3 054 559	5 779 820	
		24	dont fonctionnaires stagiaires ENS	5 218 723	489 793	5 225 560	5 225 560	5 225 560	5 218 723	5 218 723	5 218 723	5 218 723	5 218 723	5 218 723	
Autres dépenses de personnel suivies dans OREMS (dommés paie OREMS en exécution)	Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4)	25	Total des dépenses de personnel compris dans OREMS	100 376 227	100 791 269	99 986 473	33 598 293	76 875 106	102 518 472	105 248 733	104 786 080	2 663 989	3 054 559	5 779 820	
		26	dont fonctionnaires stagiaires ENS	32 971 384	32 879 529	32 879 529	32 879 529	32 879 529	32 971 384	32 971 384	32 971 384	32 971 384	32 971 384	32 971 384	
Autres dépenses de personnel suivies dans OREMS (dommés paie OREMS en exécution)	Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4)	27	Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4)	5 099 313	6 233 281	5 881 542	2 094 460	3 590 597	6 283 381	6 283 381	6 283 381	6 283 381	6 283 381		
		28	dont fonctionnaires stagiaires ENS	5 099 313	6 233 281	5 881 542	2 094 460	3 590 597	6 283 381	6 283 381	6 283 381	6 283 381	6 283 381		

les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro

la masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires au ADECP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

(1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois partagés

(2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les personnels de l'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement :

- aux dépenses de personnel ne décomptant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires),

- aux éventuelles dépenses rétroactives ne pouvant faire l'objet d'une ventilation par catégories de personnel ou plafond d'emplois

- aux heures complémentaires effectuées par les agents décomptant les plafonds d'emplois doivent être rattachées au plafond d'emplois de ces agents (quelle que soit l'origine du financement de cette rémunération complémentaire : subvention Etat ou ressources propres), les heures complémentaires des agents ne décomptant pas les plafonds doivent être renseignées sur la ligne "autres dépenses non ventilables"

(4) dépenses éventuelles hors PSPP notamment

(5) s'agissant des données d'exécution de 2021, il convient de renseigner en phase 1 (BI 2022) la colonne "dernière prévision d'exécution" 2021 et en phase 2 (mai 2022) la colonne "exécution" (définitive 2021).

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles)





## 5.15. Projet annuel de performance (PAP)

**Données budgétaires**

Montant des budgets	Unité	BR 2022	Exécution 2022	Variation Exécution 2022 - BR 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche - Exécution 2022
<b>Budget de l'établissement (en crédits de paiements)</b>	(K€)	<b>156 406 K€</b>	<b>141 814 K€</b>	<b>-8,7%</b>	
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)	(K€)	37 717 K€	31 785 K€	-16,7%	
Budget de la masse salariale de l'établissement	(K€)	108 728 K€	105 347 K€	-1,3%	
Budget d'investissement de l'établissement	(K€)	10 951 K€	4 682 K€	-57,2%	
<b>Montant du budget de la recherche</b>	<b>(K€)</b>	<b>38 805 K€</b>	<b>31 218 K€</b>	<b>-19,6%</b>	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(K€)	14 981 K€	9 541 K€	-42,9%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement)	(K€)	4 811 K€	2 842 K€	-39,4%	9,1%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	(K€)	545 K€	451 K€	-17,4%	1,4%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D103) (fonctionnement et investissement)	(K€)	2 850 K€	2 051 K€	-30,1%	6,6%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	(K€)	1 276 K€	449 K€	-64,8%	1,4%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	(K€)	1 250 K€	1 329 K€	3,0%	4,3%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	(K€)	4 289 K€	1 408 K€	-67,2%	4,5%
<b>Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires</b>	<b>(K€)</b>	<b>72 779 K€</b>	<b>68 882 K€</b>	<b>-5,2%</b>	
<b>Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>	<b>(K€)</b>	<b>14 027 K€</b>	<b>10 883 K€</b>	<b>-22,4%</b>	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(K€)	463 K€	541 K€	19,3%	0,8%
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	(K€)	445 K€	861 K€	93,6%	1,2%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	(K€)	11 511 K€	8 787 K€	-23,7%	12,7%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	(K€)	1 617 K€	694 K€	-57,1%	1,0%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	(K€)	34 137 K€	34 607 K€	1,6%	
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	(K€)	47%	50%		
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%	47%	50%		
<b>Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation</b>	<b>(K€)</b>	<b>8 925 K€</b>	<b>10 088 K€</b>	<b>12,1%</b>	
<b>Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>	<b>(K€)</b>	<b>1 130 K€</b>	<b>1 702 K€</b>	<b>50,7%</b>	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(K€)	1 052 K€	1 047 K€	-0,4%	10,5%
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)	(K€)	79 K€	655 K€	741,3%	6,5%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	(K€)				
<b>Montant du budget pilotage &amp; immobilier</b>	<b>(K€)</b>	<b>34 897 K€</b>	<b>15 341 K€</b>	<b>-56,3%</b>	
<b>Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.</b>	<b>(K€)</b>	<b>5 207 K€</b>	<b>5 361 K€</b>	<b>3,0%</b>	
dont budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(K€)	12 344 K€	9 980 K€	-19,1%	31,6%
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	(K€)				
Budget Immobilier (Code LOLF D114)	(K€)				
<b>Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement</b>	<b>(K€)</b>	<b>73,9%</b>	<b>76,8%</b>		
Part des dépenses de personnel sur le budget de l'investissement	%	32,0%	32,9%		
<b>Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement</b>	<b>(K€)</b>	<b>80,7%</b>	<b>84,2%</b>		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%	87,3%	83,0%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%	61,4%	72,6%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%	46,8%	51,5%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	%				

**OBJECTIF : Développer l'autonomie financière**

Taux d'exécution budgétaire	Unité	Budget Exécuté 2019 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2020 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2021 (BR) de l'ENS de Lyon
<b>Taux d'exécution des dépenses</b>	%	95,7%	96,8%	95,2%
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	91,6%	90,5%	87,9%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,7%	99,2%	99,1%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	77,5%	92,2%	77,5%
Taux d'exécution des recettes	%	97,7%	100,2%	98,1%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)	Unité	BR 2022	Exécution 2022	Variation Exécution 2022 - BR 2022
<b>Montant total des ressources</b>	(k€)	145 626 k€	142 482 k€	-2,2%
<b>Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)</b>	(k€)	134 209 k€	132 975 k€	-0,9%
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issu du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	123 812 k€	123 729 k€	-0,1%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	9 292 k€	8 985 k€	-3,3%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	1 106 k€	261 k€	-76,4%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	0 k€	0 k€	
<b>Montant total des ressources propres</b>	(k€)	11 417 k€	9 104 k€	-20,3%
- Montant des droits d'inscription	(k€)	660 k€	583 k€	-11,7%
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	40 k€	77 k€	93,4%
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	100 k€	109 k€	9,2%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	1 216 k€	1 129 k€	-7,1%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	121 k€	18 k€	-84,9%
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	9 085 k€	6 983 k€	-23,0%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	195 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes	Unité	BR 2022	Exécution 2022
<b>Part des recettes propres sur le total des recettes</b>	%	8%	6%

## Glossaire

<b>AE</b>	Autorisation d'engagement
<b>ANR</b>	Agence nationale de la recherche
<b>BDL</b>	Bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BIATSS</b>	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
<b>BI</b>	Budget initial
<b>BR</b>	Budget rectificatif
<b>CAF</b>	Capacité d'autofinancement
<b>CDSN</b>	Contrat doctoral spécifique normaliens
<b>CP</b>	Crédit de paiement
<b>CRB</b>	Centre de responsabilité budgétaire
<b>DAI</b>	Direction des affaires internationales
<b>DGS</b>	Direction générale des services
<b>DRFIP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>DSG</b>	Dialogue stratégique et de gestion
<b>DSI</b>	Direction des Systèmes d'information
<b>EJ</b>	Engagement juridique
<b>EPST</b>	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
<b>GBCP</b>	Gestion budgétaire et comptable publique
<b>GPEEC</b>	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
<b>GVT</b>	Glissement Vieillesse Technicité
<b>IEA</b>	Institut d'études avancées
<b>Ifé</b>	Institut Français de l'Éducation
<b>MESRI</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
<b>MSE</b>	Masse salariale État

<b>MOP</b>	Maîtrise d'ouvrage publique
<b>PIA</b>	Projet investissements d'avenir
<b>PPI</b>	Plan pluriannuel d'investissement
<b>PPI Ecole</b>	Plan prévisionnel d'investissement financé par les moyens établissement (annuel)
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé
<b>RP</b>	Ressources propres
<b>SACD</b>	Service à comptabilité distincte
<b>SCSP</b>	Subvention pour charges de service public
<b>SO</b>	Service opérationnel
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>VP</b>	Vice-Présidence
<b>VPE</b>	Vice-Présidence Etudes
<b>VPR</b>	Vice-Présidence Recherche

*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

**Février 2023**

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60  
**[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)**